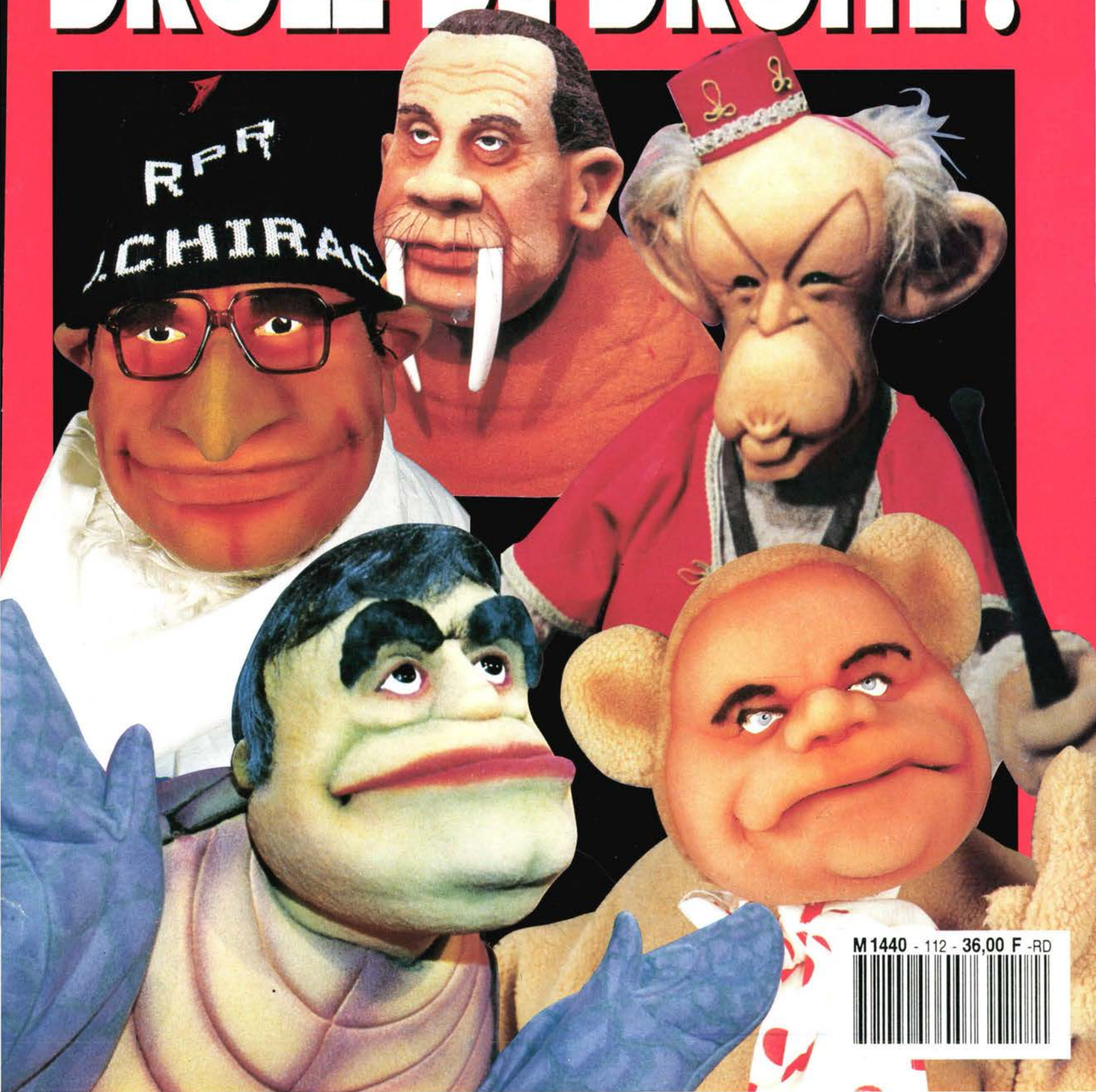


LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

DRÔLE DE DROITE!



M1440 - 112 - 36,00 F - RD



LE CRAPOUILLOT

NOUVELLE SERIE

POUR RECEVOIR
RÉGULIÈREMENT TOUS LES
DEUX MOIS LES
PROCHAINS NUMEROS

**ABONNEZ-VOUS,
OFFREZ UN
ABONNEMENT**

LE CRAPOUILLOT

Jean Galtier-Boissière († 1966) - Jean-François Devay († 1971)

Magazine non conformiste

Directeur :
Roland Gaucher

Réalisation technique : **Stéphane Le Brieuc**

Secrétariat général et révision :
Nicole Dupaty

Directeur de la publication :
Jean-Claude Varanne

Secrétariat de rédaction/iconographie :
Emmanuel Casenac

Composition : **Michèle Bonnot**

Promévente :
Philippe Thoreau : 5 23 25 60 N° Vert : 05 19 8 57
Terminal EB 6

Sarl Le Crapeillot
RCS : Paris B 383 679 529
Siège social : 52, rue Madame 75006 Paris
Dépôt légal : Novembre 1992 - N° CPPAP : 61.147

Abonnements et courrier :
7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 Paris

FRANCE METROPOLITAINE

5 NUMEROS : 150 F

EUROPE

5 NUMEROS : 190 F

**HORS EUROPE (PAR AVION)
240 F**

POUR VOUS ABONNER, IL VOUS SUFFIT DE RETOURNER
LE BULLETIN AVEC VOTRE REGLEMENT A :

**LE CRAPOUILLOT
SERVICE ABONNEMENTS**

7 TER, COUR DES PETITES ECURIES 75010 PARIS

NOM

PRENOM

ADRESSE

.....

.....

JE DESIRE M'ABONNER POUR

5 NUMEROS ☐ F

CI-JOINT MON REGLEMENT
PAR CHEQUE

DATE

Avertissement...

Les jeux sont-ils faits ? A la date où nous « bouclons » ce numéro 112 du *Crapouillot*, cela semble à peu près acquis, la droite, enfin ce qu'on appelle la droite, la droite parlementaire que d'aucuns disent « molle », terme qui est, du reste, refusé par certains leaders de l'opposition ou accepté par eux avec réticence, oui, cette droite-là va l'emporter.

On voit mal, en effet, comment un parti socialiste, miné par ses scandales et ses divisions, déconsidéré par ses fausses factures et par l'affaire du sang contaminé, traînant à sa remorque, outre ses « casseroles », ses millions de chômeurs, dont le Premier ministre, **Bérégovoy**, applique une politique **Poincaré**, parti qui, en outre, est en crise avec **Mitterrand**, pourrait retrouver un second souffle.

On voit mal aussi comment le président de la République, même escorté de ses trois saints Bernard, **Tapie**, **Kouchner** et **Bernard-Henri Lévy**, pourrait redonner à la gauche une chance de l'emporter.

On voit mal aussi comment les Verts, même s'ils ont marqué des points, divisés et encore très fragiles, seraient assez mûrs pour constituer une force de remplacement d'un parti socialiste en voie de décomposition.

Et ne parlons pas du PCF.

Il nous a donc paru bon de passer en revue les principales vedettes de la droite ; les **Giscard**, **Barre**, **Balladur**, **Chirac**, **Léotard**, **Madelin**, etc. qui, demain, occuperont des postes en vue, et seront responsables de l'avenir du pays, dans une situation qui s'annonce très confuse et difficile. Et dans une Europe où les guerres inter-ethniques gagnent sans cesse du terrain.

Passage en revue sans complaisance, avec des retours en arrière, des plongées indiscretes dans le passé de ces hommes politiques qui préféreraient faire oublier bien des choses.

Mais il est dans la tradition du *Crapouillot* d'aller fouiner un peu partout, d'y fourrer son nez, de se montrer moqueur, voire irrévérencieux. Et d'expédier, ici et là, sur certaines cibles, quelques obus (légers).

Car les B 52 ne sont pas dans nos moyens. Ils sont réservés aux lourdes escadrilles de la désinformation.

Roland GAUCHER

Sommaire

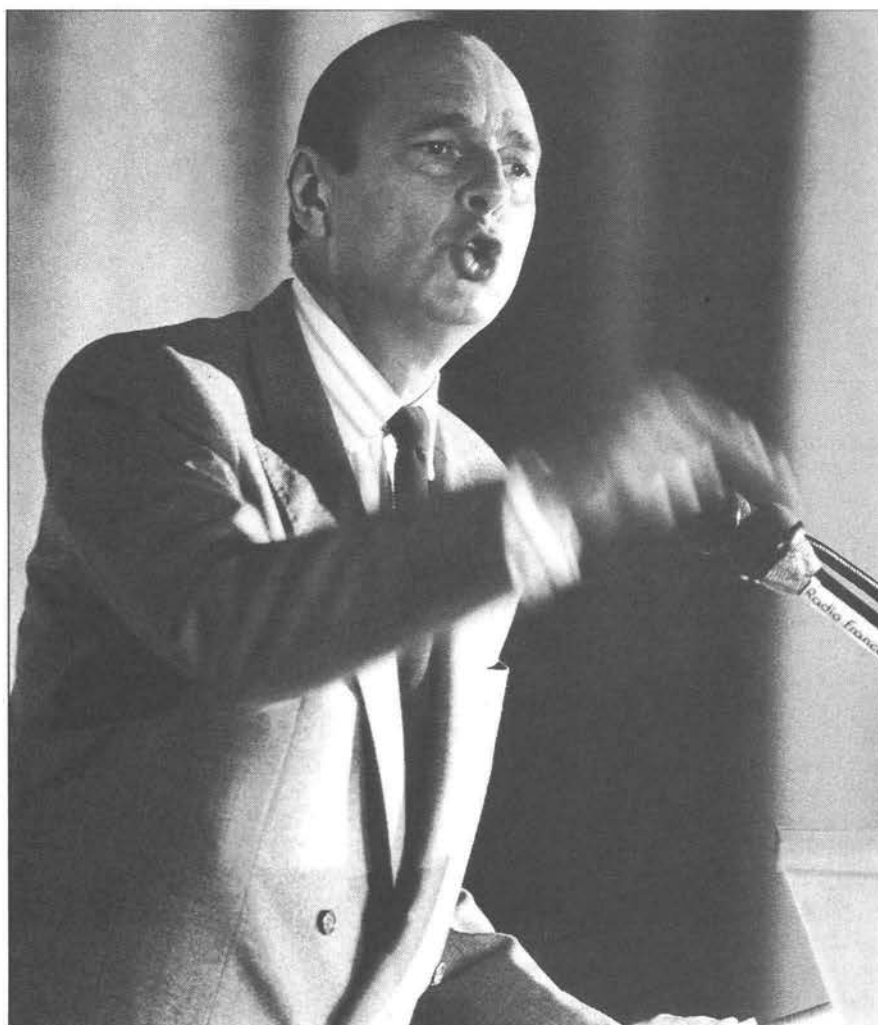
Roland Gaucher — Ces hommes dits de droite	<i>page 3</i>
Jean Bourdier — Chirac le caméléon	<i>page 5</i>
Roland Gaucher — Babar ou Barrevitch ?	<i>page 20</i>
Yves de Saint-Agnés — V.G.E., commode Bas-Empire aux courbes Louis XV	<i>page 28</i>
— Album souvenir	<i>page 41</i>
Jean-Pierre Montespan — Michel Noir le primate des Gaules	<i>page 45</i>
Marie-Claire Roy — François Léotard, bernard-l'ermite de la politique	<i>page 53</i>
Eric Laffitte — Charles Pasqua, ou le Don Patillo des Hauts-de-Seine	<i>page 59</i>
Roland Gaucher — Alain I (Madelin) et Alain II (le Petit Robert)	<i>page 65</i>
Martin Peltier — Balladur, un homme cousu main pour la bourgeoisie française	<i>page 72</i>
Gérard Le Marec — Philippe Séguin, un zozo marginal	<i>page 76</i>
— Seconds couteaux	<i>page 79</i>
Valterus — Cohabiter ? Vous avez dit cohabiter ?	<i>page 81</i>

CHAPITRE I

Le verbe haut mais la vue basse

CHIRAC

LE CAMÉLÉON PÉREMPTOIRE



"Et, je vous le dis,
je suis un
caméléon qui
ne changera
jamais d'avis..."

C'est à la comédie espagnole d'antan que l'on doit le personnage exemplaire autant qu'éternel de Matamore, le tranche-montagne aussi prompt à la dérobage qu'à la bravade. Mais c'est le RPR qui nous a apporté, en la personne de M. **Jacques Chirac**, sa plus belle incarnation dans la vie politique française, où il y a pour-tant, Dieu sait, de la concurrence en ce domaine.

Force est de reconnaître que son curieux comportement de bravache solennel et appliqué a valu à M. Chirac l'essentiel de

ses succès initiaux et de la bonne réputation dont il jouit encore parmi les lambeaux de la droite louis-philipparde. Mais on doit aussi constater que son incapacité malade à mettre ses actes en accord avec ses proclamations vengeresses l'a toujours, jusqu'ici, conduit à la plus humiliante des défaites lorsque l'enjeu est devenu capital. Si l'Hôtel Matignon, que ce soit sous M. **Giscard d'Estaing** ou sous M. **Mitterrand**, ne lui a jamais porté très longtemps bonheur, l'Elysée a carrément fait figure, pour lui, de rêve tenace mais impossible.

Certains de ses amis semblent déjà s'être résignés à voir M. Chirac briguer le Palais présidentiel comme, en son temps, M. **Fernand Gregh** brigua l'Académie française — vainement, mais jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Mais tout cela apparaît, à l'examen, comme logique et, par conséquent, empreint d'une certaine justice poétique ; lorsqu'on a le verbe haut mais l'échine naturellement basse, il ne faut pas s'attendre à faire merveille au combat des chefs et lors de ces minutes de vérité, qui, contrairement à l'heure du même nom, ne sont pas d'aimables divertissements télévisés pour journalistes lustrés dans le sens du poil.

« Un sale petit radical-socialiste »

N'importe quel comédien professionnel vous dira combien il est difficile de jouer constamment à contre-emploi. Or, c'est bel et bien ce que fait M. Chirac depuis ses premiers postes de chargé de mission, en 1962. Encore était-il plus facile pour lui de porter avec quelque modestie la serviette de l'Auvergnat **Georges Pompidou** que de se travestir en jeune loup résolu et menaçant, comme il dut le faire ensuite.

— Méfiez-vous de Chirac, dit un jour M. **Michel Poniatowski** à un journaliste, c'est un sale petit radical-socialiste.

A l'adjectif près, qui peut se discuter, on n'aurait su être plus lucide et plus précis. Foncièrement, M. Chirac est un radical-socialiste — et, qui plus est, un radical-socialiste corrézien. Il a, à cet égard, de qui tenir. Ses grands-parents étaient, des deux côtés, des instituteurs de Corrèze, et l'un d'eux, **Louis Chirac**, directeur d'école à Brive et correspondant local de *La Dépêche du Midi*, militait très officiellement à l'aile gauche du parti radical et affichait non moins officiellement sa qualité de vénérable de la Grande Loge.

Toutefois, **François Chirac**, le fils de Louis, avait, conformément aux règles les plus classiques de la progression sociale, abandonné Brive et l'école primaire, laïque et obligatoire, pour Paris et la banque. Il y fit une fort enviable carrière. Tant et si bien qu'il se trouva amené, peu avant la guerre, à gérer une part des affaires de deux avionneurs célèbres, **Henri Potez** et **Marcel Bloch** — bientôt **Dassault**. Les liens, amicaux aussi bien que professionnels, qui se lièrent ainsi amenèrent même François Chirac et sa petite famille à séjourner, sous l'Occupation, dans l'agréable propriété d'Henri Potez, sur la côte d'Azur.

Né le 29 novembre 1932, Jacques Chirac n'eut guère le temps de faire de la résistance. Cela manqua un peu à son palmarès, mais à l'impossible nul n'est tenu. En revanche, il aurait rejoint le RPF gaulliste dès l'âge de 14 ans, mais cet engagement précoce semble avoir été plutôt dû à l'influence d'un entourage qu'à des convictions qui, en fait, mettront encore quelques années à se faire jour.

En tout cas, lorsqu'il entre à l'Institut d'études politiques de la rue Saint-Guillaume en 1951, le jeune Chirac s'affirme de gauche. Il a, comme on le lui a souvent rappelé, signé



Ponia : "Entre nous, tu le sais bien que tu es un sale petit radical socialiste. Demande plutôt à Giscard..."

l'Appel de Stockholm, texte pseudo-pacifiste diffusé par le parti communiste et, selon ses propres déclarations, il trouve les socialistes trop mous.

« J'ai flirté, affirme-t-il, avec les socialistes, qui étaient dirigés par un garçon que j'estime beaucoup, **Michel Rocard**. Les trouvant trop conservateurs, trop à droite, je n'y suis resté que quelques mois et je suis parti. Il n'y avait à l'époque ni PSU ni maoïstes ni gauchistes. »

Et le pire, c'est que, quand vingt-cinq ans plus tard M. Chirac fait cette déclaration pleine d'une significative complaisance, il se vante. Ses condisciples, mâles et surtout femelles, de Sciences-Po n'ont pour la plupart conservé que le souvenir d'un gentil dadaïste « aimable avec tout le monde ». Déjà !

Tonton Marcel et le gourou

A sa sortie de Sciences-Po, M. Chirac, vivement encouragé par son papa et les amis de son papa, passe avec succès le concours de l'Ecole nationale d'administration. Sitôt la chose faite, il part faire son service militaire. Force est de lui reconnaître qu'il s'efforce de bien le faire. D'abord affecté au

ministère de l'Air, il obtient d'être envoyé à l'Ecole de cavalerie de Saumur, dont il sortira major. C'est alors que la Sécurité militaire se réveille : sa fameuse signature de l'Appel de Stockholm l'a fait classer sympathisant communiste. Il lui faut solliciter l'intervention du général **Koenig** en personne pour obtenir ses galons d'officier de réserve. Il part en avril 1956, comme sous-lieutenant de Chasseurs d'Afrique, pour l'Algérie.

Il affirme alors des convictions « Algérie française » qui le conduisent à des prises de position singulièrement courageuses pour un homme tel que lui. Il est bien dommage que, le naturel reprenant le dessus, il juge bon de proclamer maintenant :

« J'ai été une seule fois en désaccord avec le général de Gaulle, sur l'affaire algérienne. Je sais aujourd'hui que j'ai eu tort. »

Comme si, dans sa rage de plaire aux vieux « compagnons », le politicien Jacques Chirac n'avait pas pu au moins laisser intacte l'ombre, un peu plus digne et un peu plus sympathique, du sous-lieutenant Chirac...

Mais, en fait, il n'avait fallu que de très courtes années pour que le sous-lieutenant Chirac cédât la place au politicien Chirac.

Ayant épousé peu avant son départ pour l'Algérie une jeune fille de bonne et rigide famille, **Bernadette Chodron de Courcel**, rejetonne d'une influente tribu de diplomates et de banquiers, M. Chirac était entré à l'ENA dès sa démobilisation, puis à Cour la des comptes en 1959. Les amis de papa, à commencer par Marcel Dassault qui, voyant toujours midi à sa piste d'envol, lui assure qu'on fera de lui « un secrétaire d'Etat à l'aviation civile », ne tardent pas à venir l'y chercher.

C'est précisément Dassault qui va le mettre entre les mains de son premier « gourou », M. **Pierre Juillet**, collaborateur privilégié de Georges Pompidou.

Ce dernier est devenu Premier ministre lorsqu'en 1962, M. Chirac est nommé d'abord chargé de mission au Secrétariat général du gouvernement, puis chargé de mission à Matignon. Si l'on en croit l'édifiant et passionnant opuscule consacré par **Philippe Chevalier** à M. Chirac ⁽¹⁾, celui-ci ne nourrit alors « qu'une grande ambition : décrocher le poste de directeur des transports aériens ». Les paroles de Tonton Marcel Dassault ne sont apparemment pas tombées dans l'oreille d'un mal-entendant.

Mais ses nouveaux protecteurs lui font rapidement comprendre que, s'il est bien sage, il pourra poursuivre sous peu d'autres ambitions. M. Chirac est bien sage. Et, quelques

APPEL

Nous exigeons l'interdiction absolue de l'arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination massive des populations.

Nous exigeons l'établissement d'un rigoureux contrôle international pour assurer l'application de cette mesure d'interdiction.

Nous considérons que le gouvernement qui, le premier, utiliserait, contre n'importe quel pays, l'arme atomique, commettrait un crime contre l'humanité et serait traité comme criminel de guerre.

Nous appelons tous les hommes de bonne volonté dans le monde à signer cet appel.

Stockholm, 19 mars 1950.

L'appel de Stockholm, signé par de nombreux intellectuels, communistes ou compagnons de route du parti communiste français, fut une opération de déstabilisation de l'opinion occidentale montée par les services soviétiques.

années plus tard, M. Pompidou tient parole. Aux législatives de 1957, M. Chirac est commis à reprendre à la gauche — du cousu main dans ce scrutin-là — la circonscription d'Ussel, en Corrèze. Et, sitôt l'affaire faite, le nouveau député devient, à trente-cinq ans, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales et à l'Emploi.

Les jours de Mai 68

C'est en cette qualité qu'il vit les événements de Mai 1968. Il semble qu'il y prenne un plaisir un peu insolite, satisfait de son rôle, ravi de l'importance que celui-ci lui donne soudain, enchanté, enfin, des palpitantes rencontres que tout cela l'amène à faire. A gauche, bien entendu.

Réfléchir :
tout un
programme !

Face à
face Chirac-
Krasucki:
deux
copains ? (A
la droite
de Chirac,
Seguin,
déjà
matois...)



Jouant les conspirateurs d'opérette avec une visible délectation, il rencontre chez son directeur de cabinet **Gérard Belorgey**, son aimable condisciple de Sciences-Po, Michel Rocard, devenu chef de file du PSU. Mais c'est dans les négociations secrètes avec la CGT, préalables aux accords de Grenelle, que M. Chirac donne un aperçu de ses talents de **Machiavel** et de **James Bond** combiné. Au-delà des années, le récit fait, sur le ton du plus grand sérieux, par **Philippe Alexandre** (2) de la rencontre avec **Henri Krasucki**, alors « numéro deux » de la centrale syndicale communiste, dans un hôtel mal famé, conserve toute sa puissance comique.

« Cette fois, écrit Alexandre, il doit se rendre au bout de Paris, presque en banlieue. Au téléphone, on lui épelle le nom d'une rue. Une fois de plus, il feuillette son plan de Paris. Il repère difficilement l'endroit indiqué. Faut-il y aller ? N'est-ce pas un guet-apens ? Pour la première fois, Chirac prend peur. Il hésite longuement. L'aventure, se dit-il, tourne au mauvais roman policier. Ce serait vraiment trop bête de se faire descendre au coin d'une ruelle perdue. Il consulte **Foccart**, qui lui donne des conseils de spécialiste. Il glisse un revolver dans sa poche. Il convoque l'officier de police chargé de sa protection et un membre de son cabinet. Il leur dit :

— J'ai rendez-vous dans le quartier le plus mal famé de Paris. Je n'ai pas confiance. Vous allez m'accompagner.

La Peugeot noire arrive au coin de la rue indiquée. Chirac montre une maison grise devant laquelle deux costauds font les cent pas. Il dit à ses anges gardiens :

— C'est ici. Au troisième étage. Si dans trois quarts d'heure vous ne m'avez pas vu revenir, montez. Avec vos armes.

Il hésite une dernière fois :

— Dans trois quarts d'heure. Compris ?

Il descend, franchit à pied les cent derniers mètres. La crosse du revolver lui griffe la poitrine. Il s'approche des deux « gorilles » et prononce à mi-voix son nom de code. On lui répond :

— Très bien, suivez-nous.

Derrière ses guides, Chirac monte l'escalier plein d'odeurs



Marchons au même pas : un gourou (Pierre Juillet) et la "gourouse" (Marie-France Garaud)

de friture et de bruits de radio. Au troisième étage, une porte s'ouvre. Le secrétaire d'Etat se retrouve dans une petite chambre : un lit, une table. Un soutien-gorge traîne sur une chaise. Mais il n'y a pas de femme ; seulement trois hommes, dont deux dirigeants connus de la CGT. »

Superbe, non ? Après avoir confié ce frissonnant récit à M. Alexandre, M. Chirac a dû s'étonner que personne ne se soit précipité pour acheter les droits de cinéma.

Mais plus inquiétante encore que cette douce manifestation d'infantilisme, est l'impression retirée par lui de ses interlocuteurs. A trois biographes, plus que complices, il confiait quatre ans plus tard :

« J'ai une certaine estime pour Séguy. D'ailleurs, on ne peut raisonnablement pas ne pas estimer un homme qui agit par conviction et qui le fait conformément aux critères de sa propre morale. C'est vraiment un homme d'appareil, le militant communiste type. Krasucki est un homme très, très intelligent... Il est remarquable, très fin, très astucieux. » (3)

Et aux mêmes biographes — de bons jeunes gens et jeunes

filles anciens de Sciences-Po et convaincus, à l'époque, de participer à la promotion d'une incarnation de l'avenir français — il affirmait également :

« Je réalise (4) après coup que Mai 68 a été quelque chose de plus important que je ne l'avais cru sur le moment. C'est un événement positif de notre histoire contemporaine. Regrettable dans sa forme, mais positif quant au fond. »

On aimerait qu'il répète cela aux électeurs RPR lors des prochaines campagnes...

Un vrai talent d'imitateur

Mais il faut reconnaître qu'à défaut d'autre chose, M. Chirac avait laissé à ses trois biographes — les premiers à se pencher sur son cas — l'impression d'un charmant garçon — comme à Sciences-Po ! — et d'un joyeux drille.

— Il nous racontait, m'a confié l'un d'eux, des histoires tordantes dans la voiture. Et le soir, après dîner, il faisait de très bonnes imitations...

Est-ce pour cela que maintenant, chaque fois qu'il ouvre la bouche pour marteler de sa voix métallique quelques vérités empruntées à feu **Joseph Prudhomme**, on a l'impression d'un émule d'**Yves Lecoq** imitant Jacques Chirac ?

Mais, rendons cette justice à notre homme, une chose n'a guère changé au fil des ans et des vicissitudes de la vie politique : dans le privé, M. Chirac demeure charmant, et pas seulement avec les dames journalistes de rencontre dans les couloirs d'hôtel. Il se tient bien à table et manifeste toujours — avec ce qui ressemble fort à de l'ingénuité — de très bons sentiments tels que pourraient les définir *Le Nouvel Observateur*, *Globe* ou *Politis*.

Déjeunant, il y a quelques années, avec un journaliste de droite — une fois n'est pas coutume — il s'entendit déclarer que sa prise de position contre la peine de mort n'avait pas dû enchanter la majorité de l'électorat RPR, attentive à la constante montée de la délinquance, de l'insécurité et des crimes de sang.

— Mais c'est ma conviction personnelle ! proteste hautement M. Chirac.

En fait, figurent parmi ces « convictions personnelles », au fil de diverses conversations, les principaux points du programme de la vieille gauche. Sa bonté s'étend à toute la nature — sauf au Front National — et même, lorsque sa fille **Claude** lui sert de conseiller culturel, aux amples sous-vêtements de Mme **Madonna**.

La tuile du château

Mais revenons à ce que notre distingué confrère francfortois **Johann-Wolfgang Goethe** appelait si spirituellement les « années d'apprentissage ». En 1968, M. Chirac est devenu secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. L'ascension est bel et bien commencée. Il conserve ce poste lorsque, M. Pompidou ayant été élu président de la République, en juin 1969, M. Giscard d'Estaing redevient ministre de l'Economie et des finances dans le gouvernement formé par M. **Chaban-Delmas**. M. Chirac, bien que n'appartenant pas exactement à la même chapelle politique, manifeste alors la plus grande admiration pour son ministre — dont il tente en vain d'imiter les clapotements de bouche à la mode de Passy. Mais l'une des principales caractéristiques de M. Chirac a toujours été de manifester son admiration à son supérieur hiérarchique, quel qu'il soit. Tout en continuant, bien sûr, à se laisser piloter par son gourou de l'heure. A l'époque, il y a même un gourou —

M. Pierre Juillet, que nous avons déjà vu à l'œuvre — et une gourouse, Mme **Marie-France Garaud**, elle aussi proche collaboratrice du président Pompidou.

Le 7 janvier 1971, ayant toujours été bien sage, M. Chirac passe du statut de secrétaire d'Etat à celui de ministre « plein ». Il devient ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

Mais un an, presque jour pour jour, après le premier maroquin format adulte survient le premier scandale : celui de ce château de Corrèze qu'on ne devait plus appeler ensuite que « Château Chirac », et des curieuses exonérations fiscales qu'il avait entraînées pour son heureux propriétaire. Nous traitons plus en détail ailleurs (voir encadré) de cette affaire, parvenue à la connaissance du public en janvier 1972.

Malgré les efforts de certains organes de presse, ce scandale — qui paraît bien minime auprès de cette affaire **Dega** judi-

cieusement lancée par M. Giscard d'Estaing dans les jambes du malheureux M. **Chaban-Delmas** à la même époque — n'entraîne nullement la carrière de notre jeune châtelain corrézien, qui devient ministre de l'Agriculture et du Développement rural dès l'année suivante. Rendons cette justice à M. Chirac qu'avec ses vastes pieds et ses poignées de main incessantes, il déplut moins aux agriculteurs que certains de ses prédécesseurs et nombre de ses successeurs. Il se présenta comme leur défenseur acharné devant les instances européennes de Bruxelles — mais, là, force est de constater qu'il s'était fourré l'index dans la corne jusqu'à l'omoplate dans l'appréciation des dangers pesant sur le monde rural français. Sa propension naturelle à se tromper d'adversaire, après s'être trompé de guerre, s'illustra déjà fort brillamment dans cet épisode.

C'est, de toute évidence, dans la perspective des élections présidentielles — qui devaient avoir lieu en 1975 mais que la

Un château en Corrèze

■ Tout commence, donc, le 10 janvier 1972, par une déclaration faite au journal *L'Expansion* par un inspecteur des impôts :

« Lequel de nous ne connaît pas le nom de ce ministre qui, depuis des années, très légalement, ne paie pas d'impôts parce qu'il déduit de ses revenus les frais de restauration de son château historique ? »

Ce ministre est rapidement identifié — et notamment par *Le Canard enchaîné* qui l'attaquera sans relâche, des années durant, sur ce point. Il s'agit de M. Chirac, alors ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement.

Déjà député de la Corrèze, il avait acheté, le 19 mars 1969, pour 200 000 F, le château de Bity, édifice du XVII^e siècle

entouré d'un parc de onze hectares, qui fut classé monument historique... le 3 avril 1969.

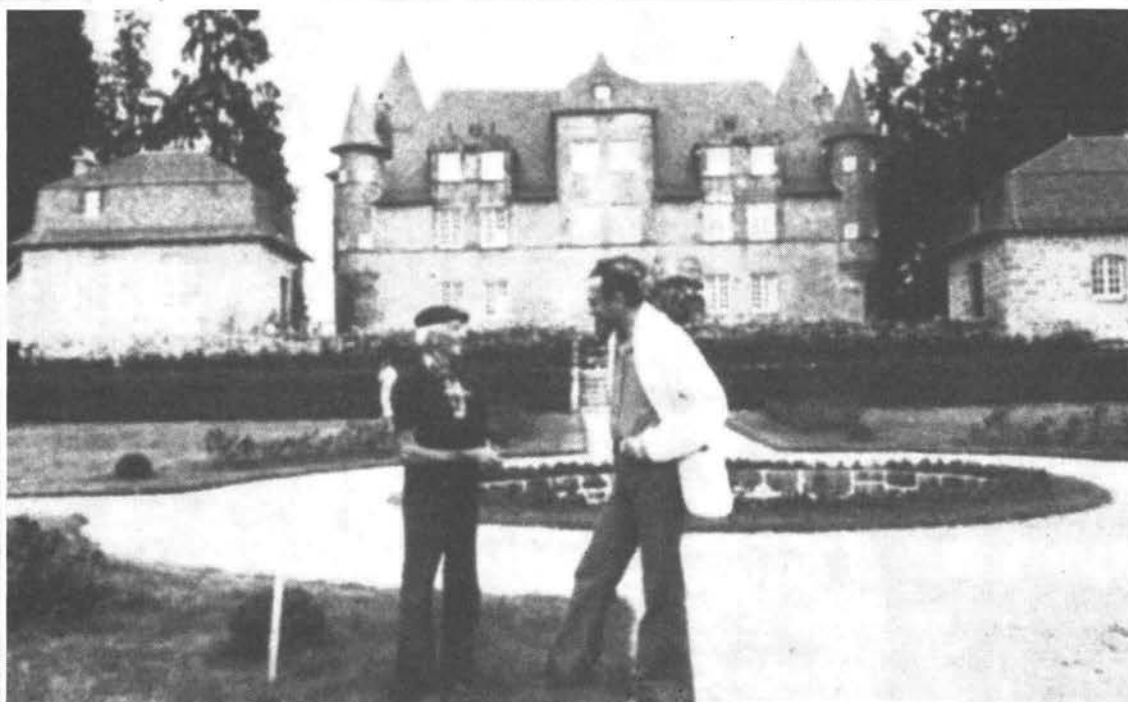
La demande de classement faite par deux conseillers généraux de Corrèze dormait depuis 1963, mais la décision fut prise du jour au lendemain par un arrêté du ministre des Affaires culturelles d'alors, M. **Jacques Duhamel**.

De ce fait, M. Chirac reçut, dès l'année 1969, 20 000 F de subventions. Il encaisse 40 000 F l'année suivante et, de plus, il ne paie d'impôts ni en 1970 ni en 1971.

Lorsqu'il prétendit ensuite avoir ignoré les avantages fiscaux que lui procurerait le classement de son château, il ne trouve que peu de gens pour le croire.

J. B.

"J'ai un beau
château.
Ma tante
tirelire relire...
J'ai un beau
château, " etc.





Premier de cordée (sur la photo), Raymond Marcellin. Il en sait long...

maladie du président Pompidou laissait supposer beaucoup plus proches aux initiés — que M. Chirac est nommé, en mars 1974, ministre de l'Intérieur. Cela montre à quel point notre cadet de Corrèze est devenu l'homme de confiance — pour ne pas dire l'homme de main — de l'entourage présidentiel.

Sus aux flics !

Il faut se rappeler qu'à l'époque, la maladie de Georges Pompidou, bien que tragiquement évidente à chaque déplacement présidentiel, sur chaque photo et sur chaque film d'actualités, est farouchement niée par l'ensemble de ses ministres et collaborateurs, le cœur sur la main. Plusieurs hautes personnalités, telles M. **Alain Peyrefitte** ou M. **Olivier Guichard**, reconnaîtront ensuite avoir menti comme des professeurs à l'Ecole dentaire durant cette période.

Mais le plus beau menteur, qui, lui, ne fit jamais amende honorable, fut à ce moment M. Chirac, qui ne pouvait vraiment ignorer pourquoi il avait été nommé à son poste. Le 25 mars 1974, huit jours exactement avant le trépas de Georges Pompidou qui, déjà, ne quittait plus son appartement de l'Île Saint-Louis, M. Chirac proclamait tranquillement : « Rien ne permet d'affirmer que les élections présidentielles ne se feront pas à leur échéance normale. Elles auront lieu en 1976. »

Avant d'avoir, à partir du 2 avril, d'autres occupations plus urgentes à ses yeux, M. Chirac avait eu le temps d'entre-

prendre un sabotage en règle du travail policier accompli par son prédécesseur, M. **Raymond Marcellin**. Dès le 16 mars, il avait abrogé en grande pompe les mesures d'éloignement des départements frontaliers prises par M. Marcellin à l'encontre de séparatistes basques espagnols réfugiés en France, et, presque simultanément, il limogeait les deux principaux hommes de confiance de son prédécesseur, M. **Pierre Somveille**, directeur de cabinet, et M. **Jacques Lenoir**, directeur général de la police nationale, après avoir été directeur des Renseignements généraux, puis préfet de police.

Devant ces décisions, *Le Monde* donne un brevet de satisfaction absolue au nouveau ministre de la place Beauvau et écrit avec une jubilation mal dissimulée que « M. Chirac paraît prêt à renoncer à l'obsession du maintien de l'ordre de son prédécesseur », formule qui, s'agissant d'un ministre de l'Intérieur, mérite quand même de figurer dans les meilleures anthologies de l'humour involontaire.

C'est sans doute à la brièveté du séjour de l'humaniste Jacques Chirac au ministère et au fait qu'il est très vite appelé à s'intéresser à d'autres problèmes, que la France doit d'avoir encore une police lorsqu'il quitte, le 27 mai 1974, la place Beauvau pour l'Hôtel Matignon.

Son poste de Premier ministre du nouveau président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, élu le 19 mai, M. Chirac l'a bien gagné. Il a été, au cours de la campagne présidentielle, beaucoup plus et beaucoup mieux qu'un ministre de l'Intérieur efficace ; il a été, vis-à-vis de son ancien patron et « compagnon » gaulliste, M. Chaban-Delmas, un traître de première grandeur. C'est de main de maître, surtout pour un relatif débutant, que le député UDR de la Corrèze a fiché entre les omoplates du maire UDR de Bordeaux un « portemanteau », digne des plus belles heures de la Renaissance italienne.

La valse des poignards

Il faut dire qu'une fois encore, il agissait sur ordres. Son gourou en chef, M. Pierre Juillet, s'était fait très officiellement l'agent électoral de M. Giscard d'Estaing et siégeait tranquillement au 41 de la rue de la Bienfaisance. C'est sur ses instructions et sur celles de Mme Marie-France Garaud que M. Chirac s'emploie avec succès à faire basculer dans le camp giscardien une bonne quarantaine de personnalités de la mouvance UDR. M. Chaban-Delmas, affaibli par l'affaire de sa feuille d'impôts et de ses relations avec la famille Dega, n'a d'ailleurs pas que des amis dans son propre parti. L'entreprise menée par M. Chirac lui vaut, bien sûr, de se faire insulter au passage par les gaullistes « historiques », mais, bientôt, les résultats parlent.

Au premier tour des élections présidentielles, le 5 mai 1974, M. François Mitterrand, candidat commun de la gauche officielle (parti socialiste, parti communiste et mouvement des radicaux de gauche), arrive en tête avec 43,24 % des suffrages exprimés, suivi de M. Giscard d'Estaing, avec 32,60. Troisième avec 15,10, M. Chaban-Delmas n'a plus qu'à gagner le vestiaire à pas lents en maugréant sans doute entre ses dents quelques gentilles à l'égard d'un certain Jacques Chirac. Il avait dit un jour qu'on pouvait « beaucoup attendre de ce jeune ministre », sans deviner toute la coloration d'humour noir que prendrait quelque trois ans plus tard, en ce qui le concernait personnellement, cette formule hardie.

Tout y était passé, au-delà même du débauchage de personnalités gaullistes. Ainsi, le 20 avril, *France-Soir* avait bénéficié d'une mystérieuse « fuite » en provenance des Renseignements généraux — donc, très directement, du



Chirac et Chaban

ministère de l'Intérieur —, tendant à montrer qu'au deuxième tour, M. Giscard d'Estaing battrait M. Mitterrand, mais que celui-ci serait vainqueur devant M. Chaban-Delmas. A bon entendeur, salut !

Au deuxième tour, le 19 mai, M. Giscard d'Estaing devait effectivement battre M. Mitterrand, mais c'était de justesse : 50,81 % à 49,19 % des suffrages exprimés — 424 599 voix d'écart seulement.

Avec M. Giscard d'Estaing à l'Elysée et M. Chirac à Matignon commence une « cohabitation » — pour employer un terme qui fera fureur quelques années plus tard — qui ne tardera pas à se révéler difficile. Pourtant, de prime abord, M. Chirac semble vraiment y mettre du sien. Lui qui prétendait cinq ans plus tôt que M. Giscard d'Estaing n'avait jamais été « exceptionnel que dans la trahison », prône maintenant avec l'ardeur bien connue des néophytes le « libéralisme avancé », cher au nouveau président de la République. On pourrait même dire qu'il « en remet » un peu ; c'est dans sa nature. En politique, moins on a de convictions, plus on a tendance à les clamer fort, et le sens du ridicule n'a jamais étouffé notre Corrèzien.

Il n'hésitera pas, par exemple, à affirmer dans *Le Monde* que « cette société libérale de type avancé que nous propose le président de la République, M. Giscard d'Estaing », est bel et bien « cette troisième voie à laquelle nous a convié le général de Gaulle ». Ledit général de Gaulle doit, en entendant cela, se contorsionner de fureur dans sa tombe de Colombey-les-Deux-Eglises, mais on n'en est plus à cela près. D'autant que M. Chirac s'efforce de reprendre en main un mouvement gaulliste où « l'exécution » de M. Chaban-Delmas a quand même laissé quelques traces. Ce ne sera pas chose si facile. M.

Chirac se fait élire, le 14 décembre 1974, secrétaire général de l'UDR, en désignant aussitôt comme secrétaires généraux adjoints des « libéraux » tels que MM. Albin Chalandon, Jean Taittinger, Lucien Neuwirth et Yves Guéna.

Un drôle de militant

Les gaullistes purs et durs renâclent, et, en toute confraternité corrèzienne, le député-maire de Brive, **Jean Charbonnel**, souligne, comme l'avait fait avant lui M. **Alexandre Sanguinetti**, que M. Chirac s'est fait élire secrétaire général de l'UDR « sans avoir jamais été membre » de ce mouvement, « en violation délibérée des statuts de l'UDR », et saisit la Justice avec tous arguments à l'appui. Pourtant, la première chambre du tribunal de grande instance de Paris se refuse, en juin 1975, à condamner M. Chirac, qui demeure béatement à son poste.

Comme le fait malignement observer **Philippe Chevalier** (5), « *Jean Vassogne, président du tribunal, ne souffrira pas trop, quant à lui, de sa faible détermination dans cette plaisante affaire. Il sera promu, en janvier 1976, premier président de la cour d'appel de Paris.* »

En attendant, M. Chirac a, selon l'expression de M. Michel Poniatowski à l'époque, « giscardisé l'UDR ». De même, dans son gouvernement, l'UDR ne compte plus que 12 représentants sur 37, au lieu de 19 sur 29 dans le dernier gouvernement **Messmer**, et tous les « purs et durs » ont été écartés. Les giscardiens, eux, sont passés de 5 à 9. En fait, le seul ministre que M. Chirac ait personnellement imposé, c'est... Mme **Simone Veil**, au portefeuille de la Santé. Le choix est signifi-

catif, d'autant que M. Chirac ne cachera pas qu'il correspond à ses « options personnelles ».

Mais cet excès de zèle n'arrange guère, à la longue, les relations de M. Chirac avec le président de la République. On pourrait même dire que, comme bien souvent en pareil cas, la soumission trop ostensible du Premier ministre ne fait qu'accroître le robuste mépris que lui a déjà voué M. Giscard d'Estaing, qui n'est pas bête au point d'ignorer que, le jour venu, M. Chirac le trahira comme il a trahi M. Chaban-Delmas.

« Pas de notre milieu... »

Le snobisme des Giscard joue également son rôle dans l'affaire. Les allures, les manières et les complets-vestons de représentant en aspirateurs de M. Chirac irritent au plus haut point l'aristocrate, par bricolage, qu'est M. Giscard d'Estaing. Pour lui, M. Chirac est un parvenu — et un parvenu de la deuxième génération, ce qu'il juge peu et court. Si lui-même limite ses marques de mépris à des moues significatives, ses chers enfants se montrent beaucoup plus explicites.

— M. Chirac n'est pas quelqu'un qu'on peut inviter chez soi, déclare aimablement l'un des fils du Président à une assistance point trop restreinte.

— Chirac n'est pas de « notre » milieu, précise-t-il peu après.

Mme Bernadette Chirac, fille de l'ambassadeur **Geoffroy Chodron de Courcel** et arrière-petite-nièce du ministre **Charles de Lasteyrie**, est, elle, considérée comme « de notre milieu », mais il est quand même difficile de l'inviter sans son mari. Elle sympathise néanmoins assez ostensiblement avec les Giscard, et désapprouvera les premières attaques de son époux contre le président de la République. Les mauvaises langues affirmeront toutefois qu'elle est surtout guidée, là, par le fait qu'elle pense ces attaques téléguidées par Mme Marie-France Garaud, qu'elle déteste cordialement.

Selon certains, ce serait Mme Chirac qui aurait puissamment contribué, en 1979, à l'éviction de Mme Garaud et de M. Juiflet comme conseillers privilégiés de son mari. Mme Chirac, qu'on aurait tort de juger sur ses allures de dame d'œuvres et ses propos lénifiants (« J'ai très vite su qu'être la femme de Jacques Chirac se limitait à vivre dans son sillage », etc., etc.), aurait donc appuyé dans la coulisse les trois gourous suivants, tous, comme elle, anciens de Sciences-Po : **Jacques Friedmann**, fils de l'une des fondatrices de l'Union des Femmes françaises, organisation suscitée immédiatement après la guerre par le parti communiste, **Jérôme Monod**, ancien secrétaire général du RPR, démissionnaire en 1978, et **Michel François-Poncet**, directeur adjoint de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

De Mme Garaud, Mme Chirac devait déclarer ultérieurement à une journaliste de *Elle* :

« Elle me prend pour une parfaite imbécile. Son tort a été de ne pas se méfier de moi. On ne se méfie jamais assez des bonnes femmes. »

Surtout quand les hommes, eux, tendent à être en carton-pâte...

De la bouche du jockey

Mais M. Giscard d'Estaing ne va pas être seul, tant s'en faut, à faire des vingt-sept mois passés par M. Chirac à Matignon de 1974 à 1976 une période « globalement négative ». Quelques années plus tard, son ex-gourou Pierre Juillet écrira froidement :

« Venu sans avoir la gravité nécessaire au poste de Premier ministre, il a joué avec le pouvoir comme avec un beau bateau, faisant avec acharnement les cuivres, lavant le pont et courant, affairé, de la cale à la passerelle pour tout voir et tout toucher, sans s'apercevoir que le bateau tournait en rond. »

Tout en étant frappé de la justesse et de la lucidité de cette



"Chère toupinette (surnom affectueux donné par Chirac à Simone Veil), crois-moi, c'est le pied!"

envolée, on serait simplement tenté de demander à M. Juillet qui diable avait bien pu amener à Matignon ce moussaillon agité et impubère. En effet, un jour où M. Chirac l'avait remercié de son aide, M. Juillet, sarcastique, avait laissé tomber :

« *C'est la première fois qu'on voit un cheval remercier son jockey.* »

On pourrait donc supposer que, si le cheval court en biais, le jockey y est quand même pour quelque chose...

L'heure du « Rassemblement »

En fait, lorsqu'on se repenche, quelques années plus tard, sur ce premier séjour de M. Chirac à l'Hôtel Matignon, n'en émergent que quelques épisodes de triste bouffonnerie : M. Chirac assurant, en septembre 1975, M. **Saddam Hussein**, alors vice-président d'Irak, « de son estime et de son affection », et allant ensuite, en novembre, jusqu'à l'embrasser tendrement lors de sa visite à Bagdad pour la signature d'un traité de coopération nucléaire entre la France et l'Etat irakien. M. Chirac fleurissant, à Moscou, le mausolée de **Lénine**, plusieurs mois avant que M. Giscard d'Estaing lui-même n'en ait l'idée. M. Chirac sermonnant les dissidents soviétiques présents en France, en les rappelant au « respect des règles de réserve du droit d'asile ». M. Chirac invoquant publiquement les mânes de **Léon Blum** pour expliquer qu'il est plus socialiste que les socialistes...

Au point qu'on en oublierait un détail qui a quand même son importance. A savoir que M. Chirac se montrera, à cette époque, le Premier ministre le plus fiscaliste qu'on ait encore vu à Matignon. L'accroissement de la pression fiscale sera en effet le point principal de son plan de lutte contre l'inflation, en juin 1974. Ce plan que M. Giscard d'Estaing, en le remerciant quelque deux ans plus tard, l'accusera d'avoir pitoyablement raté...

C'est le 25 août 1976 que, discrètement mais fermement poussé vers la sortie par M. Giscard d'Estaing, M. Chirac démissionne. En affirmant qu'il ne disposait pas des moyens qu'il estimait « nécessaires pour assumer efficacement les fonctions de Premier ministre ». M. Giscard d'Estaing, lui, se borne à déclarer que le démissionnaire a totalement échoué dans sa lutte contre l'inflation et la crise, et qu'il est remplacé à Matignon par « le meilleur économiste de France », à savoir M. **Raymond Barre**.

Conséquence de son éviction et des commentaires qui l'accompagnent ? M. Chirac affirme soudain, le 19 mars 1979,

que « le libéralisme n'est pas une réponse aux problèmes d'une économie moderne ». Que l'on se rassure, il redeviendra un fanatique verbal du libéralisme peu de temps après.

En attendant, première formalité, il fait démissionner son suppléant à l'Assemblée nationale pour récupérer, le 14 novembre 1976, son siège de député de Corrèze. Et, le 5 décembre, au Parc des expositions de la Porte de Versailles, les assises nationales de l'UDR donnent naissance à un parti qui se veut nouveau, le Rassemblement pour la République, RPR pour les intimes, dont M. Chirac devient le président. Le nouveau parti se veut populaire et un brin socialiste — ou plus exactement « travailliste », pour reprendre l'une des expressions favorites de l'entourage de M. Chirac à cette époque. A la Porte de Versailles, à vrai dire, le climat semble plutôt poujadiste avec quelques relents Croix de Feu un peu rances, mais on ne fait pas toujours ce que l'on veut, dans la vie.

Sans doute pour contrebalancer, M. Chirac multiplie les condamnations du « fascisme » — une véritable obsession chez lui —, les proclamations « travaillistes », et, à l'époque, les coups de brosse dans le sens du poil aux partisans de l'immigration. Il ira jusqu'à déclarer, le 29 octobre 1979, à Bruxelles :

« *Je suis favorable à la participation aux élections municipales des travailleurs immigrés résidant depuis cinq ans dans la commune d'accueil.* »

Il est de mauvais goût de lui rappeler ces paroles maintenant.

Mais, peu après la formation du RPR, M. Chirac avait trouvé de quoi s'occuper. En décembre 1975, le Parlement avait voté une réforme — à laquelle M. Chirac s'était montré alors parfaitement hostile — dotant Paris d'un maire. D'emblée, l'Elysée s'était montré décidé à « mettre le paquet » pour que ce maire soit giscardien et, en novembre 1976, on avait annoncé la candidature de M. **Michel d'Ornano**, fidèle entre les fidèles de M. Giscard d'Estaing. Mais, le 19 janvier 1977, poussé par Mme Garaud et M. Juillet, M. Chirac, qui a oublié ses réticences initiales quant au principe d'une mairie de Paris, se présente contre M. d'Ornano. La cam-



Marie-France Garaud et Chirac! dialogue tendu!

pagne sera rude, les giscardiens ne ménageant pas leurs coups à celui qui se pose maintenant en ennemi plus qu'en rival, mais, finalement, le 30 mars, M. Chirac est élu contre un candidat giscardien trop effacé et qui n'a pas réussi à se faire connaître des Parisiens. A la tête du formidable appareil que représente la Mairie de Paris, M. Chirac va pouvoir, comme à son habitude, multiplier faveurs et petits services à l'intention de ses amis — et aussi de ses prétendus ennemis, avec un acharnement qui ressemblerait presque à du masochisme.

La rivalité avec les giscardiens, qui ont fondé, le 10 janvier



Saddam et Jacquot : ça baigne dans l'huile.

1978, l'UDF en s'étendant sur leurs ailes, tourne chaque jour un peu plus à la guerre de tranchées. Aux élections législatives qui ont lieu en mars, le RPR perd 23 sièges, mais reste, avec 150, le parti le plus représenté à l'Assemblée. L'UDF, elle, compte 124 députés.

Mais la guerre règne également au sein du RPR lui-même. Le conseil national du RPR découvre brusquement une incompatibilité entre des fonctions dirigeantes au RPR et un poste ministériel — ou celui de président de l'Assemblée nationale, précisément occupé par M. Chaban-Delmas, qui a bénéficié du soutien de l'UDF pour être élu au « perchoir » contre M. **Edgar Faure**, qu'appuyait officiellement le RPR.

De ce fait, malgré le rapprochement opéré entre le « vieux de la vieille » **Michel Debré** et M. Chirac, la plupart des « barons » du gaullisme entrent en rébellion contre les conseillers du maire de Paris, Mme Garaud, M. Juillet et aussi MM. Guéna et **Pasqua**, surnommés de façon peu originale « la bande des quatre ».

Un tour de Cochin

Mais c'est seulement à la fin de cette année 1978 que va être lancée publiquement la déclaration de guerre de M. Chirac à M. Giscard d'Estaing et au giscardisme. Victime d'un accident d'automobile, M. Chirac se retrouve, fin novembre, à l'hôpital Cochin avec une jambe et plusieurs vertèbres fracturées. Afin, sans doute, de lui éviter de trop s'ennuyer sur son lit de douleur, Mme Garaud, M. Juillet et M. **René de Lacharière** lui concoctent un petit texte qui sera publié le 6 décembre et sera surnommé un rien pompeusement « l'appel de Cochin » — encore que, considérée avec un peu de recul, sa portée historique soit notablement plus modeste que celle d'autres « appels », comme celui du 18 juin ou



Raymond Barre (à droite) : "Hé ! vous croyez pas qu'il nous prend pour des c..."

même celui de Stockholm, si complaisamment signé par le jeune M. Chirac en 1950.

Ce texte, néanmoins, n'a rien de plaisant pour M. Giscard d'Estaing et ses amis. Il déclare notamment :

« On prépare l'inféodation de la France, on consent à l'idée de son abaissement. Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre, avec sa voix paisible et rassurante. »

Cette envolée lyrico-politique a au moins un mérite : celui de ne pas passer inaperçue, et ce surtout au sein même du RPR. Des personnalités comme Mme **Hélène Missoffe**, M. Lucien Neuwirth, M. Alexandre Sanguinetti entrent en rébellion. Quant à M. **Alain Peyrefitte**, alors ministre de la Justice du troisième gouvernement Barre, il condamne publiquement « ces propos outranciers », ce qui lui vaut six mois d'exclusion du RPR.

Aux élections de juin 1979, la guéguerre reprend de plus belle. Poussé autant par M. Michel Debré que par Mme Garaud et M. Juillet, M. Chirac refuse toute proposition de liste d'union avec l'UDF et prend la tête d'une liste DIFE (Défense des intérêts de la France en Europe) qui affronte directement celle menée par sa grande amie Simone Veil.

« *Ce qui nous sépare de l'UDF sur l'Europe est incomparablement plus profond que ce qui nous unit* », déclare-t-il le 4 juin à Bagatelle.

Les résultats sont loin d'être convaincants ; la liste RPR n'obtient en effet que 16,31 % des voix contre 27,60 % à la liste UDF. C'est ce qui justifiera l'éviction de Mme Garaud et de M. Juillet, tant souhaitée par Mme Chirac.

Haro sur Giscard

M. Chirac pense-t-il pouvoir faire mieux tout seul aux élections présidentielles de 1981 ? C'est ce qu'il semble croire, poussé, notamment par MM. Pasqua et **Bernard Pons**, puisque, dès le 2 février, il annonce sa candidature, en attaquant violemment le pouvoir en place, qu'il accuse de mener le pays à « la faillite dramatique ». Ce faisant, il trahit au passage une personne de plus, M. Michel Debré, qui l'avait pourtant appuyé dans la formation et l'organisation du RPR, et qu'il avait tranquillement laissé annoncer sa propre candidature au mois de juin de l'année précédente. Mais notre Corrèzien n'en est déjà plus à une victime près. Comme il n'en est plus à un revirement près, que ce soit sur l'économie,

sur la fiscalité, sur l'immigration, sur l'Europe, sur les relations avec l'URSS et même sur la peine de mort — malgré sa « conviction personnelle ».

Personne, dans la classe politique, ne s'en étonne encore ; M. Chirac est de ces hommes dont on peut aligner des colonnes entières de déclarations et de prises de position contradictoires, parfois formulées à quelques mois ou quelques semaines d'intervalle. Le jeu est si facile qu'il en devient fastidieux et un brin décourageant.

Le 26 avril 1981, au premier tour des élections présidentielles, il apparut que M. Chirac, malgré ses affirmations répétées, ne figurerait pas au deuxième tour. Il avait obtenu, malgré des candidatures concurrentes de M. Debré et de Mme Garaud, 17,99 % des suffrages, mais M. Giscard d'Estaing en recueillait 28,31 %, M. Mitterrand 25,85 % et M. **Georges Marchais**, qui s'était présenté pour le parti communiste, 15,34 %.

C'est alors que M. Chirac jeta carrément le masque. Tandis que le parti communiste annonçait immédiatement son intention de faire voter pour le candidat le mieux placé de la gauche, à savoir M. Mitterrand, le président du RPR fait savoir qu'« à titre personnel », il votera au deuxième tour pour M. Giscard d'Estaing et que nombre de personnalités de son mouvement feront sans doute de même, mais il ne donne pas de consignes de vote aux militants et électeurs RPR. Mieux, dans toutes les sections, les militants les plus fidèles sont mobilisés, entre les deux tours, pour des actions de propagande antigiscardiennes — et notamment le collage d'affiches, bien entendu non signées, proclamant : « Brejnev vote Giscard ».

Au deuxième tour, le 10 mai, M. Mitterrand l'emporte sur M. Giscard d'Estaing par 51,76 % des voix contre 49,24. Beaucoup de giscardiens, à commencer par M. Michel Poniatowski, ne vont pas chercher très loin le principal responsable de ce regrettable état de choses.

Dans les tout premiers temps, d'ailleurs, M. Chirac nie à peine — et uniquement pour la forme — sa contribution à la chute de M. Giscard d'Estaing. Il est trop occupé à faire carré-

Mon premier
(Pons) cherche
son flingue ;
mon second
(Chirac) rit
(jaune), et mon
tout, (Pasqua)
les a à l'œil.



ment des appels du pied à M. Mitterrand, comme ceux que publie *Le Monde* le 3 juin :

« Une grande part, non négligeable, de ce que proposent les socialistes ne m'inquiète pas du tout, affirme-t-il. Si demain le parti socialiste visait clairement ou affichait sa rupture avec le parti communiste, alors... je dis que... tout devrait être mis en œuvre... pour qu'une véritable majorité nationale puisse permettre de surmonter les difficultés de la France. »

Et de résumer ainsi sa pensée — si l'on peut se permettre d'employer pareil terme en pareil cas :

« Il est possible de concilier les ambitions généreuses des socialistes français avec le sens des réalités quotidiennes de l'économie, et avec les aspirations des Français à plus de solidarité et de liberté. »

Chacun sait qu'en politique, on peut être amené aussi à faire le trottoir, mais c'est un sport qui se pratique habituellement avec un peu plus de pudeur — et un peu moins de naïveté.

De toute manière, les élections législatives de juin 1981 ayant fourni aux socialistes une confortable majorité et n'ayant renvoyé que 82 RPR à l'Assemblée, les tentatives de séduction de M. Chirac restent désespérément vaines. Il est temps pour notre Corrèzien de revenir à ce libéralisme qu'il avait une fois de plus abandonné.

L'espoir ne revient vraiment dans les rangs du RPR qu'avec les élections municipales de mars 1983. Plus par leurs propres méfaits qu'en raison du talent de leurs adversaires, les socialistes ont cruellement reculé, et l'opposition semble pouvoir bien augurer des législatives suivantes.

M. Chirac est, bien entendu, le premier à jouer du tambour. En septembre 1983, il évoque d'ores et déjà la « cohabitation » entre un gouvernement issu d'une majorité nouvelle et un président « respectueux de la volonté du peuple ». En un mot, il s'y voit déjà.

Ce n'est toutefois qu'au moment où, début avril 1985, le pouvoir socialiste instaure le mode de scrutin proportionnel — immédiatement condamné comme « une tricherie » par giscardiens et RPR ensemble — que M. Chirac se décide à passer un accord de gouvernement avec M. **Jean Lecanuet**, représentant les giscardo-centristes.

Une obsession malade

L'une des raisons pour lesquelles M. Chirac et ses amis condamnent si fort la proportionnelle est, bien sûr, leur hantise de voir le Front National conquérir des sièges. Ils savent, depuis les européennes et l'élection municipale de Dreux, en septembre 1983, que c'est non seulement possible mais à peu près obligatoire, et ce qui leur apparaît comme une menace directe à l'égard de leur fonds de commerce ne leur plaît pas du tout. D'autant que, dès cette époque, M. Chirac manifeste à l'égard du Front National une hostilité qui tourne à l'obsession malade, multipliant accusations gratuites et excommunications majeures, alors même qu'il commence à reprendre discrètement et sans verser de droits d'auteur les thèses de M. **Le Pen** sur de multiples sujets, à commencer par l'immigration et l'insécurité.

Son attitude confinerait tellement à la paranoïa et déborderait tellement le cadre de la raison, ou même du simple cynisme politique, que certains n'en verront l'explication que dans des engagements pris par le chef du RPR auprès de certaines organisations internationales, plus ou moins occultes. L'explication, pour rocambolesque qu'elle puisse paraître aux esprits forts, est certes moins insensée encore que l'attitude de M. Chirac à l'égard du parti de M. **Le Pen**.

En attendant, à défaut de rendre son discours cohérent, M. Chirac s'efforce de rendre son allure un peu plus avantageuse, d'affiner son « look », comme on dit dans le jargon de l'époque. Il faut dire qu'il y avait là du travail à faire, M. Giscard d'Estaing n'ayant pas eu tout à fait tort lorsqu'il brocardait, dans l'intimité, le côté « Belle Jardinière » de son ancien Premier ministre.

Le premier des spécialistes à s'atteler à cette lourde tâche fut M. **Elie Crespi**, président de Synergie, embauché à l'instigation de M. Jérôme Monod et aux honoraires de 70 000 F par mois. Sous cette influence, M. Chirac change de lunettes, passe du costume trois pièces sombre façon employé de banque modèle, au costume deux pièces clair, modèle vendeur de voitures décapotables, sourit à l'américaine au point d'en avoir mal aux lèvres en fin de journée, et s'invente des goûts artistiques parfois déconcertants. Il n'arrive plus aux réunions publiques et dans les arrière-salles de café qu'en faisant le V churchillien de la victoire, et prépare, pour chaque entrée en scène, un « bon mot », qu'il lui arrive de répéter quatre à cinq fois de suite, s'il estime que les « clients » ne l'ont pas entendu la première.

Le torchon de cuisine électorale ayant fini par brûler entre M. Crespi, jugé trop gourmand, et les principaux collaborateurs de M. Chirac, il est remplacé, au printemps 1985 par une équipe formée de M. **Bernard Brochand**, directeur d'une filiale d'Havas, et M. **Jean-Michel Goudard**. Qui poursuivent d'ailleurs un travail curieusement semblable à celui de M. Crespi, mais avec (*sic*) « accentuation du caractère résolu et décisionnaire » du personnage.

Une chose, toutefois, ne change pas, quels que soient les « conseillers en communication » qui entourent M. Chirac : son amour exclusif ou éperdu pour ce qu'il est convenu d'appeler la « langue de bois ». Impossible de lui poser aucune question en aucun domaine sans l'entendre répondre, d'un ton rendu encore plus péremptoire par son accent curieusement métallique de robot ménager du BHV :

« Soyez sûrs que, face aux problèmes qui se posent, nous prendrons les mesures qui s'imposent. »

Les élections législatives de mars 1986 rapportent 145 sièges au RPR — assez nettement moins que ce qu'escomptait M. Chirac, d'autant plus furieux que le Front National, éternel objet de son ressentiment, en a obtenu 35. Toutefois, la « droite » RPR-UDF se retrouve largement majoritaire à l'Assemblée. Le 17 mars, le Premier ministre socialiste **Laurent Fabius** démissionne, et M. Chirac se retrouve pour la deuxième fois à l'Hôtel Matignon. La fameuse « cohabitation » avec M. Mitterrand commence.

Recul sur tous les fronts

A vrai dire, elle commence mal. Pour M. Chirac, bien entendu, qui commence à céder sur tous les fronts devant un président de la République bien décidé à défendre ce « domaine réservé » gaullien, qu'il avait tant combattu lorsqu'il était lui-même dans l'opposition. Dès qu'on touche aux Affaires étrangères et à la Défense en particulier, M. Mitterrand tranche, excommunie, récuse des ministrables ou approuve du bout des lèvres. Et M. Chirac laisse faire — se laisse faire.

Rapidement, tout va se passer, en fait, comme si, fasciné par le cobra royal ondulant du capuchon à l'Élysée, M. Chirac et son gouvernement avec lui, allaient perdre le contrôle de leurs gestes les plus élémentaires. C'est dans le désordre le plus complet que les réformes prévues par la plateforme

électorale RPR-UDF sont mises en chantier. En dehors de la privatisation de TF 1 et — tiens donc ! — de l'abandon de la proportionnelle pour un retour au scrutin majoritaire, on ne retiendra pas grand-chose de cette période.

Sachant désormais à qui il a affaire, M. Mitterrand a tout loisir d'entamer la guérilla. Le 14 juillet, il refuse de signer les ordonnances sociales, contraignant le gouvernement à recourir systématiquement à l'article 49-3. Et, sur les principaux dossiers, M. Chirac va, de toute manière, reculer avant de capituler. Ce sera vrai en décembre 1986, avec le projet, pourtant bien timide et jugé aujourd'hui « incontestable », même par les socialistes, du jeune ministre **Alain Devaquet** sur la réforme universitaire. Devant les manifestations orchestrées par le PS et l'extrême gauche, M. Devaquet démissionne et l'on retire son projet.

Le gouvernement de M. Chirac reculera de la même façon, et dans le même désordre, devant les mesures de contrôle de l'immigration, pourtant promises par M. Pasqua, comme devant la dénationalisation de la Régie Renault. La réforme du code de nationalité promise durant la campagne électorale était enterrée en grande pompe par le biais d'une commission idoine.

Ce qui devait arriver arriva donc : après la dissolution décrétée par M. Mitterrand, les élections législatives de juin 1988 ne redonnèrent pas à M. Chirac l'occasion de remettre ses longues semelles à l'Hôtel Matignon.

En cette année 1988, il ne les mettra pas plus à l'Elysée, battu à plate couture au deuxième tour des présidentielles par M. Mitterrand, qui l'emporte cette fois avec 54,01 % des voix.

Des chameliers vicieux

Pour ce qu'on appelle pompeusement l'« opposition parlementaire » et, abusivement, « la droite », la traversée du désert recommence. Et elle recommence comme dans le passé le plus récent : avec des chameliers qui s'insultent et des dromadaires qui se décochent des coups de savate à tous les tournants. Est-ce vraiment une surprise si le brave Mohamed ben Chirak se révèle, une fois de plus, le chamelier le plus vicieux ? Et si sa

malignité s'accroît à mesure que semble se rapprocher la vision de l'oasis — c'est-à-dire de la revanche électorale ?

Dans cette grandiose perspective, on ne cesse plus de parler d'union sacrée, de plateforme commune, de « primaires » devant déterminer les meilleurs candidats. Et il est aussitôt évident que les « primaires », par exemple, tout le monde est pour dans la mesure où chacun croit devoir les remporter. M. Chirac, lui, a estimé dès l'abord que l'investiture lui appartenait de droit.

La comédie atteignit son sommet par un beau dimanche ensoleillé de la fin de l'été 1991. De tous les congrès, de toutes les conventions, de tous les séminaires et de toutes les assises de l'opposition parlementaire jaillissaient de vibrants appels à l'union et des engagements formels de coopération sincère et de totale loyauté. Ce dimanche-là, si curieux que cela puisse paraître, même M. Barre s'y était mis, avec son beau sourire de saurien ayant perdu ses prémolaires dans le métro.

Qu'arrive-t-il ? Dès le lendemain, on apprenait que M. Chirac, accompagné de deux ou trois RPR et UDF, réputés pour leur belle franchise, s'était envolé pour Moscou sans en avertir M. Giscard d'Estaing. Celui-ci n'en fut que médiocrement satisfait quand — avec tout le reste de la France — il l'apprit. Quelques jours plus tard, comme un journaliste de télévision, en l'occurrence M. **Poivre d'Arvor**, s'enhardissait jusqu'à demander à M. Chirac pourquoi, compte tenu de ses récentes envolées sur la « transparence » entre alliés, il s'était si bien gardé de prévenir de l'escapade moscovite l'augure de Chamalières, M. Chirac tint obstinément à parler des perspectives économiques dans l'ex-URSS et se montra même assez prolix sur le sujet.

Mais le plus réjouissant pour les bons esprits fut sans aucun doute l'envolée de M. Chirac sur l'immigration, dans le cadre de sa grande campagne pour reprendre à son compte les idées du Front National tout en continuant à condamner celui-ci avec des airs de chaisière offusquée. On avait beau connaître l'animal, ce n'est pas sans une certaine surprise qu'on l'entendit, à peine congestionné en fin de banquet, décrire en termes passablement crus — et que jamais ni Le Pen ni M. **Mégret** ni M. **Le Gallou** ne s'étaient permis

Face à face :
Isabelle Thomas
et Alain Devaquet.





Chirac, Léotard, Juppé à Moscou, une petite promenade sans Valéry.

d'employer — les inconvénients causés par la présence en France d'immigrés maghrébins ou d'Afrique Noire, à commencer par leur « odeur ». Comme tous les gens qui ne pensent pas un mot de ce qu'ils disent, M. Chirac a le défaut d'« en remettre », et sa légèreté naturelle évoque plus la Grosse Bertha en action qu'une danseuse étoile sur les pointes. En tout cas,

Jugé par ses pairs

MM. Giscard d'Estaing et Poniatoski n'ont pas été les seuls hommes politiques, tant s'en faut, à « tailler des costumes » à leur distingué confrère **Jacques Chirac**. Ni les seuls ni les premiers.

De M. Chirac, son grand protecteur, le président **Georges Pompidou** disait déjà :

« Si je lui demandais de creuser dans la nuit un tunnel entre mon domicile du quai de Béthune et Matignon, il le ferait et, le matin, il me demanderait pourquoi. »

Opinion curieusement corroborée par un personnage très différent, M. **Alexandre Sanguinetti** :

« Il a tout de l'officier de cavalerie. On lui donne un ordre. On croit qu'il a compris. Il part à fond de train, puis il revient à fond de train parce qu'il a oublié l'ordre et le cheval. »

Mais la palme de la vacherie élégante et un rien snobarde revient — qui s'en étonnera — à M. **François Mitterrand** :

« Chirac, a-t-il dit un jour à portée d'oreille d'un journaliste du *Monde*, a les quatre V : voyou, vulgaire, velléitaire et versatile. »

Qui dit mieux ?

J. B.

pour un membre inscrit de la LICRA, le propos était de taille...

Mais plus près de nous, au moment où nous écrivons, est ce qu'on pourrait appeler la « comédie de Maastricht ». Elle se joue en trois actes, que l'on peut résumer assez rapidement.

Premier acte : M. Chirac, qui n'a jamais eu aucune idée sur l'Europe, pense que le Traité de Maastricht plaît à tout le monde chez lui et se déclare pour.

Deuxième acte : il s'aperçoit avec désolation que tel n'est pas le cas, ainsi que Mme Garaud, notamment, prend un malin plaisir à le lui démontrer, et déclare qu'il laisse la liberté de vote à tout le monde. Pour un chef de parti confronté à ce qui est peut-être la plus grande échéance politique de l'après-guerre, le geste est un peu déconcertant, mais M. Chirac ne semble même pas s'en apercevoir.

Troisième acte : le résultat du référendum est plus que serré, mais M. Mitterrand, comme à son habitude, s'en tire. M. Chirac, à ce moment, commence à se dire qu'il y aurait peut-être eu là une carte à jouer. On a l'esprit vif ou on ne l'a pas.

En fait, une seule question se pose lorsqu'on examine la carrière et le comportement de M. Chirac. Une seule et unique question, mais elle est de taille : comment a-t-il pu arriver à la position encore prééminente où il se trouve aujourd'hui ? Et, surtout, comment a-t-il pu, jusqu'ici, s'y maintenir ? La bêtise serait-elle finalement une qualité politique comme une autre ? L'interrogation est, ici, cruelle mais nécessaire.

Jean BOURDIER

(1) *Petit guide du Chirac dans tous ses états* (Editions de National Hebdo), 1984

(2) *L'Elysée en péril*, Fayard, 1969

(3) *Jacques Chirac ou la République des cadets*, Presses de la Cité, 1972

(4) Un Français clairement francophone eût sans doute préféré dire : « je me rends compte », mais à chacun selon ses moyens.

(5) op. cit.

CHAPITRE II

BABAR OU
BARREVITCH ?

D'élite,
dominateur,
et sûr de lui.



Barre ? Je l'ai vu d'un peu près une seule fois. C'était à un déjeuner-débat organisé au début des années 80 au Cercle de la Presse privée, dirigé à l'époque par le regretté **Morancé**. En ce temps-là, il n'était plus rien au pouvoir. Mais il demeurait, bien sûr, une personnalité politique.

J'ai totalement oublié les questions qui lui furent posées et les réponses qu'il donna. Me reste seulement une impression qui fut la mienne, dès le moment où il prit la parole, et qui ne m'a plus quitté : « c'est un prof ! ».

Dans mon esprit, ce n'est pas nécessairement un compliment. De mes années scolaires, j'ai gardé le souvenir de quelques professeurs qui m'ont marqué : un Alsacien, **Krall**, en 6^e ; en 4^e, un abbé, **Schneider** (au demeurant à moitié fou), **Gauthereau**, en 1^{ère} à Henri-IV ; et, en Khâgne, **Duval**, inégal, fervent de **Malraux**, communiste, parfois ébouissant, quand il était en forme.

Deux heures sont un délai trop court pour fonder un jugement. Barre, je le trouvais suave et pontifiant. Suave quand les questions allaient dans son sens, pontifiant, voire péremptoire, dès qu'elles l'agaçaient. Et il avait, je crois, l'agacement facile. Pour un peu, il aurait distribué des notes aux confrères ; et rarement des bonnes notes. Et je le verrais très bien à *Europe 1*, ou *France 2*, ou à *TF 1*, disant : « Taisez-vous, Elkabbach ! », d'une voix à peine plus amène que celle de **Georges Marchais** ;

expliquant à **Alain Duhamel** que « son babillage mériterait un zéro pointé » ; ou à la chère **Anne Sinclair** « qu'il lui faudrait se représenter en octobre, si elle voulait être reçue. »

Au demeurant, il se gardera bien de tenir ce genre de propos à ses interlocuteurs, car il est parfaitement conscient de la puissance des médias, et du respect que doit leur accorder un ancien Premier ministre.

Déchéance paternelle

Brillant élève, avant guerre, comme **Jacques Vergès**, au lycée de La Réunion, il garde de sa jeunesse une blessure secrète dont il est difficile de mesurer l'ampleur, mais qui l'aura à coup sûr marqué. Tout simplement parce qu'un enfant, dans les années 30, issu d'un milieu aisé, considéré, bourgeois, ne pouvait échapper aux contre-coups de la déchéance paternelle.

Rappelons les faits : le père de Raymond, **René Barre**, est un héros de la guerre 14-18. Il va épouser la fille d'une riche famille de la Réunion. Il est adulé, honoré, reçu partout. C'est un riche commerçant qui vit sur un grand pied.

Un beau jour, c'est le drame. René Barre a fait de mauvaises affaires. Il est poursuivi pour faillite frauduleuse. Ce qui lui vaut un procès retentissant, au terme duquel il est acquitté. ⁽¹⁾

Tout devrait donc rentrer dans l'ordre. Pas du tout ! Il y a eu scandale. Et, dans les milieux de la bourgeoisie de cette époque, le scandale ne se pardonne pas. Il faut se souvenir qu'avant la guerre de 14, un patron qui faisait faillite était considéré comme déshonoré ; souvent, il se tirait une balle dans la tête.

René Barre a beau avoir pour lui son passé d'ancien combattant, ses états de services militaires, ses décorations, pour sa belle-famille, il est devenu un paria. Il doit s'exiler à l'île Maurice.

Raymond Barre a, alors, quatorze ans. Il est élevé uniquement par sa mère. Il ne reverra jamais son père. Celui-ci mourra à Paris le 18 juillet 1975, dans la misère.

Le 28 novembre 1942, le contre-torpilleur *Léopard* va prendre le contrôle de La Réunion et les frères Vergès vont s'engager dans les Forces Françaises Libres. Rien de tel, pour Raymond Barre. Concédonsons-lui, toutefois, qu'il répondra à l'appel à Madagascar et, donc, qu'il aura fait son service militaire. Ce qui le distingue quand même des **Serge July**, des **Genestar** et des **Madelin**. En ce temps-là, les commissions de réforme n'avaient sans doute pas eu le temps d'approfondir les troubles psychiques, si contre-indiqués pour le port du fusil.

Les études sont brillantes. Titulaire du diplôme d'études supérieures d'économie, de droit public et de droit privé, diplômé de Sciences-Po, et agrégé d'économie, le jeune Raymond enseigne à Caen, en Tunisie, puis à Paris. Il publie un manuel, devenu un classique, *Economie politique* (PUF, 1955-1956).

Ce sont sans doute ces brillantes qualités qui l'introduiront dans le milieu politique : directeur du cabinet de **Jeanneney** au ministère de l'Industrie et du Commerce (1959-1962), il devient proche de **Jean Monnet** et de **Jean Lecanuet**. On le retrouve chez **de Gaulle**. Il est même, en 1967, vice-président de la commission européenne chargée des questions économiques et financières. Pendant cinq ans, il va tisser tout un réseau de relations internationales dont nous reparlerons.

« Meilleur économiste de France » !

Qu'est-ce que Raymond Barre, à cette époque ? Un super-technocrate. Mais quasi inconnu. Un peu mystérieusement, il va être propulsé, en tant que « meilleur économiste de France »,



Affiche pour une "grosse légume"

en août 1976, à la fois comme Premier ministre et comme ministre de l'Economie et des Finances.

Ce qui le mène jusqu'en mars 1978.

Elu député du Rhône (4^e circonscription), il va siéger parmi les non-inscrits.

Après l'élection de **Mitterrand** à la présidence de la République, la cote de **Giscard** et de **Chirac** est en baisse. L'étoile de Barre semble monter. Il anime des clubs et lance,



Entre Gaudin, Méhaignerie (à sa gauche), Lecanuet et Léotard (à sa droite), à un congrès de l'U.D.F.

Un bon journal. De
saines lectures !
A quand Panpan
Cucul pour Babar ?



en novembre 1982, sa lettre mensuelle, *Faits et arguments*.

Pour autant, faut-il croire qu'il est dans l'opposition *perinde ac cadaver* ? (ce serait beaucoup s'avancer).

Il refuse de s'engager clairement dans la défense de l'école libre ; approuve les lois **Auroux** et surtout, vote l'amnistie des actes de violence en Nouvelle-Calédonie (notamment — et détail — l'assassinat des gendarmes d'Ouvéa).

Est-ce pour cela qu'en 1986, il obtient aux législatives dans le Rhône un résultat plutôt décevant : 22,67 % ? Le socialiste **Hernu** l'a devancé nettement, avec 29,28 % des suffrages ; et **Noir** le talonne avec 21,77 %.

Et pourtant, et pourtant, Babar va redevenir favori pour les futures présidentielles. Les sondages le classent en tête en janvier 1988.

Hélas pour lui, ça ne dure pas.

Il fait une mauvaise campagne. Pontifiant, pédant, suffisant, prof. Il n'a pas d'appareil autour de lui, pas de militants. Le soutiennent les clubs, entité vague.

Son score aux présidentielles de 1988 : 16,54 % des voix. A comparer à celui de **Jean-Marie Le Pen** qui le talonne avec 14,5 %. Or, à Le Pen, les sondages donnaient à peine 11 %. Il n'avait guère de moyens financiers. Il traînait derrière lui la casserole, puissamment orchestrée, du « détail ». Il n'en a pas moins fait un « tabac ».

Sur l'échec de Barre, on trouve, dans *National Hebdo* (n° 199, 12 mai 1988) cette réflexion très juste : « L'échec de Barre est celui de l'hypertrophie d'un ego. »

Des Soviétiques à la Trilatérale

Raymond Barre redevient un personnage flou. Ses seconds l'ont lâché. On pourrait dire que c'est un *has been*, si les médias l'expédiaient dans un silence mortel. Elles le ménagent. Pourquoi ?

Il reste un personnage ancré dans un centre flou. Retenons de lui cette phrase : « Si je censurais monsieur **Bérégovoy**, je me censurerais moi-même » (Sept sur Sept, 29 octobre 1988).

A noter : il n'a pratiquement personne autour de lui. Pas

d'amis vrais, **Gilberte Beaux** peut-être, excepté. On va la retrouver auprès de **Tapie**. Ce n'est pas une référence.

En définitive, on ne comprend pas grand-chose à Raymond Barre, croyons-nous, si l'on ne tient pas compte de deux dimensions qui n'apparaissent pas sur le devant de la scène, ou, si l'on préfère, à la Une des médias. Dimensions, parties brumeuses du personnage qui, parfois, se recoupent :

- 1) son étrange comportement avec l'Union soviétique,
- 2) ses relations avec la Trilatérale.

Voyons cela.

- Pour l'Union soviétique, il faut remonter à sa jeunesse studieuse, dans la période qui succède à la Libération, dans un article qu'il donne à la revue *Critique*, en 1953 Il écrit ceci :

« Les consommateurs soviétiques ont donc dû payer d'un prix élevé le développement du potentiel économique de leur pays ; on ne peut dire que leurs sacrifices aient été vains... A la base de toute la politique économique soviétique se trouve la décision politico-économique du gouvernement... de faire dès lors de l'industrialisation l'instrument de la transformation des structures économiques du pays. »

Il ajoute, sur un ton critique, que la pensée économique française semble à l'heure actuelle se concentrer davantage sur le marxisme que sur l'économie soviétique.

Ce qui veut dire que pour le jeune Barre, ce qui compte, c'est l'économie soviétique. A ses yeux, elle est globalement positive. Le marxisme qui a engendré la terreur stalinienne ? Bof !

Etapas

Ce sont là les réflexions d'un jeune fonctionnaire qui deviendra un champion de la pensée libérale, et qui donc, a pu évoluer. Et ce serait vraiment mesquin d'aller lui chercher chicane sur ces écrits de jeunesse.

C'est vrai. Mais on ne peut s'empêcher de noter que cet article de *Critique*, plutôt favorable pour l'économie soviétique, est le point de départ d'un comportement politique qui, en des circonstances importantes, se révélera systématiquement favorable aux dirigeants de Moscou.

Notons ces étapes.

— **Printemps 1958** : Barre voyage en Union soviétique

avec une délégation de professeurs de l'enseignement supérieur. A son retour, aucune critique.

— **Avril 1979** : Giscard d'Estaing, en Union soviétique, négocie l'accord énergétique qui porte en particulier sur une fourniture de gaz. Ce qui provoque chez nous une forte zizanie entre les Affaires étrangères et le ministère de l'Industrie. Qui va faire pencher la balance en faveur de l'accord ? Le Premier ministre Raymond Barre.

— **Janvier 1980** : Barre est à New York. Il dit qu'il faut « éviter la renaissance des blocs qui cristalliseront les antagonismes entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. » (*Le Monde*, 10-11 janvier 1980).

— **Novembre 1980** : Récidive dans une interview au quotidien belge *Le Soir*. « Mon pays — dit Barre — a contribué à faire reculer la politique des blocs et ne souhaite pas y revenir. »

— **1981** : A Rabat, au début de l'année, Barre demande que l'Union soviétique puisse participer aux accords de Camp David. Si cette demande était acceptée, cela signifierait que le Kremlin ferait officiellement irruption sur le théâtre du Moyen-Orient.

— **27 janvier 1982** : Barre approuve l'achat de 12 millions de mètres cubes de gaz soviétique par an. Par ailleurs, l'Algérie fournit sa quote-part. Si ces deux puissances décidaient d'interrompre leurs livraisons, cela signifierait que la France se trouverait dans une situation dramatique sur le plan énergétique.

— **Septembre 1982** : Interview pour *L'Expansion*, de Jean Boissonnat. Barre déclare : « Je ne souhaite pas le retour à la guerre froide, ni à la politique des blocs. »

— **Printemps 1985** : Barre est interviewé par Patrick Wassmann pour la revue *Politique internationale* (n° 27). Il déclare, à propos de l'Afghanistan : « Il faut se garder de porter des jugements hâtifs... Il faut accepter les relations de tous »

Accordailles réjouies
sous le portrait de Lénine

Les faces cachées de Raymond Barre

Le petit Barre immobilier

Puisque l'actualité nous donne à réfléchir au sujet de l'impôt sur les grandes fortunes, il nous a paru utile de rappeler au lecteur un certain nombre de données qui concernent le vénéré professeur et honorable ancien Premier ministre, saisi sous ses aspects immobiliers.

Faisons le tour de ce propriétaire (et locataire) un peu à part :

1) Raymond Barre était propriétaire de deux studios acquis en 1973 dans l'immeuble La France à Puteaux et qu'il louait.

2) Il est locataire, depuis 1977, d'un appartement 4-6, avenue Accolas (près du Champ-de-Mars), 280 mètres carrés, 12 pièces + 2 chambres de bonne. Le loyer était estimé en 1977 à près de 10 000 F mensuels. A cette époque, notons-le, Raymond Barre était Premier ministre. Son épouse et lui logeaient à Matignon. Il avait les moyens de louer et de faire aménager un vaste appartement qu'il n'occupait pas.

3) Locataire (de luxe) au Champ-de-Mars, Raymond Barre a fait l'acquisition en avril 1979 d'un terrain de 2 938 m² à Saint-Jean-Cap-Ferrat. « L'Agence du littoral » l'avait mis à prix pour la somme de 700 000 F.

Les conditions d'acquisition de ce terrain sont tout à fait surprenantes. Elles ont été mises en évidence, à la grande fureur de l'intéressé, par notre confrère *Minute* (numéro du 10 octobre 1979 notamment).

Ce terrain est situé dans un des plus beaux sites de la Côte. Les acheteurs auraient dû se presser pour l'acquérir. Mais une rumeur persistante circule : le terrain pourrait être coupé en deux par une route.

Raymond Barre a assurément les moyens de savoir que cette rumeur est sans fondement ou que, si elle en a un, il est homme à y mettre le holà !

Permis-éclair

Le voilà donc qui se porte acquéreur, ou plus exactement qui est acquéreur par l'intermédiaire d'un homme de paille, un nommé Antoine Caserta. Le terrain avait été mis à prix, nous l'avons dit, à 700 000 F. Barre et Caserta obtiennent que le prix soit baissé à 500 000 F. Ce qui met le mètre carré à 190 F.

Il faut savoir qu'à l'époque le terrain non bâti se négocie dans la presqu'île entre 300 et 400 F le m². Chapeau, Monsieur Barre !

Ce n'est pas la seule performance. Un permis de construire demande du temps à être délivré. Pas pour le nommé Caserta, poisson-pilote.

Juger-en :

— 9 avril 1979 : Caserta dépose sa demande.

— 13 avril : Il obtient (en 4 jours !) un rapport géologique et géotechnique favorable.

— 18 avril : Le maire donne un avis favorable.

— 23 avril : Le dossier part vers la commission départementale des sites, et vers la commission départementale d'urbanisme.

— 27 avril : Avis favorable de ces deux organismes.

— 8 mai : Aval du ministre de l'Environnement et du cadre de vie.

11 mai : Victoire : l'arrêté préfectoral accorde le permis.

Vous dites que la France est paralysée par les lenteurs bureaucratiques ? Ah ! ça n'est pas vrai ! Demandez plutôt au nommé Caserta...



En route vers son « Sam Suffit ». Avec vue imprenable sur la mer.

Combien a coûté la résidence luxueuse que l'ex-Premier ministre a fait bâtir à Saint-Jean-Cap-Ferrat ? On en estime le coût à plus de deux millions.

Pour la « petite Datcha » de 350 m², le couple Barre a tout loisir de recevoir, parmi ses hôtes privilégiés, la Begum ou le prince Rainier. Il est douteux qu'il y accueille les électeurs qui, ayant cru voter pour un candidat de droite, viendraient cet été lui demander des comptes sur sa rencontre secrète (désormais le secret de Polichinelle) avec Mitterrand.

Dernier aspect à signaler de

cette péripétie immobilière : quelques mois après l'obtention dans des délais miraculeux de son permis de construire, Raymond Barre et son ministre de l'Environnement, Michel d'Ornano, signaient le décret 79-716 du 25 août 1979. Lequel interdisait pratiquement toute nouvelle construction dans une série de localités du littoral dont... Saint-Jean-Cap-Ferrat. Histoire de faire comprendre aux citoyens de la République qu'il ne faut tout de même pas confondre le vulgus pecus, même nanti, avec les éminentes personnalités de la Nomenklatura française et Trilatérale.



Un précédent

L'article ci-dessous a paru dans le numéro 216 de *National Hebdo* (8 septembre 1988).

Du moins pour la partie qui concerne sa propriété de Saint-Jean-Cap-Ferrat, on comparera utilement sa situation immobilière à celle de Léotard (voir page 57).

Jean-Claude Müller
TAXI
AÉROPORTS
TOUTES DISTANCES
RÉSERVATION
LA VEILLE
EN DIRECT AVEC
LE CHAUFFEUR
de 6 h. à 18 h.
49 66 35 31
après 18 h
39 83 85 98
R.G.



Les réunions de la Trilatérale sont, comme nous le soulignons par ailleurs, fort discrètes. *National Hebdo* avait néanmoins réussi à se procurer une série de photos d'une réunion de cette organisation internationale en 1983, à Rome et avait, à cette occasion, publié quelques images de Raymond Barre et de son épouse, née Hegedüs, notamment en compagnie de Rockefeller. Ces images étaient assorties de quelques bulles, dues à la seule rédaction, ironiques certes, mais au demeurant pas méchantes.

Cette initiative eut le don d'agacer prodigieusement Raymond Barre, qui laissa éclater sa colère. Oh! professeur, et le sens de l'humour?...

ordres avec les pays de l'Est... pour favoriser une solution qui corresponde aux aspirations de leurs populations. »

Autrement dit : quand l'Armée Rouge intervient en Afghanistan contre un peuple envahi qui se défend héroïquement, les armes à la main, il n'y a rien à dire !

— 1984 : Au symposium annuel de Davos Raymond Barre déclare que « le Rideau de fer a disparu. ».

Quelle hâte ! Pour le constater, il faudra quand même attendre la chute du mur de Berlin. On l'interroge sur Sakharov. Réponse : « Sakharov n'a pas été fusillé. C'est déjà un progrès. »

De toutes ces prises de position qui s'étalent sur une trentaine d'années, il faut dégager une **constante** : la volonté de ménager une bonne entente avec l'URSS ; de faire croire que son économie est somme toute solide (alors qu'elle s'effondrera) ; de sortir de la politique des blocs ; d'escamoter constamment les atteintes odieuses aux libertés individuelles ; de ne pas condamner (ce qui revient à approuver) l'invasion en Afghanistan.

C'est tout de même beaucoup pour un « libéral ».

Et ici, l'image qui nous vient à l'esprit c'est celle de **Georges Pâques**. Il était indépendant, de droite ; et c'était un agent soviétique. Démasqué par la DST, gracié assez vite par le général de Gaulle.

Disons-le tout de suite : aucun indice ne permet de supposer que Raymond Barre soit un **agent** des services soviétiques, au sens précis du terme.

Influences ?

Mais on peut ne pas être un agent et subir des **influences**.

Il n'est nullement exclu que le jeune Raymond ait subi certaines influences. Par exemple, dans le milieu de la revue *Critique*, celle de son professeur **Kojeve**, qui n'était pas un pur philosophe hégélien, mais un redoutable manipulateur.

Ou, par exemple, celle du professeur **François Perroux**, farouche défenseur avant la guerre et sous l'Occupation, du régime corporatiste, mais curieusement rallié, après la guerre, aux Soviétiques, tout comme d'ailleurs, **Bouvier-Ajam**, qui

tenta après la Libération de racoler **Georges Albertini**, ancien secrétaire général du RNP de **Marcel Déat** sous l'Occupation.

Notons encore un petit trait, dont **Emmanuel Ratier** fait état dans son *Encyclopédie Politique française*, richement documentée.

Pierre-Charles Pathé était le directeur d'une lettre confidentielle bi-mensuelle, *SYNTHESIS*. A ce titre, il a été interrogé (par la DST ?) et condamné pour « désinformation » au profit de l'Union soviétique. Ratier assure que cette condamnation pour ce motif, est unique au monde. Il ajoute aussi que *Synthesis* est interdite de consultation à la Bibliothèque nationale. Ce qui paraît stupéfiant.

Dans *Synthesis*, Pierre-Charles Pathé s'est toujours affirmé comme un fervent défenseur de Raymond Barre et de sa politique.

Préservez-moi de mes amis !

L'étrange indulgence que le libéral Raymond Barre a toujours montrée à l'égard d'un régime dont la politique économique s'est soldée par une faillite retentissante et qui a toujours été une puissance impérialiste et totalitaire dans ses institutions, est une part d'ombre dans sa carrière.

Ce n'est pas la seule.

Rockfeller

Il y a aussi ses liens profonds avec la **Trilatérale** et avec **Bilderberg**.

Qu'est-ce que la Trilatérale ?

La " *Trilaterale Commission* " est une organisation internationale qui rassemble des financiers, des hommes d'affaires, des hommes politiques, des personnalités médiatiques. Elle a été créée en 1973 par le riche banquier américain **David Rockfeller**. Celui-ci est également l'animateur d'un groupe un peu semblable, le " *Council of Foreign Relations* " qui regroupe lui aussi des hommes d'affaires, des hommes politiques, ou d'autres personnalités de la finance, de la diplomatie ou des médias.

Troisième organisation similaire, le " *Bilderberg Group* ", où l'on retrouve encore l'inévitable Rockfeller qui a remplacé à la tête de cet organisme le prince **Bernhardt de Lippe**, compromis dans des affaires de pots de vin.

Si l'on disait aux personnalités qui adhèrent à ces groupes qu'il s'agit de **société secrètes**, elles s'indigneraient.

Ces organisations, répondraient-elles, sont seulement **dis-crètes**. C'est la version donnée par le franc-maçonnerie. Au reste, à la Trilatérale, au CFR, comme au Bilderberg Group, les frères... ne manquent point.

Comme la discrétion est de rigueur, les rencontres ne feront pas l'objet de communiqués. La presse en est généralement exclue, de même que les photographes.

L'argent ne manque pas. Le budget de la Trilatérale en 1985-86 s'élevait à environ **trois millions de dollars**.

Qui finance ? **Les multinationales**. Environ 120, parmi lesquelles Boeing, CBS, Chase Manhattan, Rockfeller Bank, Coca-Cola, IBM, Honeywell, etc.

Nous sommes là en présence de nouvelles **féodalités**, mais internationales. Leurs pouvoirs transcendent les frontières.

Leur objectif ? Etablir un nouvel ordre mondial : celui du

mondialisme en favorisant, par divers moyens, la création d'une société **cosmopolite** (2).

Avant la chute du régime soviétique, un des objectifs de ces organisations, en particulier de la Trilatérale, était de développer les échanges commerciaux avec Moscou.

Gorbatchev eut ensuite leurs faveurs. Il n'est pas sûr que les relations soient demeurées les mêmes avec **Eltsine**, personnage détesté des médias.

Les affaires sont les affaires. La Trilatérale ne va donc pas hésiter à condamner la politique de sanctions de Washington à l'égard de Moscou, après l'agression contre l'Afghanistan.

Le Monde (10 septembre 1982) note qu'elle préconise alors un commerce accru avec les pays communistes. De son côté, **Brzezinski**, conseiller de l'ancien président américain

Carter, déclare : « Encourager les pays en question [de l'Europe de l'Est], notamment la Pologne, à se détacher de l'URSS ne servirait pas la cause de la paix. »

Cette politique des relations économiques accrues avec les Etats communistes et de la non intervention, lors de la guerre d'Afghanistan, qu'est-ce que c'est ? C'est celle, nous l'avons

Barre et l'attentat de la rue Copernic

« Cet attentat odieux qui voulait frapper les Israélites qui se rendaient à la synagogue et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic... » Dans les milieux juifs, on n'a pas tellement apprécié.



Tête à tête Barre - Carter.

vu, que préconisait Raymond Barre dans ses articles et ses interviews.

Rien d'étonnant à cela. A la Trilatérale, Barre a adhéré dès le début des années 1970. Il n'est encore qu'un fonctionnaire de la CEE. Mais il a été mêlé assez tôt aux affaires internationales, sans doute par l'intermédiaire de **Jean-Charles Casanova**, qui est un de ses principaux conseillers.

Dans les réunions de la Trilatérale, Raymond Barre côtoie des hommes venus de milieux très divers : **Michel Debatisse**, le leader paysan ; **Jean Deflassieux**, le PDG du Crédit Lyonnais, protecteur de Tapie ; **Edmond de Rothschild** ⁽³⁾ ; **Alain Cotta**, frère de Michèle ; **Georges Berthoin**, radical de gauche ; **Alain Gomez** du CERES ; **Michel Rocard**, etc.

Ceci côté français. Chez les étrangers, on note outre Rockefeller et Brzezinski, déjà cités, **Kissinger**, **Mac Namara**, **George Bush** ; l'Italien **Giovanni Agnelli** ; le baron belge **Lambert** ; l'Allemand **Gerhard Stoltenberg** ; et des Japonais, des Japonais, encore des Japonais...

En préconisant des accords commerciaux élargis avec les pays communistes, Raymond Barre agit en conformité avec les recommandations de la Trilatérale.

Un aspect important de sa vie politique qui n'est, pour ainsi dire, jamais évoqué.

Roland GAUCHER

(1) Sur cette affaire, voir *Le Crapouillot* n° 87 et *Le Monde*, Aux origines de Raymond Barre, 30 mai 1985.

(2) Les organisations que nous venons de citer. Consulter notamment les ouvrages d'**Henry Coston**, de **Yann Moncomble**, et de **Pierre de Villemarest**. Les publications *Monde et Vie*, et *Lectures Françaises* contiennent également nombre d'informations sur ces organisations.

(3) Qui déclare, phrase qui en dit long : « Le verrou qui doit sauter, c'est la nation. »



Pensif

Les affaires sont les affaires

Raymond Barre est administrateur de nombreuses sociétés : le groupe italien Generali Assi-Curazioni, la filiale hongroise de Paribas : Magyar Paribas, la Banco nazionale del Lavoro, General Motors Europe, etc.

A Budapest les honneurs sont rendus en 1977 par les alliés de l'U.R.S.S. Bien naturel !



«Eva, qui donc es-tu..»?

(Alfred de Vigny)

■ **Barthélémy Hegedüs** est un avocat protestant; sa femme, **Berthe Salomon**, est de confession israélite et leur fille **Eva**, née le 17 novembre 1920, est polyglotte.

Comme cette histoire commence à Budapest, il est bon de préciser qu'en langue magyare, *hegedüs* signifie le joueur de violon...

Eva, la blonde doit aussi avoir hérité d'un certain charme tzigane. Elle séduit en 1943 un jeune secrétaire de direction, nommé **Michel Tutot**, qui se trouve en Hongrie aux heures les plus sombres de l'histoire de nos deux pays. « Prisonnier de guerre », fut-il écrit dans *Le Crapouillot* (n° 87 : « Le Petit Barre illustré ») qui reprenait le récit du général **André-Adolphe Hallier**, le père de **Jean-Edern**, paru dans son autobiographie *Corneilles en Cornouaille*. Mais, meilleur cavalier qu'historien, il fait intervenir la rencontre entre les deux jeunes gens plus d'un an après l'enregistrement de leur mariage — le 8 octobre 1943 — au consulat de France à Budapest.

En compagnie de son époux, Madame Tutot, réussira à quitter la Hongrie... par l'URSS et le port d'Odessa. Une performance sur laquelle elle n'est pas bavarde et les médias guère curieux.

Sa biographie comporte ensuite une lacune de près de dix années. On ne retrouve Eva qu'en 1953 à Tunis, cadre à la société des phosphates de Sfax où elle fréquente un cercle « d'intellos » en majorité juifs, partisans de l'indépendance des pays du Maghreb. Parmi eux, **Abraham Charles Guetta**, fondateur et principal actionnaire du *Nouvel Observateur*, tué à Skhirat le 10 juillet 1971 lors de la tentative de coup d'Etat contre le roi du Maroc, dont il était l'ami. Et puis aussi le jeune professeur de droit Raymond Barre, pour qui elle divorce de Michel Tutot le 26 octobre 1953.

A la fin de l'année universitaire 1953-1954, Raymond Barre regagne la métropole en compagnie de sa promise. Ils se marient à Paris à la mairie du VI^e arrondissement le 19 novembre 1954. Un premier fils leur naît le 2 juin 1955.

Ceux qui connaissent le couple affirment qu'Eva exerce une influence certaine sur son mari. Mais il faut reconnaître qu'elle en fait moins étalage que l'épouse du président américain **Clinton**. Elle conserve une élégance de bon aloi grâce, dit-on, à la générosité discrète des soyeux lyonnais.



Chapeau ! Il a été offert à Madame Barre au cours d'une visite dans une ferme d'Etat en 1977, en compagnie de son époux. Une récompense bien méritée...

CHAPITRE III

V.G.E.

Commode Bas-Empire
aux courbes Louis XV

Valéry en train de décoincer " une bouche habituellement figée en cul de poule "

Comment l'Auvergnat distingue-t-il une poule d'un chapon ? »

Elémentaire : « *La poule cha pond tandis que le chapon cha pond pas.* »

En ce 15 juin 1986, au studio 116 de la Maison de la Radio, l'hilarité secoue l'auditoire. Spécialisée dans le strip-tease moral des hommes politiques, « L'oreille en coin », émission de *France Inter*, vient de réaliser un scoop. Inouï ! Afin de lancer cette plaisanterie de basse-cour, l'Auvergnat **Giscard d'Estaing**, ex-président de la République et invité du jour, a décoincé une bouche habituellement figée en cul-de-poule.

Valéry se prenant pour **Vermot**, cela découle de la logique.

Les choses étant ce « caleçon », on pense, en effet, au syndrome de Jérusalem. Chaque année, il frappe des pèlerins arrivés en Terre Sainte. Dans leur glace de rasage, ils aperçoivent Jésus Christ. Or, la transposition giscardienne du mal amène le miroir de l'intéressé à lui renvoyer l'image de **Flaubert** ou celle de **Maupassant**. Encore mieux, lors des périodes fastes, il s'agit de **Louis XV**. En proférant son fameux « Après moi, le déluge », le **Bien Aimé** avait du reste prédit la catastrophe. Mais si VGE descend de Louis XV, on verra qu'il dut à cet effet emprunter les zigzags de l'escalier de service.

A la différence d'Athéna, jamais il n'affirma cependant être sorti tout armé du cerveau de Zeus. Sa mégalomanie pourrait

donc procéder d'une tradition familiale. Survenu dès sa naissance, un fait conforte l'hypothèse. Le 2 février 1926, lorsqu'il voit le jour à Coblenz (son père **Edmond** avait émigré vers cette ville allemande, en qualité de directeur des Finances au Haut Commissariat français en Rhénanie), Madame mère, née **May Bardoux**, s'exclame en le voyant : « Oh, le beau petit Napoléon ». Le nouveau Verseau jauge alors 3 850 grammes. Et, avec une rare clairvoyance, la maman pressent qu'il prendra du poids.

La ruée vers l'or

Louis XV, Napoléon, même à Sainte-Anne, il est rare de trouver un pensionnaire prêt à se réclamer des deux monarques à la fois. Pourtant, si majestueux soient-ils, ces deux arbres ne font que cacher une forêt plus que touffue. Car, en facilité, la physique des particules instables dame le pion à l'étude des particules giscardiennes. Avant d'entreprendre sous la III^e République la conquête de ses titres nobiliaires, la maison Giscard va tonifier le nerf de la guerre en accumulant les titres en banque. A l'aube du siècle, nous trouvons deux frères Giscard : **René**, né en 1881 et **Edmond**, né en 1894. Ils sont fils de **Valéry Giscard**, avocat à Riom et de **Louise Monteil**, issue de commerçants installés à Clermont-Ferrand. Tous deux sont pourvus d'une dentition digne de **Rastignac**. Ils monteront à Paris afin d'entrer à Sciences-Po. Après la Grande Guerre, au cours de laquelle il fut blessé à l'omoplate droite, **Edmond** — le père de VGE — réussit en 1919 le concours de l'Inspection des Finances.

« Enrichissez-vous », recommandait **Guizot** à la grande bourgeoisie. Les deux frères appliqueront le conseil au pied de la lettre. Ils commencent par prendre des billets à la grande loterie du mariage. L'un et l'autre choisiront les bons numéros. **René** — l'oncle de VGE — épouse **Anne Carnot**, fille du président de la compagnie d'assurances Seine et Rhône, administrateur des Messageries Maritimes. Le grand-père de la mariée est ni plus ni moins **Sadi Carnot**, président de la République qui fut assassiné à Lyon en 1894 par l'anarchiste **Caserio**.

Dans la ruée vers l'or, **Edmond** ne le cède en rien à son aîné. Par son union avec **May Bardoux**, il entre de plain-pied

dans les affaires de la Banque d'Indochine. On va le voir se prodiguer dans toutes les directions. Laborieuse fourmi, ses galeries partent de l'Extrême-Orient vers le Maroc en passant par Suez où l'on croise un oncle de la famille, **Jacques Georges-Picot**, président de la Compagnie Financière. **Edmond** doit avoir des fonds de culottes à toute épreuve car, au fil des années, il siègera aux quatre coins de la finance : Crédit financier et immobilier, Société financière pour la France et l'Outre-Mer, Hotchkiss-Brandt, les Caoutchoucs d'Extrême-Orient, Bergougnan, Kleber-Colombes, Thomson-Houston. Il deviendra également président de la Chambre de Commerce internationale puis de la Société du Tunnel sous le Mont-Blanc. En 1971, le voici nommé au Conseil d'administration d'Air France. Cette surprenante promotion intervient juste après la décision du gouvernement **Chaban-Delmas** de

fixer à 70 ans l'âge de la retraite des administrateurs de sociétés. Or, **Edmond Giscard d'Estaing** vient de fêter ses 77 printemps. Clé du mystère : la sinécure lui fut attribuée par le ministre des Finances qui n'est autre que son fils **Valéry**. Sans doute le grand argentier sut-il trouver les mots justes afin de suggérer au Premier ministre : « Touche pas à mon népotisme. »

L'universel **Edmond** n'est pas moins présent sur les tableaux d'honneur : président du Comité France-Amérique, chevalier de l'Ordre de Malte, grand officier de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, membre de l'Institut, etc. Sur une poitrine aussi constellée que celle d'un maréchal soviétique, une décoration se trouve cependant dissimulée par les autres : la Francisque du Maréchal. Sur la liste des 5 000 promus, **Edmond** occupe le n° 918, alors que **François Mitterrand** ne figure qu'en 2 022^e position.

Broutilles, tous ces hochets, si on les compare au triomphe familial que fut l'ascension du Gotha. Sans être un Golgotha, l'entreprise semblait périlleuse. On risquait de perdre la face, puis le nord, et de chuter

dans le ridicule. Mais avec **René Giscard** comme premier de cordée, l'équipe va se hisser au sommet de la pyramide sociale d'où quarante siècles de gloire vont la contempler.

La chanson de geste débute dans les années 20. Lorsque leurs fortunes et leurs carrières se trouvent déjà placées sur orbite, les frères Giscard décident de lustrer leur nom. Ils s'efforcent de naître. **René Giscard** vient d'acquiescer sur la



Les parents de Valéry

commune de Saint-Amand une gentilhommière autrefois propriété des **La Tour Fondue**. Pourquoi ne pas choisir ce nom ? Hélas, une enquête du Conseil d'Etat révèle l'existence aux Etats-Unis d'une héritière des La Tour Fondue. Elle s'opposera à ce rattachement. Echec donc, mais combien de ridicules ce déboire épargnera-t-il à la famille lors des décennies qui suivront ! Placé à la tête de la Confédération helvétique, un Valéry Giscard de La Tour Fondue eût représenté une belle promotion pour la gastronomie nationale. Mais vérité au-delà du Jura, mensonge en-deça. Le même, devenu président de la République française, eût fourni aux chansonniers l'occasion d'en faire tout un fromage.

René et Edmond repartent à l'assaut. Cette fois-ci, ils jettent le dévolu sur le nom des d'Estaing, illustré lors de la guerre d'indépendance américaine par l'amiral d'Estaing, compagnon de **La Fayette**. Afin de justifier la restauration, l'argumentation des Giscard va transposer sur le plan du Gotha les audaces architecturales d'un **Viollet le Duc**. Voici comment les Giscard accrochent leur destin à celui des d'Estaing : **Lucie Marie d'Estaing**, nièce bâtarde de l'amiral d'Estaing, fut épouse du comte **Jacques Guy de La Tour Fondue** (nous y revoilà !) dont la fille **Gilberte** devait épouser en 1818 **Marie-Barthelemy Giscard**.

C'est un peu tiré par les cheveux, mais à un cheveu près (la voix de René Giscard lui-même membre du Conseil d'Etat) le Conseil d'Etat autorisera en 1923 les Giscard à relever le nom.

On ne se repose pas sur ces premiers lauriers, car il convient de battre le fer tandis qu'il est chaud. La même année, les Giscard d'Estaing fraîchement rétamés tentent de se faire admettre par l'association américaine des **Cincinnati** réservée aux descendants des officiers ayant combattu avec La Fayette. Leur candidature sera rejetée. Un demi-siècle plus tard, après son élection à la Présidence, VGE renouvellera la demande d'adhésion. Nouveau refus des Cincinnati. En 1976,

lors d'une visite officielle aux Etats-Unis, Valéry sera partiellement exaucé. On l'accepte comme « membre d'honneur » non pas à titre personnel, mais en qualité de Président d'une nation qui joua un rôle décisif dans la Guerre d'Indépendance des Etats-Unis. Quant à Edmond, le patriarche, il y va carrément. A faux blaze, vrai blason ! Sur son épée de membre de l'Institut, il fait figurer les armoiries d'Estaing avec bien sûr la couronne comtale, afin d'enjoliver ce conte à dormir debout.

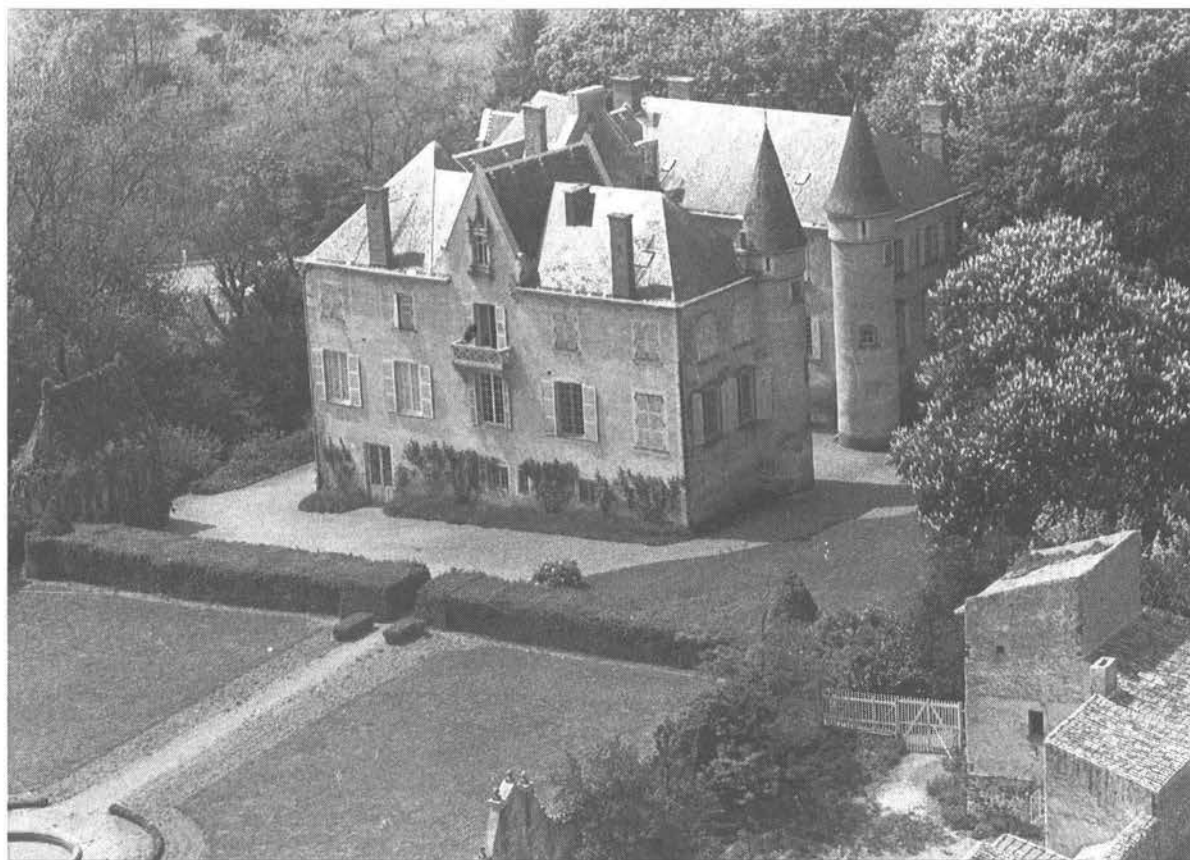
L'homme descend du linge

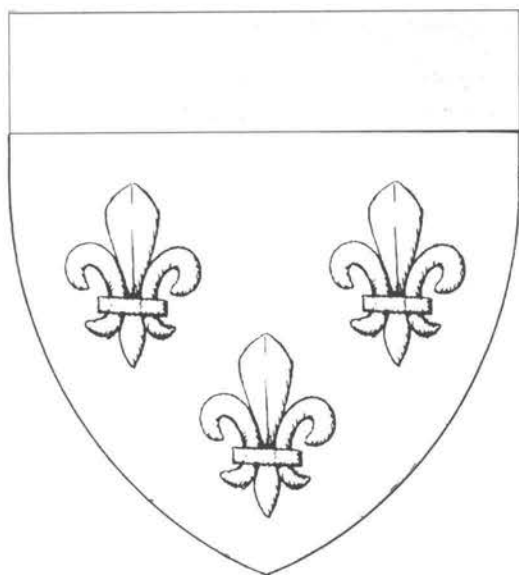
Valéry ne rate pas non plus la moindre occasion de montrer qu'il a de la branche. Sur une commode de son bureau à l'Elysée, figurent un portrait de l'amiral d'Estaing et un acte signé **Guillaume d'Estaing**, gouverneur du Rouergue au XV^e siècle. Et si dans *La Chartreuse de Parme*, le tyranneau Ranuce-Ernest V se prend pour une réincarnation de **Louis XIV** et gouverne sous le portrait du **Roi-Soleil**, VGE fait installer au Palais présidentiel la toile de **Van Loo** représentant Louis XV qu'il considère comme « le plus grand roi de France ». Simple piété filiale car — les preuves existent — le Bien Aimé était lui aussi son ancêtre. La saga a une limpidité d'eau de roche :

Madame **Adélaïde**, fille aînée de Louis XV avait une lingère, **Catherine Bénard**. Amateur d'amours ancillaires, Louis XV installa la soubrette au Parc aux Cerfs, où il logeait ses élues provisoires. Grosse des œuvres du monarque, Catherine fut dotée et mariée au fermier général **Joseph Stavot de Saint-Germain**. La bâtarde royale, **Louise Françoise Adélaïde**, épousa le comte de **Montalivet**, ministre de Napoléon 1^{er}. Leur fils, **Camille de Montalivet**, ministre de l'Intérieur de **Louis-Philippe**, eut une fille, **Adélaïde Camille Marthe**, grand-mère de May Bardoux, mère de Valéry.

Lors de sa naissance, en 1926, Valéry porte donc légale-

Propriété
des Giscard,
le château de
la Varvasse
dans
le Puy-de-
Dôme





**Les armes de la famille
(empruntées à l'amiral d'Estaing)**

ment le patronyme Giscard d'Estaing. A son retour de Coblenz, la famille s'installe au 71 faubourg Saint-Honoré. L'Elysée se trouve au 55. Les rudiments de la lecture et de l'écriture sont inculqués à l'enfant par sa mère. Le cours privé de Mademoiselle **Boutet de Montvel**, rue Saint-Florentin, peaufinera ce b - a - ba des connaissances. En 1935, les Giscard transportent leurs pénates au 101 de l'avenue Henri-Martin, à Passy, dans un appartement de huit pièces. Tout naturellement, Valéry va entrer au lycée voisin : Janson-de-Sailly. L'enseignement sera étayé aux heures d'étude à la quasi mitoyenne école Gerson. Parmi les professeurs de VGE à Janson, figure l'écrivain **Paul Guth**. Il juge l'élève « moyen mais capable d'éclairs ». Appréciation injuste et exacte à la fois, car l'adolescent figure dans le peloton de tête et obtient des résultats du tonnerre. Il court d'Austerlitz en Austerlitz : mention « bien » au premier bac, puis double mention « bien » pour le second, car il a présenté à la fois « philo » et « maths elem ». Puis le descendant de Louis XV va rétrograder d'un numéro car on l'inscrit au lycée Louis-le-Grand, afin qu'il y prépare les grandes écoles.

On est en pleine guerre. Valéry aura des contacts avec la Résistance lycéenne, regroupée dans le réseau « Défense de la France ». Les scolastiques freudiens y verraient peut-être une réaction contre le père, mais bien que décoré de la Francisque, Edmond Giscard d'Estaing est d'un pétainisme tiède. A ses yeux, le Maréchal tient le bouclier, tandis que **De Gaulle** brandit le glaive.

Pas davantage que ses qualités d'étudiant, le courage de VGE ne saurait être mis en question. Il ne parvient pas à s'engager dans la 2^e DB de **Leclerc**, mais rejoint la 1^{ère} Armée de **de Lattre** (ami de la famille). Tireur de char, puis brigadier chef au 2^e dragons, son char « Carrousel » sera le premier à entrer dans la ville allemande de Konstanz. Dans des conditions épiques, il sauve un autre tank appartenant à sa compagnie. Il aura les honneurs de la Croix de guerre et de la *Bronze Star Medal*, médaille militaire américaine.

Démobilisé en 1945, il est reçu à Polytechnique. Snob, ses camarades lui donnent la cote « poseur ». En 1948, il sort cinquième de sa promotion. Ce rang lui ouvre sans concours les portes de l'ENA, récemment créée par **Michel Debré**. Les

cours ne commençant que le 3 janvier 1949, Valéry comble l'interlude en partant pour le Canada. La vente de sa moto l'aide à financer le voyage. Car, bien que grosse légume, le père Edmond, en bon Auvergnat, demeure près de ses « chous ». Sur place, Valéry donnera des leçons dans plusieurs collèges.

A l'ENA, les maîtres portent alors des noms prestigieux : **Pierre Uri**, **Roger Grégoire**, **Jean Fourastié**, **Pierre Mendès France**. Ce dernier partage quelque peu l'opinion des camarades de VGE à Polytechnique. « *Je n'ai jamais eu de sympathie pour ce poseur* », dira-t-il, « *mais parfois il m'étonnait. Il travaillait vite comme s'il avait voulu se débarrasser de son sujet* ». Pour condisciples, il a entre autres : **Michel Joubert**, **Xavier Ortol** et **Marceau Long**, futur patron de la télévision, qui sera major de la promotion, tandis que VGE décroche la troisième place. Entre-temps, il a effectué un stage à Oxford afin de se familiariser avec les théories de l'économiste anglais **Keynes**.

Louis XV, Louis XVI, Louis d'or

Ancien sénateur, puis député du Puy-de-Dôme, Jacques Bardoux, grand-père maternel de Valéry, est une forte personnalité. En 1951, il dirige le *Bulletin quotidien* édité par le Comité des Forges. Grâce à lui, Valéry fait connaissance de la célèbre famille **Schneider**, les « maîtres de forges » du



Valéry soldat. Le premier à entrer, à la fin de la guerre, dans la ville allemande de Constance

Creusot. Elle marque sa différence avec des milliers d'autres Schneider en éternuant son patronyme, « Chnèdre ». Valéry va ainsi rencontrer une jeune fille de 18 ans, **Anne Aymone Sauvage de Brantes**. Les mauvaises langues la surnomment « fleur de salon montée sur tige Schneider », car elle est la petite-fille du puissant **Eugène Schneider** qui fut président du corps législatif sous le Second Empire. Sa jeune biographie présente de quoi faire rêver une midinette lectrice de *Nous Deux*. Elle a fait ses études au couvent des « Oiseaux », puis a fréquenté l'Ecole du Louvre. Sa mère est née princesse **Aymone de Faucigny Lucinge**. Certes, la famille Sauvage est devenue de Brantes par décret impérial du 6 décembre 1860, mais l'alliance avec les Faucigny Lucinge, voilà du solide. En outre, Anne Aymone descend de **Charlotte Marie Augustine**, fille naturelle du duc de Berry et d'**Amy Brown**. Or, Berry était fils de **Charles X**, lui-même frère de **Louis XVI**, petit-fils de Louis XV. Que de beau linge, aux yeux du descendant poudré du Bien Aimé et de la lingère de Madame Adélaïde. Sa rencontre avec Anne Aymone équivaut à une réunion de famille. Les liens vont être resserrés par un mariage, célébré le 23 décembre 1952 au château de La Fesne en Touraine.

L'entrée en politique

Après une lune de miel passée en Grèce, le couple emménage à Neuilly (on dirait que l'axe Neuilly-Auteuil-Passy fut établi pour eux). VGE va faire un départ tranquille dans la haute fonction publique. On le retrouve inspecteur adjoint des Finances, rue de Rivoli, puis en Algérie et au Maroc. A Rabat, il noue des relations avec un cousin éloigné de son épouse. L'homme travaille à la direction des Finances du Maroc. **Michel Poniatowski** — car c'est lui — et Valéry Giscard d'Estaing vont devenir d'inséparables amis.

De retour à Paris, dans les salons, il rencontre **Lucie Faure**, égérie de la IV^e République. Elle présente VGE à son mari, l'illustre **Edgar**. Ministre des Finances en 1954, le zézayeur prend le chuinteur dans son cabinet. Il y reste dix mois, et joue un peu les ordonnances. Lorsque, devenu président du Conseil, Edgar Faure effectue une tournée dans le Jura, son département d'élection, il demande un jour à son jeune directeur de cabinet adjoint d'aller récupérer le chapeau qu'il a oublié dans une mairie. Toujours est-il qu'avec ce vieux roué débordant d'intelligence, VGE aura pour professeur un excellent Scapin.

Bientôt se présente une occasion d'expérimenter la stratégie faurienne sur le terrain. Le 2 décembre 1965, Edgar Faure fait un petit coup d'Etat et dissout l'Assemblée. Giscard décide alors de se présenter aux législatives. Il guigne la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, dont son grand-père, **Jacques Bardoux**, âgé de 82 ans, est le député. A contre-cœur, le vieillard accepte de se retirer. Mais il se fait tirer l'oreille pour soutenir son « blanc-bec » de petit-fils auprès des électeurs. De son côté, Edgar Faure ne veut pas accorder l'investiture à un garçon qu'il considère comme trop éloigné de ses options personnelles. Si De Gaulle dira plus tard, à propos de VGE : « Son problème, c'est le peuple », Valéry n'en est pas moins un grand comédien. Ce qu'il singe le mieux, c'est la simplicité. A l'armée, il a appris à jouer de l'accordéon. Est-ce du reste un hasard si son morceau de prédilection est *Je cherche fortune* ? De bourgade en bourgade, il part séduire sur les places publiques avec son piano à bretelles. Et cela va marcher, même s'il ne s'agit pas d'un triomphe. Le 2 janvier 1956, il est élu « au plus fort reste », avec 15,30 % des voix.



Mariage avec Anne-Aymone apparentée aux célèbres Schneider (prononcer Chnèdre)

Grand-papa Bardoux n'est pas rancunier. Dans la famille, il arrive qu'on se bouscule un peu, mais toujours on se pousse vers l'avant. Le vieux monsieur recommande Valéry à **Paul Reynaud**, cacique de la politique qu'**Henri Jeanson** nomma « l'enfant chéri de la défaite ». Voici VGE suppléant à la Commission parlementaire des finances. Son séjour chez Edgar Faure lui a permis d'équiper son nez d'un radar ultrasensible. En 1956, après l'arrêt des opérations militaires sur le canal de Suez, il figure parmi les signataires qui demandent au président de la République **René Coty** de faire appel au général De Gaulle. Cela représente un excellent placement à court terme. Dès 1958, il va en toucher les dividendes. En juin, il vote l'investiture du Général De Gaulle. En novembre, il sera réélu dans le Puy-de-Dôme, dès le premier tour.

Rançon de la promotion, il va très vite abandonner ce siège à son suppléant. En effet, en 1959, **Antoine Pinay**, dont il est devenu le protégé, prend le portefeuille des Finances et lui propose le poste de secrétaire d'Etat. Agé de 32 ans, VGE est le benjamin du gouvernement. L'ennui est que cette tête bien pleine n'est pas toujours bien faite et tend à l'enflure. Il vise la mairie de Clermont-Ferrand et se présente aux municipales contre le maire de gauche sortant. Il ramasse une gamelle et obtient moins de voix que le dernier candidat de la liste adverse. Par ailleurs, monsieur le secrétaire d'Etat aux finances intervient à tout propos et agace le général De Gaulle.

Il propose notamment d'appliquer à l'Algérie une solution israélienne. Le pays serait scindé en un Etat arabe et un Etat pied-noir. Cela revient à oublier qu'en dépit de la présence d'une forte communauté juive, l'Algérie pied-noir ne saurait bénéficier des mêmes appuis qu'Israël. Pour une fois, son nez creux ne sent pas trop comment va tourner le vent. On affirmera même que sous le numéro 12 B, il informa l'OAS du général **Salan** des délibérations ministérielles. Maître **Jacques Isorni**, avocat du capitaine **Ferrandi**, aide de camp du général Salan, fournira à ce sujet de troublants documents en 1964.

D'ailleurs, la question algérienne provoquera, bien avant, l'éclatement du groupe des Indépendants et Paysans. Giscard opte pour la fraction gaulliste. En revanche, Antoine Pinay, son patron, va démissionner. Lors de ses études, Valéry effectua un séjour en Saxe et va se comporter en Saxon tout ce qu'il y a de plus jaune. Il raccompagne Antoine Pinay à la sortie du ministère et lui dit : « Je vous rejoins, juste le temps de récupérer quelques papiers. » Ce sera un peu l'histoire du mari qui part acheter un paquet de cigarettes, mais ne revient jamais. En 1993, marchant sur ses 102 ans, Antoine Pinay l'attend toujours.

Petit cactus deviendra grand

Ce que les amis d'Antoine Pinay nommeront « les trente deniers de la trahison », Giscard le percevra le 19 janvier 1962. Il n'a pas encore 36 ans, et le voilà nommé ministre des Finances. Dès lors, il va passer à la vitesse supérieure et consolider autour de lui la minorité de la majorité. Pour les législatives de 1962, il fonde les Républicains Indépendants avec une trentaine de députés. Officiellement, le nouveau parti affirme « vouloir dépendre étroitement du président de la

République tout en préservant sa totale indépendance ».

En fait, VGE commence à sculpter sa propre statue. De plus en plus, il se distingue du Général. En 1965, aux approches de l'élection présidentielle qui aura lieu le 5 décembre, **Pompidou**, alors premier ministre, demande un plan de relance dans le dessein d'apaiser syndicats et industriels. Giscard refuse en parlant d'électorisme.

Sortie qui lui coûtera son poste le 8 janvier 1966, après la pénible réélection du général De Gaulle. Dépité, Valéry convoque les journalistes dans son bureau de la rue de Rivoli. Il leur montre une commode dont l'ébéniste fut guillotiné, bien qu'il y eut multiplié les attributs de la République. « C'est le symbole de l'ingratitude » déclare-t-il. Personne n'aura l'audace de lui faire remarquer qu'avec l'affaire Pinay, il peut se considérer comme étant orfèvre en la matière.

S'il regagne l'Inspection des Finances, il s'emploie surtout à structurer les Républicains Indépendants. Pour ce faire, il dispose d'un allié précieux, en la personne de Michel Poniatowski. Leur singulier duo évoque le tandem Laurel et Hardy, ou la paire Double Patte et Patachon. L'un est gras et jovial, l'autre sec et renfermé. Ponia conseille à Valéry : « Mêle-toi à la foule ! ».

Avis qui sera scrupuleusement suivi. En 1967, VGE est partout en Auvergne pour la campagne des législatives. C'est un nouveau **Frégoli**. Revêtu de la tenue *ad hoc*, il descend au fond de la mine à Messeix, guinche avec Madame au bal de Chanonat, et pour l'inauguration de la piscine de la Bourboule, quitte ses vêtements et traverse le bassin au crawl. Résultat : il sera réélu au premier tour. Avec ses 42 députés RI, il va constituer un groupe charnière à l'Assemblée et inaugurer la stratégie du « Oui, mais ». Le « mais » se résume en des critiques acerbes. Il reproche au régime son imprévoyance économique. L'insuffisance de la politique sociale et l'exercice solitaire du pouvoir.



Les curieuses rencontres de l'affichage électoral.

En 1962, **Robert Boulin** avait souri en voyant un portrait de **Kennedy** sur le bureau de Giscard. Il lui demanda alors s'il voulait devenir président. Giscard répondit un « oui » définitif.

Sans doute pour cette raison ce sera un « non » catégorique que, le 27 avril 1969, le président des Républicains Indépendants assènera au Général De Gaulle lors du référendum sur la régionalisation.

Si Pompidou l'accusa naguère d'être un « cactus », le nouveau président de la République n'en donnera pas moins son aval à Jacques Chaban-Delmas pour qu'il remplace Giscard d'Estaing aux Finances. Pourtant, un jour, Giscard eut un mot très dur à l'égard de celui qui avait été son Premier ministre : « Il y a deux sortes d'Auvergne, celle de Pascal, et l'autre. Moi, j'appartiens à la première. »

Battling Joe du petit écran

Aux Finances, Giscard aura Jacques Chirac pour secrétaire d'Etat. Il va s'efforcer de démontrer qu'il tient la barre et ne se laisse pas porter par la conjoncture. Au début les auspices ne semblent guère favorables. Au cours de l'année 1969, les prix augmentent de 6 % et les échanges commerciaux se détériorent. En revanche, le plan de redressement consécutif à la dévaluation du franc donne de bons résultats et la production industrielle progresse de 10 %. Puis, en 1972, l'emprunt Giscard d'Estaing (De Gaulle avait dit à son sujet : « quel beau nom d'emprunt ») permettra d'engranger 6,5 milliards de



Pompidou : la mort est proche. A ses obsèques, le 4 avril 1974, Giscard sera le seul membre du gouvernement à communier.

francs (le revers de la médaille apparaîtra lors de son échéance car on s'apercevra qu'il a coûté près de cent milliards).

En 1972, débute la « grippe » à répétition du président Pompidou. Elle donne une poussée de fièvre à la classe politique. Le visage bouffi du président, l'enflure de son cou annoncent la maladie de Waldenström qui, en 1978, emportera également le président algérien **Houari Boumediène**. Au milieu de la panique générale, VGE va jouer tout en finesse. Il tient une forme olympique et affiche un calme olympien. Il multiplie les apparitions télévisées et effectue des tournées de conférences en France et à l'étranger. Néanmoins, il se garde de montrer le bout de l'oreille. Urbi et orbi, il le clame : la mission de redresseur des finances monopolise son intérêt. L'interroge-t-on sur ses ambitions ? Il fait alors état d'un vieux rêve : écrire comme **Flaubert**. Mais en secret, il trime tel un diable, afin de devenir le « Battling Joe » du petit écran. Au ministère des Finances il a fait installer un studio d'enregistrement où chaque jour **Igor Barrère** lui sert d'entraîneur.

Dans les médias audiovisuels, il caracole sur les chiffres, jongle avec les statistiques, s'efforce d'accréditer auprès des Français l'idée qu'il détient la formule d'une panacée qui, entre autres effets, gommara les difficultés économiques.

Le mardi 2 avril à 22 heures 05, un communiqué de l'Elysée annonce le décès du président Pompidou. Le 4 avril, lors des obsèques, Valéry Giscard d'Estaing sera l'unique membre du gouvernement à communier. Le même jour, à 16 heures, Jacques Chaban-Delmas annonce sa candidature à la présidence de la République. Le 4 avril également, le secrétariat de Giscard diffuse un communiqué : VGE s'abstiendra de toute déclaration en vue de l'élection présidentielle, tant que ne sera pas achevé l'hommage au président Pompidou. Ce sera seulement le 8 avril à la mairie de Chamalières que Giscard rendra sa candidature publique.

Campagne électorale : un certain Xavier de la Fournière

Elégance de surface car la puissance de l'appareil électoral giscardien, la minutie de son organisation ne sauraient avoir été improvisées du jour au lendemain. Le temps de la campagne, les Républicains indépendants quittent le boulevard Saint-Germain pour le 41 de la rue de la Bienfaisance, près de Saint-Augustin. Le quartier général occupe un hôtel particulier de quatre étages. Il compte 40 bureaux et est équipé de 94 lignes de téléphone. Des antennes de presse, d'affichage et de diffusion de tracts sont installées aux quatre coins de Paris. Quarante conseillers assistent Giscard. Ils sont dirigés par Poniatowski et **Michel d'Ornano**.

Comme l'effectif des militants républicains indépendants pourrait se réunir dans une cabine téléphonique, le service d'ordre sera (contre finances) assuré par la fine fleur de l'extrême-droite. Dans la mise en place de ces forces d'appoint, le capitaine **Pierre Sergent**, ancien patron de l'OAS métropole, jouera un rôle essentiel.

Tout cela implique de la trésorerie et le coût de la campagne atteindra 14,5 millions de francs. Un tiers de cette somme aurait été fourni par l'agent de change **Xavier de la Fournière** lequel recranchera au bassinets lors des présidentielles de 1981. Homme de bonne compagnie, il consacra un ouvrage hagiographique à VGE, son idole. Beaucoup plus tard, au terme de 1992, la bombe éclatera. La Fournière sera inculqué et écroué pour abus de confiance et escroquerie. Gravement malade, cet homme âgé de 65 ans décèdera dans de troublantes conditions à l'hôpital des prisons de Fresnes le 3 janvier 1993. Alors que son bailleur de fonds avait été



Au
siège
du PC
de la
campagne
électorale,
rue de la
Bienfaisance,
il y a du
Valéry
partout...



**Xavier de la Fournière, mystérieusement décédé
après son incarcération**

adjoint UDF à la mairie de Paris, Giscard déclarera contre toute vraisemblance l'avoir assez peu fréquenté et s'abstiendra d'assister aux obsèques.

Tout au long du mois d'avril 1974, VGE entreprend une campagne à l'américaine. Le descendant de Louis XV aura davantage recours aux gros sabots qu'à la guerre en dentelles. On le disait snob. Il sera simple comme cela n'est pas permis. A Lille, il joue aux quilles toutes manches retroussées. A

Metz, il pousse la chansonnette dans une kermesse et gagne un cochon en pain d'épices. A **Pierre Dumayet**, animateur de *Cinq colonnes à la une* à la télévision, il demande :

— Au cours de votre émission vous m'appellerez Valéry par mégarde. Lorsque vous vous excuserez, je vous dirai de continuer ainsi.

L'arrogance, il la retrouve au cours du face à face télévisé avec **François Mitterrand**. Fort de ses connaissances en économie et de la relative indigence de son adversaire dans ce domaine, il adopte l'attitude du professeur face au feu rouge de la classe. François Mitterrand cite-t-il un chiffre ? Valéry sort une fiche, la consulte et inflige un zéro pointé au candidat de la gauche.

Le 5 mai 1974, au soir du premier tour, trois surprises se dégagent des résultats : le taux de participation atteint 84,5 %, la gauche avec 36,08 % enregistre une forte poussée et avec 27,20 %, VGE devance largement les 12,66 % obtenus par le candidat gaulliste Chaban-Delmas. A l'issue du second tour, VGE récolte 50,81 % des voix contre 49,9 % pour Mitterrand. Ainsi accède-t-il à la magistrature suprême.

L'Etat c'est moi !

Parler d'une prise de fonction à propos du 27 mai 1974 reviendrait à sous-estimer ce qui fut une intronisation. Pourtant le grandiose sera marqué d'une simplicité biblique. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République française et co-prince des Vallées d'Andorre, commence la journée comme un grand. Il passe un coup de fil à ses pairs. C'est d'abord **Richard Nixon**, président des Etats-Unis, puis **Helmut Schmidt**, le nouveau Chancelier d'Allemagne fédérale. Il prend ensuite le volant d'une DS noire du ministère des Finances et gagne la place Clemenceau. Il est 10 heures 20. VGE se rend à pied à l'Elysée via l'avenue Marigny. Par l'effet d'un surprenant hasard, il découvre au sein de la foule **Anne-Aymone, Valériane, Jacinthe, Olivier**, etc. qui se sont

amenés ici comme des fleurs. Nulle fausse note dans le bouquet, puisque Valéry, contrairement à la tradition, a laissé l'habit au placard pour lui préférer la tenue de ville. Car, véritable mage d'Epinal, VGE, tel un vieux routier de la MGM, a réglé lui-même la mise en scène. Vingt-et-un coups de canon ponctuent son entrée à l'Elysée, où l'attend le gros bataillon des corps constitués. La musique de la Garde républicaine salue l'arrivée du président en jouant *Le Chant du départ*. Tandis qu'il passe en revue une compagnie du 2^{ème} dragons (unité dans laquelle il a combattu), les cuivres du 8^{ème} régiment de transmission exécutent *La Marseillaise*, puis *La Marche de Marengo*, ce qui donne à la cérémonie une touche napoléonienne qui impressionnera ces Français que De Gaulle assimilait à des veaux. Comme VGE est en civil, **André Chamson** de l'Académie française lui présentera le collier de l'Ordre de la Légion d'honneur, au lieu de le lui passer autour du cou.

Autre usage inversé dans le dessein de démontrer que le nouveau septennat regarde vers les sommets : au lieu de descendre les Champs-Élysées, le président les remontera à pied, pour aller ranimer la flamme et déposer sa gerbe. Massée sur les trottoirs, la foule applaudit et trépigne de plaisir. C'est d'autant mieux le grand pied audiovisuel, que les membres de la brigade des acclamations spontanées portent des chaussettes à clous.

Enfin voici du neuf ! La déclaration effectuée ce jour même par Valéry n'est pas moins novatrice. L'ancien contempteur de «l'exercice solitaire du pouvoir» par le général De Gaulle affirme dès son entrée à l'Elysée : «J'entends assumer pleinement la responsabilité de mes fonctions». Cette promesse là sera tenue. Plus tard, **Raymond Aron** écrira dans *Le Monde* : «M. Valéry Giscard d'Estaing se comporte comme un roi. On pourrait dire qu'il a une philosophie orléaniste et un comportement bonapartiste». **Alexandre Sanguinetti** renchéra : «Il se conduit en pharaon».

De Benito à Kennedy

Il Duce ha sempre ragione (le Duce a toujours raison) ne sera pas, explicitement du moins, la devise de l'Etat giscardien. Mais les fantasmes d'identification aux célébrités du passé étant pour VGE autant de vitamines, les mânes du fascisme ne lui traversèrent-ils pas l'esprit ? Provoquant des mouvements divers dans la presse de gauche, le voilà qui choisit pour

emblème le fanion tricolore orné du faisceau de licteur. Réminiscence appuyée par les situations dans lesquelles il aime être photographié. De même que l'iconographie mussolinienne montrait «Le Duce apprenant à un laboureur comment retourner la terre», «Le Duce en bersaglier montant la garde aux frontières», etc., la presse expose «Valéry mineur»,

«Giscard pilotant un hélicoptère», «d'Estaing à ski», etc.

On l'a vu plus haut, il imagina aussi un instant être le **Kennedy** français. Dès son entrée à l'Elysée, il enfourche à nouveau le dada. Dans l'esprit du *Spoil system* (système des dépouilles) américain où chaque changement présidentiel entraîne un remaniement de l'administration fédérale, VGE truffe de giscardiens les postes clés de l'Etat : ministères, administration, préfectures, banque et information. Sept ans plus tard, il aura du reste un émule en la personne de son successeur **François Mitterrand**.

«Il a un œil de mouche auquel rien n'échappe», dira **Alain Peyrefitte** de Giscard. Au Conseil des ministres du mercredi, il n'arrive jamais les mains vides. La raison en est que chaque lundi à 10 heures, il réunit ses proches collaborateurs. Dans le salon doré sous une tapisserie du XVIII^{ème} de la Manufacture de Beauvais intitulée *Les Grotesques*, ils passent au peigne fin l'ordre du jour de la rencontre ministérielle du surlendemain. Ce comité restreint étudie les nouvelles réformes et propose les gad-

gets. Ces derniers sont légion. La photo officielle du président prise par Lartigue est en largeur et non plus en hauteur. *La Marseillaise* est jouée à un rythme ralenti. Les titres de noblesse ne sont plus annoncés lors des réceptions officielles ce qui évite au président de commettre le pêché d'envie. Inchangée depuis **Fallières**, la calligraphie des menus (ceux de la semaine sont dictés le lundi par Valéry à l'intendant du Palais) est modifiée. On abandonne les Champs-Élysées pour le défilé du 14 Juillet afin de le transporter entre la Bastille et la République. Les jardins des Halles, la hauteur des tours de la Défense, la voie expresse de la rive gauche, la cité fleurie, aucun problème d'urbanisme n'échappe à sa sollicitude. Si Ferdinand Lop ne l'avait pas grillé, en proposant dès avant la guerre de prolonger dans les deux sens le boulevard Saint-Michel jusqu'à la mer, il reprendrait peut-être l'initiative à son compte.

Il accumule les coups de pub. Le 24 décembre 1974, il offre le petit déjeuner aux éboueurs de l'Elysée. Chaque 19 mai, il va fêter l'anniversaire de son élection dans l'une des petites communes qui le plébiscitèrent massivement. Le 31



" Roi " ? (Raymond Aron) ; ou " Pharaon " ?
(Alexandre Sanguinetti)

décembre 1977, il réveillonnera à l'Elysée avec 56 handicapés moteurs, mentaux et sensoriels.

A cette apparente décontraction s'oppose un raidissement du protocole. A l'inverse de Charles De Gaulle et de Georges Pompidou qui se faisaient servir en dernier, on transpose à son bénéfice le principe: «Messire Dieu premier servi». N'étant que Premier ministre, **Margaret Thatcher** sera ainsi servie en second ce qui suscitera les commentaires pincés de la presse britannique. Si une haute personnalité n'est pas présente, la place en face de lui demeure vide.

Il délègue des parcelles de pouvoir ou plutôt de recherche à des *missi dominici*. Ces chargés de mission portent le titre de «Monsieur». On aura ainsi **Jean Syrota**, «Monsieur économie d'énergie», **Christian Gérondeau**, «Monsieur Sécurité routière», **Marcel Rudloff** «Monsieur Associations», etc.

Taïaut ! Taïaut ! Taïaut !

Esprit de synthèse et rapidité à l'ouvrage permettent à VGE d'être efficace. Il n'est pas, en revanche, un fanatique des heures supplémentaires. Les exigences présidentielles et sa vie personnelle sont régies par la dichotomie. Seulement, s'il est possible de joindre l'utile à l'agréable, il renonce parfois à ce principe.

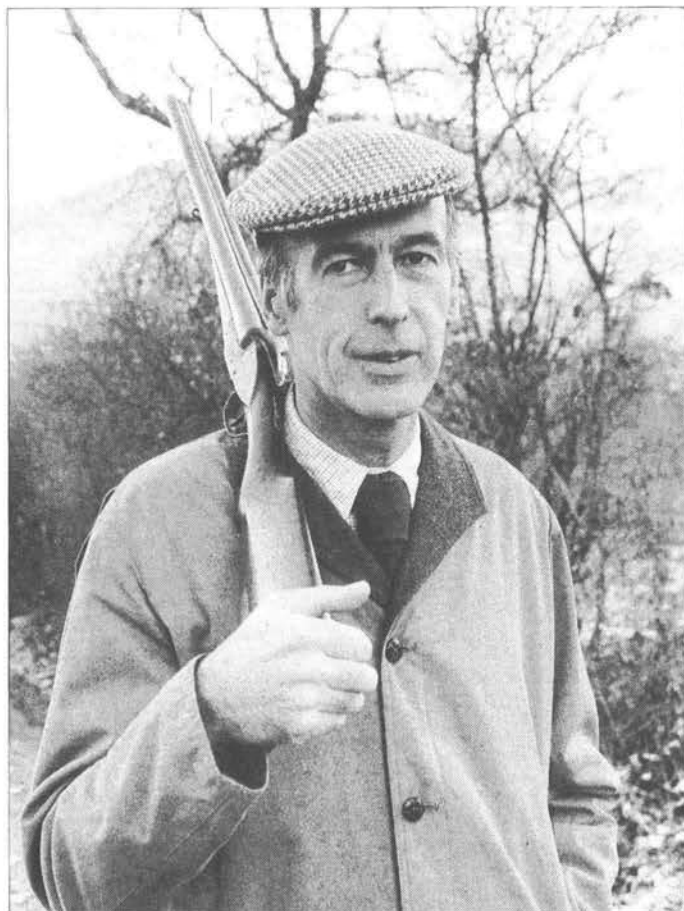
Chaque soir et lors du week-end, il quitte le Palais au volant de sa voiture et rentre rue de Bénouville dans le seizième arrondissement. Jamais sa famille ni lui-même ne voudraient abandonner cette résidence privée. Certes, en tant que chef d'Etat ayant le pouvoir de déclencher un conflit nucléaire, il lui est difficile, à l'image d'un gardien d'immeuble



Michel Poniatowski présent à ce rendez-vous de chasse, la grande passion de Giscard.



Petit déjeuner avec les éboueurs maliens



... Autres images de la chasse, dont deux (colonne de droite) en Union Soviétique.

d'afficher sur la porte de la loge : «Le concierge a été mangé». Aussi une lettre scellée indique-t-elle l'endroit où il peut être joint en cas d'urgence. Encore des couacs peuvent-ils survenir. Peu après son élection, revenant à l'aube, il heurte avec sa voiture un camion de livraison de lait et doit regagner l'Elysée en taxi.

Cette tendance à prendre la poudre d'escampette, le président Pompidou en fit l'expérience lorsque Giscard était son ministre des Finances. En août 1969, Pompidou décide de dévaluer le franc, mais VGE reste introuvable. Après moult recherches, on s'apercevra qu'il était parti chasser le koudou au fin fond de l'Angola.

Car s'il s'inscrit indiscutablement dans la lignée d'un souverain, il s'agit bien de celle du biblique Nemrod, roi de Ninive.

Dès le début de son mandat, il fréquente assidument Marly le Roi et Rambouillet, les chasses présidentielles. Est-ce un effet de l'envie ? Toujours est-il que les chasseurs fidèles à la morale de Saint Hubert tendent à le considérer comme un «viandard». Tuer 56 sangliers lors d'une chasse effectuée en compagnie du prince héritier, **Juan Carlos d'Espagne**, n'a rien d'un exploit cynégétique, si l'on sait que le gibier est préalablement drogué. Bien entendu, VGE excelle dans l'auto-justification. Il explique notamment que la réserve animalière de Chambord a besoin de chasseurs «sous peine d'être frappée de surpopulation, de carences alimentaires et donc d'épidémies». Bravo, mais ce qui est valable pour l'être humain l'étant également pour les animaux, pourquoi alors ne pas enjoindre à son ministre de la Santé d'autoriser les laïcs à avorter ?

Chevreaux, cerfs, faisans, perdreaux, rien de ce qui est à poils ou à plumes ne lui est étranger, hormis le lièvre qu'il estime — Artemis sait qu'il s'y connaît en la matière — «non noble». Mais parlez-lui de l'éléphant et il fera état d'un combat à armes égales. En effet, l'éléphant ne manque pas de défenses. Un proverbe africain : «un éléphant, ça trompe, ça trompe» souligne même la ruse du fauve. Très vite gouvernements asiatiques et africains vont se refiler le tuyau : «Que satisfait Giscard rentre de safari, au pays visité désormais tout souri ».

A-t-il caressé les plus noirs desseins ?

Ainsi la République Centrafricaine sera-t-elle l'objet des sollicitudes du président. Il s'agit, en outre, d'une vieille histoire de famille. Dès avant la guerre, Edmond, père de Valéry et président de la Soffo avait fait du pays et de ses plantations



...Valéry est un redoutable traqueur de gibier. Son tableau de chasse ? De vraies hécatombes...



Pour
qui les
petites
bronzées ?

d'hévéas un fleuron de son Monopoly financier. L'uranium et les diamants confèrent au Centrafrique des charmes supplémentaires.

Le 5 septembre 1975, Bangui, la capitale, sera la destination du premier voyage officiel de VGE à l'étranger. De longue date et pour des raisons cynégétiques, il entretenait des relations privilégiées avec **Jean Bedel Bokassa**, amateur de cognac trois étoiles et en portant lui-même sept sur son bâton de maréchal. A Giscard, il voue un culte de chien fidèle. La principale avenue de Bangui qui pourrait être baptisée Boulevard des Mégalomanes se trouve divisée en deux tronçons. Le premier porte le nom de Jean Bedel Bokassa, le second celui de Valéry d'Estaing.

Lorsque le président français débarque sur la piste, Bokassa l'embrasse comme du bon pain et lui donne du «mon cher parent». Un peu pincé, Giscard s'incline : «Merci pour votre accueil, mon cher parent et ami». A ses ministres **Abelin** et **Fourcade**, Valéry laisse le soin de s'occuper de la conférence et avec Bokassa part en tête à tête pour N'Dele, où se trouve une réserve de chasse fabuleuse. Il s'attachera à un tel point à l'endroit qu'en 1976, il demandera à Chirac de différer sa démission jusqu'à son retour d'un safari en Centrafrique. Il abattra un gorille et trois éléphants. A ses hôtes, il offre quatre défenses, mais expédie les deux plus grosses à son château d'Authon.

A ce dealer d'ivoire, Giscard ne refuse alors rien. En 1977, il approuve la proclamation de l'Empire centrafricain et dépêche son ministre **Robert Galley** à la cérémonie de couronnement de Bokassa 1er. Digne des Charlots et du carnaval de Nice, l'événement fera rire le monde entier aux dépens de la Centrafrique et de la France.

Puis, en 1979, le château de cartes va s'effondrer. Par ricochets, il génèrera un scandale tragi-comique qui impliquera personnellement VGE. «Du sang, du fric et de l'african mic-mac», pourrait en être le titre. Que l'empereur ne soit pas un aigle était de notoriété publique. Mais on découvre soudain sa qualité de triste sire. C'est par dizaines qu'il a torturé et mis à mort des enfants qui avaient osé manifester contre lui. Ces exactions contraindront Paris à prendre des distances avec le



Entre " parents "

despote, puis à le déstabiliser *manu militari*. Son passé militaire fait que Bokassa a conservé la nationalité française. Avec sa Caravelle il met le cap sur la France. Il compte se réfugier dans son château de Meulan, non loin de Paris. Mais le cher parent ne l'entend pas de cette oreille. Bokassa demeure bloqué sur l'aéroport d'Evreux. Après de laborieuses négociations, l'encombrant bébé sera refilé à la Côte d'Ivoire où le président **Houphouët-Boigny** accepte de lui donner asile.

Le crépuscule d'adieu

Entre temps éclate le scandale. Le 10 octobre 1979, *Le Canard enchaîné* lance un missile. Il publie la photocopie d'un document selon lequel, en 1973, Bokassa aurait offert à Giscard, alors ministre des Finances, une plaquette de diamants de trente carats. Ses cousins **François** et **Jacques** subissent des accusations analogues. Dans ses numéros suivants, l'hebdomadaire citera d'autres cadeaux centrafricains. De son exil à Abidjan, Bokassa fera chorus. A son confident, l'écrivain **Roger Delpy**, il révèle même que VGE aurait, avec sa femme l'impératrice **Catherine**, caressé les plus noirs des-



**Boulin (en haut) - Fontanet (à droite)
de Broglie (en bas) : Trois morts étranges.**

seins. En cascade surviennent : démentis de Giscard, procès contre *Le Canard* intenté par les cousins François et Jacques (le premier recevra un franc de dommages et intérêts, le second sera débouté), chicanes sur le coût des cadeaux (ils existent donc !). Puis, le 10 mars 1981, Giscard annonce que le produit de la vente des diamants a été versé pour l'essentiel (sic) à la Croix-Rouge centrafricaine. On se trouve en pleine campagne présidentielle. La France s'esclaffe, lorsque **Thierry Le Luron** lance avec la voix de Giscard : «Bon choix mes diams, bon choix messieurs !».

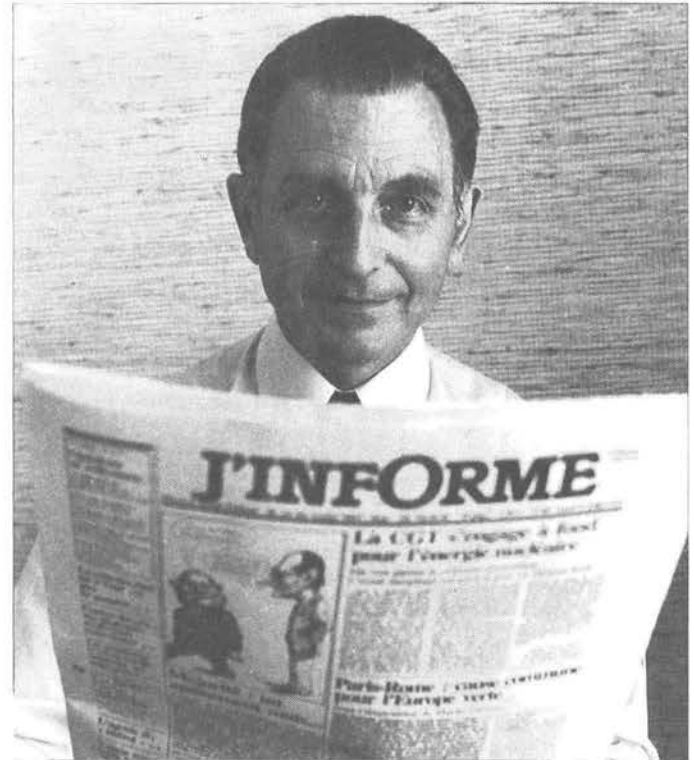
Au terme du septennat, l'affaire aura été la goutte d'eau qui fit déborder le ras le bol des Français. Elle s'ajoute à trois mystérieux décès. Bien sûr, le président n'est pas directement " mouillé " par ces événements. Ils démontrent pourtant que VGE ne porte pas la baraka à ses barons. Le 1er février 1980, l'ancien ministre, **Joseph Fontanet**, fut assassiné boulevard Emile Augier (Paris XVIe) d'une balle de 11,43. Le dossier sera classé. Ce meurtre suit de trois mois, le «suicide» du ministre **Robert Boulin** et de trois ans l'assassinat du ministre **Jean de Broglie**.

En 1981, VGE commet l'erreur d'axer sa campagne non sur la continuité de l'action entreprise, mais sur la promesse de changements. Implicitement, il désavoue ainsi la politique de son septennat. Le 10 mai, il ne récoltera que 48,24 % des suffrages exprimés et François Mitterrand sera élu avec 51,76 % des voix. Premier président de la Vème à terminer normalement son mandat, Giscard, le 20 mai après la passation des pouvoirs, quittera l'Elysée à pied sous les sifflets des partisans de la gauche massés dans la rue du faubourg Saint-Honoré.

Charlemagne me voilà

Pour Giscard, ce KO entraîne un bref chaos. Mais le Phénix va renaître rapidement de ses cendres. La rue de Marignan, quartier général de sa défaite est fermée mais, afin d'assurer la continuité, on installe une antenne au 19 rue François 1er. Il décide de retrouver les assemblées locales et le Parlement en étant candidat au Conseil général et à la députation. En 1982, il est élu au Conseil général du Puy-de-Dôme avec 72 % des suffrages. En 1984, 63,24 % des voix (plus qu'en 1968) en feront un député du même département.

Magnifique succès local mais sur le plan national force lui sera pendant des années de s'intégrer aux marchandages du



microcosme tournant autour de l'union de l'opposition. En 1992, il se prononce contre une nouvelle cohabitation et réclame le départ de Mitterrand en cas de défaite des socialistes aux législatives. Sans doute oublie-t-il que le 23 mars 1976 il avait répondu à la chaîne américaine *NBC* qui lui demandait ce qu'il ferait, si l'opposition de gauche l'emportait aux législatives : «J'ai été élu pour 7 ans, je resterai pour 7 ans». Pour le référendum de septembre 1992 sur le traité de Maastricht, il fera campagne en faveur du «oui» à l'Europe. Normal puisqu'un jour il confia aux journalistes : «Président de la République ? Vous savez la France est un petit pays. Ce qui serait exaltant, c'est le gouvernement de l'Europe». Dans la peau de Louis XV, Valéry Giscard d'Estaing se sent désormais à l'étroit. «Charlemagne, me voilà !».

Yves de Saint Agnès

Album souvenir...



La main tendue,
avec le sourire,
au vice-premier
ministre iranien,
Ali Reza Moyaeri
qui a l'air de l'ignorer
superbement,
beaucoup moins
poli que feu le Shah.
La scène se passe
le 21 avril 1986.
A côté de Chirac,
le terroriste
Gordji.



Ils sont épanouis et on aimerait savoir →
ce que Chirac et Saddam Hussein se disent
en confidence. C'était en 1975 à Bagdad.

Ambiance excellente entre le Premier
ministre Jacques Chirac et le fusilleur
du mur de Berlin Eric Honecker ↓



Mai 1987.
Chirac avec
les officiels
soviétiques.
Gorbatchev
était encore en
odeur de
sainteté.





Déjeuner au Quai d'Orsay organisé par Raymond Barre, alors Premier ministre, en l'honneur de Ceaucescu, président de la république roumaine. A gauche, Madame Barre puis madame Ceaucescu.



Qu'est-ce qu'on riait avec Saddam Hussein !



Et pour finir une petite gerbe au mausolée du maréchal Tito.

Et on enchaîne avec une minute de recueillement giscardien devant le mausolée de Lénine... (le 15 avril 1975).



Encore une gerbe le 15 octobre 1980.
Mais cette fois Valéry est en Chine

← Aucune raison de laisser le monopole de la réception de Ceaucescu à Raymond Barre. Ici le président de la République roumaine est accueilli à Rambouillet le 25 juillet 1980. Des péripéties que Giscard préfère oublier.

CHAPITRE IV

MICHEL NOIR

Le primate des Gaules

Existe-t-il deux Michel Noir ?

Celui qui « tient » Lyon avec ses méthodes énergiques à l'emporte-suppléants et celui qui, à Paris ou ailleurs, prêche « la transparence », « l'ouverture », en se forgeant l'image d'une force tranquille (bis) ?

Le grand témoin de ses premiers pas en politique, **Charles Hernu**, maire de Villeurbanne et ancien ministre de la Défense, n'a pas eu le temps de ferrailer politiquement avec son jeune adversaire. Tout juste a-t-il pu faire mouche là où Noir était déjà le plus vulnérable : les bons sentiments.

Avant de succomber à une crise cardiaque, Hernu pourra tout juste le chatouiller :

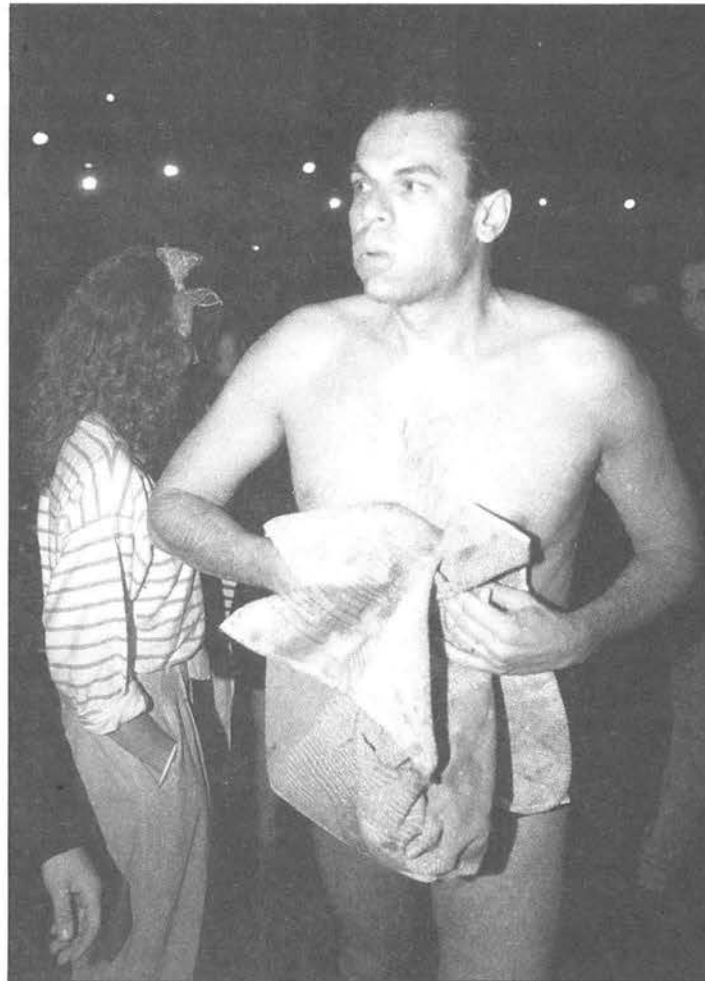
« Les bons sentiments, c'est comme les jupes des jolies femmes. Je veux voir ce qu'il y a dessous. »

S'il avait vécu, Charles Hernu n'aurait pas été déçu. Aux côtés de Noir-Jekylls se profilait déjà Hyde-**Botton**.

Les deux allaient rapidement faire la paire !

Futur chef de campagne de candidat Michel Noir à la mairie de Lyon, futur gendre de l'élu, ce « nouveau gone » de la finance aussi trouble que les eaux du Rhône après la fonte des neiges, est depuis la mi-novembre 1992 sous les verrous à la prison Saint-Joseph, pour faux, usage de faux et abus de biens sociaux.

Depuis, Lyon la secrète, Lyon la discrète, est en « état de choc ». Une lourde histoire de gros sous, d'amitiés trompées et de revanches politiques, cela fait désordre entre Saône-et-Rhône.



"Je suis à poil ! Qui, et alors ?"

Lyon l'effarouchée s'est pourtant bel et bien abandonnée dans les bras de son futur grand homme de... 1,97 m !

En le plébiscitant maire de leur ville en 1989, à l'âge de 45 ans, Michel Noir a succédé à **Francisque Collomb** à la tête de la Courly, qui regroupe 55 communes, à la présidence de l'Office HLM, à la présidence de Lyon-Parc-Auto, à celle des Hospices civils et enfin, celle de la Région urbaine de la ville.

Pour un enfant de la Croix-Rousse qui n'était pas né dans la soie, quelle revanche !

Fils d'**Antoine Noir**, maître artisan sertisseur et de **Rose Dreyer**, brodeuse, le petit Noir voit le jour le 19 mai 1944 dans le 2^e arrondissement de Lyon.

1956 sera le tournant de sa vie. L'actuel maire de Villefranche-sur-Saône, **André Poutissou**, est, l'année du certificat d'études, l'instituteur du jeune Michel. C'est lui qui réussit à convaincre les parents Noir que leur fils doit absolument poursuivre ses études.

Bon mari, bon père

Après une scolarité secondaire brillante au lycée Ampère de Lyon, qui lui vaut, en terminale, le Prix Alfred Barodet, réservé à Lyon au meilleur élève d'origine populaire, Noir fait Sciences-Po à Paris dont il sortira brillamment diplômé.

Entre-temps, le 29 août 1964, tout juste âgé de 20 ans et

La pensée du mammoth

● Quand **Michel Noir** joue les intellos, ça donne un livre intitulé *La chasse au mammoth* (Robert Laffont), où on apprend que « chez l'homme d'aujourd'hui, la sensibilité l'emporte sur le savoir » et « qu'entre le zoo et la jungle, il y a la voie du gaullisme ».

Quand Michel Noir joue les penseurs, ça donne un discours magistral devant les élèves de Normale Sup. En se lançant dans la rénovation de **Descartes** (« Je pense, donc je suis »), ceux-ci ont senti leurs belles lettres vaciller en l'entendant affirmer :

« J'échange, donc je change, donc je suis. »

Le fait, qu'à l'époque, il soit sous-ministre du Commerce extérieur n'explique pas tout.



demie, Noir épouse **Danielle Goffinet**, connue au cours d'une « boum » organisée par le Club nautique de Lyon, où tous deux pratiquaient l'aviron. Ils auront six enfants : Anne-Valérie (Mme Pierre Botton), Jean-Michel, Christelle (Mme **Jean-Michel Carteron**), Philippe, Julia et François-Noël.

Une femme épousée très jeune, une ribambelle d'enfants, Noir soignera son look de « bon mari », de « bon père »... Au point de déclarer à *Biba* :

« Je suis un mari fidèle... Que vous soyez marié ne veut pas dire que vous ne vous retournerez pas devant une jolie femme, même quand vous êtes avec votre épouse ! Mais avoir une relation de séduction avec quelqu'un ne veut pas forcément dire que vous allez passer à l'autre stade, qui mettrait en cause un lien personnel intime. Je suis comme tout le monde, une belle femme, je la regarde, j'ai envie de la séduire. Je suis normalement constitué... »

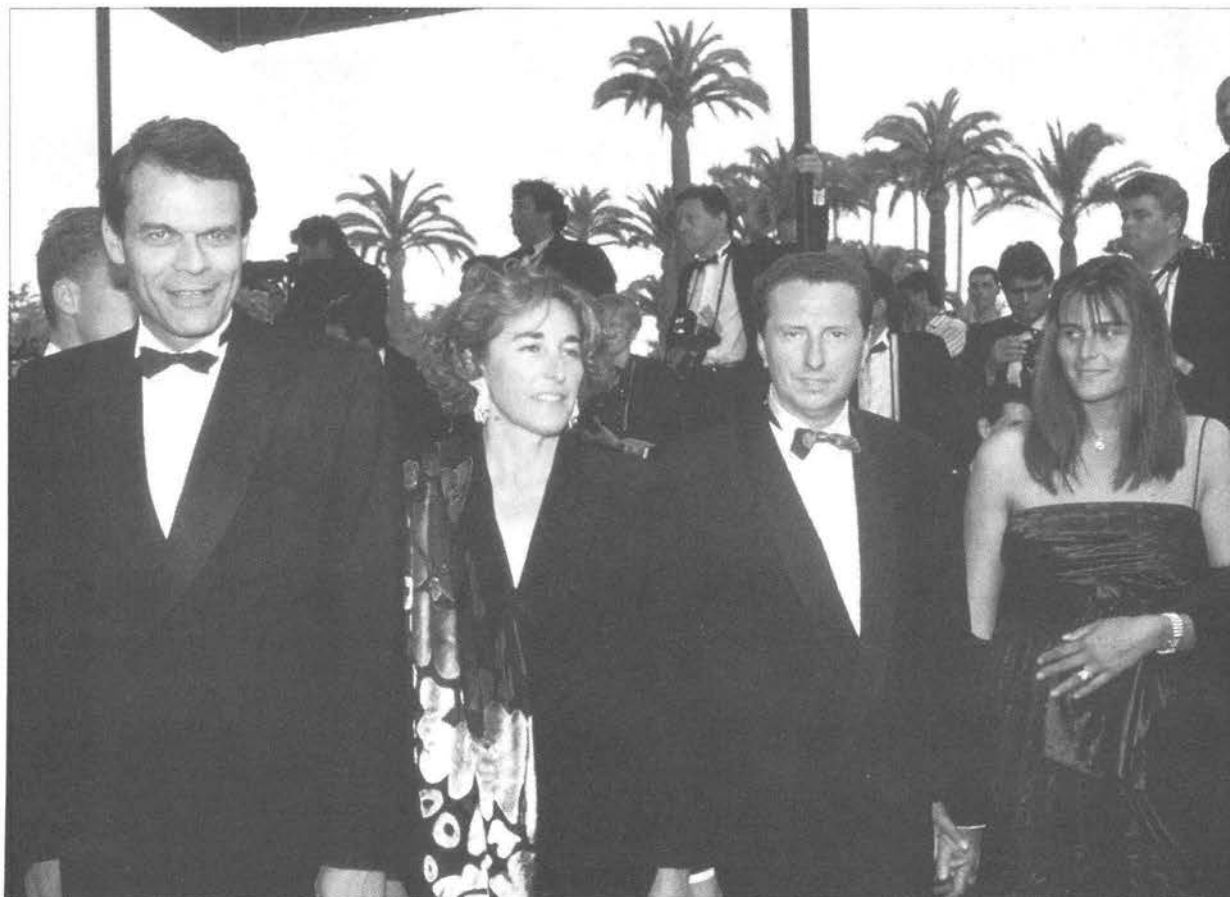
Comme on n'est pas aux Etats-Unis, en période électorale, on n'en saura pas plus sur sa vie sentimentale.

Sur sa vie politique, si. Dès 1968, alors que d'autres esquinent les lancers de pavés boulevard Saint-Michel, lui, taquine le bouchon sur les bords du Rhône. **Louis Joxe**, alors garde des Sceaux dans le gouvernement **Pompidou**, et élu UDR de Lyon, l'envoie à 24 ans à la pêche aux voix des militants gaullistes dans le département. Sans grand succès, d'ailleurs.

1974 : le déclic. Noir, qui s'est battu pour **Chaban**, retrouve après la victoire de **Giscard** à l'Elysée, **Charles Pasqua** et **Alexandre Sanguinetti**. Un trio convaincu que le giscardisme met en cause l'« existence même du mouvement gaulliste ». Aussi, quand Chirac décide de s'emparer du secrétariat général de l'UDR, « à la hussarde », Noir le suit au galop. Noir voue alors une passion pour son nouveau grand chef : « Il a un cœur gros comme une maison. »

Est-ce cet éloge « franc-maçonique » qui lui vaudra de

Au Festival de Cannes. De gauche à droite, Michel Noir, son gendre Botton et son épouse. Famille, je vous aime ! Eux, non plus !





devenir un pilier de l'IECE (Institut d'Economie et de Coopération européenne) ? En tout cas, ce centre de formation gaulliste subventionné par l'Etat doit rapidement fermer, en laissant un trou de un milliard de centimes. Déjà, en 1973, la boîte dont Michel Noir était le PDG (European Business Service) avait dû déposer son bilan avec 800 000 F de passif.

D'autres y auraient vu comme un signe, mais Michel Noir était loin de se douter qu'en matière de « passe-passe » financier, il allait en voir d'autres.

Finies donc les affaires (pour l'instant), et place à la politique active. En 1977, il devient conseiller municipal et, un an plus tard, député. Un double succès qui le fait « flipper », au point de se comporter (déjà) comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.

Avec sa grande carcasse un peu voûtée, sa crinière de jais, sa mâchoire puissante et son sourire carnassier de « piranha du Rhône », il veut tout croquer. Il ne craint pas les manifestations d'indépendance et fait preuve une première fois, en 1983, de ses ambitions et de son indiscipline. Contre les instances de son parti (le RPR) et de son président, Jacques Chirac, il monte, lors des municipales, à l'assaut de la mairie de Lyon en violant, ni plus ni moins, l'accord national RPR-UDF, et en se faisant battre par le maire sortant, Francisque Collomb.

Mini-marochin

1986 : période de la cohabitation. Michel Noir devient titulaire d'un ministère secondaire : celui du Commerce extérieur. Il espérait mieux, mais ce mini-marochin présente plusieurs avantages : il lui permet de multiplier les voyages et de prendre des séries de contacts internationaux.

Et même de rêver éveillé, debout.

Alors qu'il présentait à Tokyo une exposition des chefs-d'œuvre du musée des Beaux Arts de Lyon, le patron du plus grand quotidien du monde, le *Yomiuri Shimbun*, mécène de



Ici, Noir est en compagnie de Chaban-Delmas, de Daniel Filipacchi et de Frank Tenot. A ces deux derniers, Chaban remet, le 24 février 1988, le prix "Image de la France" pour le rayonnement à l'étranger des magazines *Elle*, *Première*, et *Paris Match*. Prix conçu par Michel Noir, alors ministre du Commerce extérieur. L'imagination au pouvoir, c'est ça.

cette manifestation, lui brosera le poil de haut en bas :

« J'espère qu'après vous être installé à l'Elysée, vous m'apporterez des Gauguin. »

Devant les journalistes, le sous-ministre baissera modestement les yeux :

« Les voies de l'Extrême-Orient sont impénétrables », commentera-t-il, non sans jubilation intérieure.

Comme sera impénétrable sa volte-face au sein du gouvernement Chirac, dit de « cohabitation ». Alors qu'aux premiers jours, il se montre l'un des plus critiques envers Mitterrand, ce dernier réussira à le retourner en lui laissant entendre, sans rire, qu'il pourrait le nommer un jour Premier ministre. Noir est bien le seul à le croire. Mais ça suffit pour qu'il devienne « tontonphile » convaincu. En n'hésitant pas à casser la vaisselle chez ses propres amis, à la première occasion.

Alors que certains hommes de son parti, comme d'autres à

l'UDF, croient pouvoir attirer les électeurs du Front National en épousant le discours de **Jean-Marie Le Pen**, Michel Noir prend position contre eux. Dans *Le Monde* du 15 mai 1987, il invite ses amis politiques à ne pas « sacrifier son âme » aux thèses lepénistes et à « être capable de dépasser les intérêts partisans et même d'accepter de perdre les élections, fussent-elles présidentielles. ».

A un an de l'élection présidentielle, sa déclaration bloque les mâchoires de Charles Pasqua. Mais lorsqu'il fait savoir à **Edouard Balladur** que, lui, aurait préféré que l'argent des privatisations aille à la formation professionnelle plutôt qu'au remboursement des dettes de l'Etat et, histoire de se faire remarquer un peu plus, en se prononçant pour le « Oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie, Chirac en avale sa langue, crachant au préalable dans les médias :

« Noir ? Dès qu'il l'ouvre, il se complait à déplier ses deux mètres de connerie. »

Ce qui n'est pas pour déplaire aux caciques de la gauche qui, *ipso facto*, lui trouvent toutes les qualités. Les trompettes de la gloire sont déjà embouchées, et plus rien ne pourra s'opposer à ce qu'il devienne, en mars 1989, le « Primate des Gaules ». Surnom, dont l'un de ses conseillers n'hésitera pas à l'habiller au lendemain de son élection à la mairie de Lyon.

Noir et les barons

Désormais, il joue dans « la cour des grands ». Et, histoire que chacun en prenne conscience, il tente de prendre la tête d'une fronde de jeunes « rénovateurs » de l'UDF et du RPR, concurrente de la liste officielle de droite. Les efforts des douze jeunes Turcs engagés dans l'aventure feront long feu, et Michel Noir devra subir les ricanements des caciques du RPR.

Qui sonne la charge contre les dissidents ? Charles Pasqua, bien sûr. Au Conseil national du RPR, l'ancien ministre de

l'Intérieur monte à la tribune et lâche sans fioriture : « *Les rénovateurs sont nuls.* »

Nouvelle étape de la rupture de Noir avec les barons de son parti : il crée la « Force Unie », avec d'autres « néo-rénovateurs » comme **Patrick Devedjian**, **François Léotard**, **Michèle Barzach**. Laquelle sera la seule à le suivre lorsque, le 6 décembre 1990, Noir démissionnera du RPR et de son mandat de député du Rhône, en compagnie du docteur **Jean-Michel Dubernard**, lui aussi élu du Rhône, et adjoint fidèle de Noir.

Dès lors, Noir va-t-il se consacrer à sa ville de Lyon, ou régler « en famille » ses comptes avec son gendre Botton ?

Depuis de longs mois, leur « Je t'aime, mon non plus » tourne au vinaigre. Et ce, depuis l'investiture de Noir à la mairie grâce au « bon vouloir » de Monsieur Gendre.

Leur première rencontre est pourtant aussi romantique qu'une blquette pour mininettes. C'est à l'occasion du Salon européen de la pharmacie, à Lyon, que les deux hommes se congratulent pour la première fois. Jeune chef d'entreprise de 26 ans, Botton a décoré son stand en bleu-blanc-rouge. Député RPR du Rhône, Noir le félicite pour son patriotisme. Le compliment, Botton ne va pas le mettre dans sa poche avec son mouchoir par-dessus. Il va s'en servir à bon escient.

Un ancien collaborateur de Noir, qui fut membre de son cabinet au ministère du Commerce extérieur, a raconté la suite :

« On l'a vu arriver un matin de 1985 à la permanence, place des Terreaux, à Lyon. Botton a dit à Noir :

— Vous me bottez, vous êtes un type en qui je crois, je veux vous aider. Vous, pas votre parti.

Et pour prouver son enthousiasme, le flatteur a aussitôt souscrit dix abonnements à la Lettre de Noir, Opinions.

Ensuite, poursuit ce témoin, il est revenu souvent. Il a commencé par inviter Noir à déjeuner. Puis, il a cherché à voir qui était influent, comment se mettre bien avec Danielle (Mme Noir) et avec les enfants.

Léotard
et Michèle
Barzach,
lors de la
conférence
de presse
(5 mars 1990)
pour la
"Force Unie".
Près de
trois ans ont
passé.
Où est la
Force ? Où
est l'unité ?





**Pierre Botton devant le Palais de Justice de Lyon
le 27 avril 1982. Il souriait...**

Petit à petit, il s'est rendu indispensable. Il emmenait tout le monde en vacances aux Antilles, ou au Championnat du monde de Formule 1 au Brésil, ou faisait venir de Belgique une voiture de courses (Formule 3) pour que Michel puisse s'amuser sur un circuit, ou, à la moindre occasion, mettait à sa disposition des avions privés. »

La grande vie, quoi !

Selon le grand argentier de l'époque, **Jean de Chaignon**, Pierre Botton reste en retrait lors des législatives de 1986. En revanche, après son mariage avec Anne-Valérie en décembre 1987, en l'église de Saint-Philippe-du-Roule à Paris, avec **Yves Mourousi** pour témoin, son influence grandit. Sa générosité aussi. Comme le prouveront, plus tard, les investigations fiscales et policières sur les sociétés du groupe Botton, notamment sur l'entreprise familiale d'agencement de pharmacie Vivien SA.

Bien que dissoute en août dernier, le rapport de gestion du conseil d'administration à l'Assemblée générale annuelle du 20 décembre 1991 mentionne des « produits exceptionnels pour un montant supérieur à 5 MF », provenant essentiellement « d'apports et d'abandons de créances », et des « charges exceptionnelles » d'environ 3,5 MF. Deux mois avant le scrutin de mars 1989, Vivien SA avait notamment financé une campagne de publicité (facturée 515 000 F) dans la revue noiriste *J'habite Lyon*.

Noir et son gendre : divorce

A Lyon, plus d'un électeur commencera à s'étonner de tant de largesses.

« *Pas une entreprise lyonnaise n'a participé au financement de Noir en 1989* », affirmait Pierre Botton lors d'un déjeuner au Club de la presse de Lyon, en 1991.

Un an plus tard, après que le scandale Botton eut éclaté, lors de la réunion du conseil municipal du 23 novembre 1992, Michel Noir affirmait qu'il n'y avait pas eu « d'argent des

Le Grizzli

● S'il rentrait au « Bébête-Show » de TF 1, **Michel Noir** se verrait bien en Grizzli.

« Physiquement, cet ours est un peu monstrueux tant il est grand, mais il est particulièrement affectueux. Il s'extériorise peu, mais il a le sens de la famille. Evidemment, quand on l'embête, il se fâche » a-t-il confié, le sourcil froncé.

Encore un ours mal léché !



Grizzli ? Bof !

L'exécuteur

● **Michel Noir** a trois passions : les échecs, l'aviron, le violoncelle.

Les échecs : Il y joue en silence. L'aviron : Il y a renoncé en 1964 alors qu'il aurait pu être qualifié pour les Jeux Olympiques en quatre barré. Reste le violoncelle.

Ce qui a fait dire à un puriste venu assister à un de ses concerts sous la halle Tony-Garnier, à Lyon :

« Ce soir, il a bien « exécuté » Vivaldi !

sociétés de M. Botton dans le financement de sa campagne électorale de 1989 ».

La justice suit son cours. Et peut-être que l'instruction confiée au juge **Philippe Courroye** nous éclairera d'un jour nouveau.

Ce qui est bien clair, en revanche, c'est le « divorce » entre Noir et son gendre, tout comme leurs retrouvailles familiales, par exemple, au dernier festival de Cannes, sous l'égide d'un ami commun, le maire de la ville, **Michel Mouillot**.

Le candidat Botton

Dans *L'Express* du 4 avril 1991, Noir raconte que son gendre, après la victoire, est venu réclamer son dû :

« J'ai toujours rentabilisé mes investissements (!). Je veux 1 % de commission sur les marchés de Lyon et 5 millions en liquide, par an. »

Des révélations énormes qui font voir « rouge » à Botton. Il porte plainte contre *L'Express*. Il sera finalement débouté.

Contre son beau-père ?

Il lui déclare la guerre. Dans son fief.

En commençant par une campagne d'affichage, grand format, destinée à titiller le maire et à « l'obliger à tenir ses promesses ». Plus fort encore, quelques semaines après avoir démissionné du RPR et de son siège de député, Noir ainsi que son adjoint Jean-Michel Dubernard briguent un nouveau man-

dat parlementaire sous l'étiquette « Nouvelle démocratie ».

C'est l'occasion pour Botton de ruer dans les brancards et de régler ses comptes devant les électeurs. C'est ainsi que Jean-Michel Dubernard trouve en face de lui, dans la troisième circonscription du Rhône, un candidat aux législatives partielles nommé Botton, lequel a réussi à obtenir le soutien du RPR.

Campagne à l'américaine : majorettes, affichage sauvage, pluie de confettis lors des meetings, les médias mobilisés, le candidat Botton, qui avait fait preuve de tant de talent en mettant au service de son beau-père tout son entregent télévisuel (notamment au sein de TF 1, dont le fils du PDG, **Martin Bouygues**, est un de ses bons amis), dans le milieu politique, mais aussi dans le schow-biz, va prendre une déculottée mémorable. Tout juste 11 % des voix.

Depuis, « Guignol » en fait ses choux gras. Et pour que Gendarme, l'un des personnages principaux de ce théâtre de marionnettes si cher aux Lyonnais ne reste pas inactif, Botton n'hésitera pas à exhiber un jeune serrurier, cambrioleur repent, qui s'accusera d'avoir nuitamment inspecté sa permanence électorale. En désignant comme commanditaire de ce « casse politique »... le chef de cabinet du maire de Lyon.

Monsieur beau-père aura un haut-le-cœur :

« Je ne souhaite à personne d'avoir un gendre ainsi. »

Depuis que « Monsieur Gendre » a réveillé à l'ombre de la prison Saint-Joseph, Michel se tait.

Bouche cousue, Michel Noir va peut-être enfin prendre de la hauteur !

Jean-Pierre MONTESPAN



Botton dialoguant avec les électrices, lors de sa campagne aux législatives partielles de Lyon.

La galaxie Botton

Une myriade de sociétés-filantes embrasaient le ciel de Lyon et personne ne s'en doutait, jusqu'à ce que la police financière ne mette son télescope dans la galaxie **Botton**.

Cette nébuleuse comprend dix-huit sociétés au moins : quatre SCI (Belvédère, Apoudka, Helen Roc et Valpienne) ; quatre SA, liées à la famille Botton (Régina SA, Régina SARL, Mipi et Sérénia). Des sociétés commerciales spécialisées dans l'agencement de pharmacies (Vivien, Boisson, Bailly), elles-mêmes regroupées dans un holding avec SDN-Finances, Bêta-Finances, Alpha-Finances. Sans omettre Botton Conseil, Botton Syndic, Botton Gestion, Télésanté. Et, pour finir, Multipharma et Lugdunum France, lesquelles se sont illustrées au printemps dernier dans le rachat manqué de la Vie Claire à **Bernard Tapie**.

Dans cet inventaire exhaustif, plus encore que dans l'embrouillamini financier, la police allait mettre à jour la trouble association entre politique, journalisme et show-business.

Botton — ce « faiseur de maire », comme il se plaisait à se qualifier — qui rêvait de faire de **Michel Noir**, le **Kennedy** français, après l'avoir propulsé à la mairie de Lyon, avait compris que le meilleur capital d'un homme politique, c'est son image.

Inlassablement, depuis des années, l'homme papillonnait autour de **Coluche**, **Jean-Luc Lahaye**, **Yves Mourousi**, **François-Henri de Virieu**, **Patrick Poivre d'Arvor**, **Michèle Cotta**, **Anne Sinclair**, **Gérard Careyrou**, d'autres de moindre calibre, mais tous étant susceptibles d'améliorer le capital image de **Michel Noir**.

L'enquête prouvera qu'un certain nombre de ces « stars » ont, plus ou moins, bénéficié de ces cadeaux qui entretiennent l'amitié. Des week-ends (tous frais payés) à Helen Roc, la villa hollywoodienne de Botton à Cannes, des billets d'avion pour des destinations exotiques (les Seychelles, l'île Maurice, les Antilles, la Floride), des invitations à dîner dans des « 3 étoiles ».

Le système Botton ? Le lobbying, qui lui permet de persuader, de séduire et de « se vendre » auprès de ses clients, tout en faisant des vedettes des médias et de la politique ses obligés, notamment au sein d'un cercle très huppé, le « Happy Few Club ». Un système d'entregent et de mains forcées, que Botton va peaufiner dès 1936, après l'arrivée de son futur beau-père au ministère du Commerce extérieur, pour l'exploiter à son maximum l'année suivante après son mariage avec **Anne-Valérie Noir**.

Qu'est-ce que le « Happy Few Club » ? Tout simplement un club de VIP qui jette de la poudre aux yeux aux notables de province en les invitant (moyennant finances) à la même table, sur la même plage ou dans le même avion que ses amis célèbres.

C'est le prix de ces rêves que les policiers du SRPJ de Lyon mettront à jour, en mai dernier, à la suite de la plainte d'un petit industriel qui avait cédé sa société, Boisson SA à Pierre Botton.

Les enquêteurs ont montré que sur les comptes de la société Boisson SA, 9,5 millions de francs de dépenses représentaient des factures indues, payées à d'autres sociétés du groupe Botton, ou encore à lui-même, pour des honoraires extravagants. Ainsi, il s'était fait facturer 1,162 million de francs cet étonnant « conseil » donné à Boisson SA : celui... d'aménager sa propre maison de Cannes, « Helen Roc ».

A l'époque, Botton avait coutume de dire : « Je transforme en or tout ce que je touche. »



Photo du haut : Le primate des Gaules en train de pointer. Derrière lui son gendre.

Photo du bas : La modeste "datcha" de Pierre Botton. A "Super-Cannes".

DERNIERS DEVELOPPEMENTS

■ A l'heure où nous bouclons ce numéro, il convient de tenir compte, dans le développement de l'instruction concernant **Pierre Botton**, de deux éléments nouveaux mis en évidence par le juge lyonnais **Philippe Courroye**.

1) La S.A.R.L. Vivien (gérant Pierre Botton), spécialisée dans l'agencement de pharmacies, a financé la location de trois appartements parisiens :

- un appartement boulevard Malesherbes;
- un autre au n° 1 de l'avenue Paul Doumer (domicile de Pierre Botton);
- un troisième, 6 rue de Solferino.

Au 6, **Michel Noir** avait installé le Q.G. de sa campagne pour les législatives, et pour les municipales à venir. Il y disposait de deux secrétaires et d'un chauffeur.

Selon *Le Figaro* (16 janvier), Michel Noir affirmait « qu'il n'y a pas eu d'argent des sociétés de **Pierre Botton** dans le

financement de (sa) campagne ». Mais, selon le document de l'expert judiciaire, il en serait tout autrement. Annoncé comme « musclé et dénué de toute ambiguïté » dans les milieux judiciaires, ce document, en effet, décrit par le menu ces manifestes abus de biens sociaux et de recel. S'appuyant sur ce constat, le juge Courroye pouvait donc procéder à une autre série d'inculpation ».

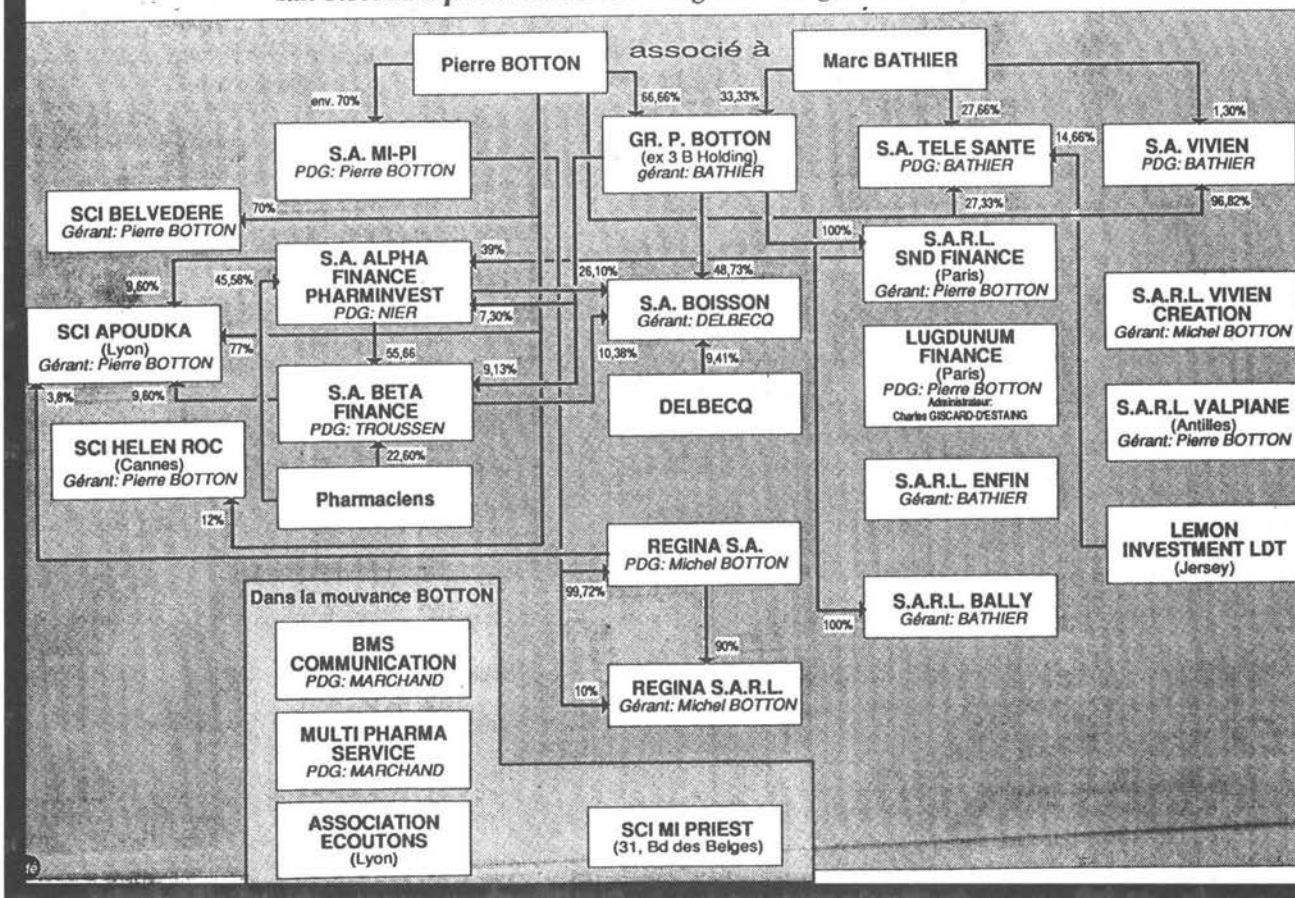
Ce qui pouvait perturber sévèrement le fonctionnement de la société lyonnaise.

Rappelons que le pharmacien Bottrier, ex-bras droit de Botton, est incarcéré et que **Charles Giscard d'Estaing**, parent de **Valéry**, est inculpé.

2) Dans sa déposition, Botton a mis en cause formellement Bernard Tapie pour sa gestion de « La Vie Claire ». Affaire à suivre.

Révélations sur la nébuleuse Botton

Le juge d'instruction, fort d'un nouveau rapport d'expertise judiciaire, sait désormais qui a bénéficié des « largesses » du gendre de Michel Noir.



Le « système Botton » tel qu'il a pu être reconstitué par les enquêteurs : un inextricable réseau de sociétés croisées. (Document *Figaro*.)

CHAPITRE V

FRANÇOIS LÉOTARD, BERNARD-L'ERMITE DE LA POLITIQUE

*Un curieux itinéraire :
des bénédictins de la
Pierre-qui-Vire aux sentiers
de la vengeance*

En rang par deux, la tonsure cachée sous la bure, les frères bénédictins s'en vont à la chapelle. Leurs chants montent sous le cloître, c'est l'heure des complies.

Dans le jour qui finit, frère Honorat essuie une larme : le père-abbé vient de lui signifier son congé. « Votre problème, lui a-t-il dit, c'est l'humilité. » C'était un lapsus, proteste aujourd'hui François Léotard. Il voulait dire « l'humidité ».

On ne saura jamais ce qui, en Léo, déplut au Seigneur, de l'orgueil ou bien des rhumatismes. Laissons-lui le secret, les voies de Dieu étant, comme chacun sait, impénétrables. Lapsus ou pas, voilà en tout cas qui mit fin à quinze mois de vie érémitique au monastère de la Pierre-qui-Vire.

Léotard était entré chez les bénédictins un soir d'octobre 1963, poussé par une crise de mysticisme aigu. A vingt ans, ce sont des choses qui arrivent, surtout chez un fils de monarchiste-légitimiste. C'est comme le virus sartrien et l'engagement à l'extrême gauche. Léo s'y est d'ailleurs également essayé, emboitant le pas aux hordes chevelues du printemps 68. Philippe Léotard — l'acteur — raconte que son petit frère, arrêté un jour sur le boulevard Saint-Michel où il s'entraînait à des exercices de voierie, lança



Plouf, plouf, "entre les deux mon cœur balance,
je ne sais pas lequel aimer des deux..."

aux CRS cette réplique à la Audiard : « La Gestapo est revenue ! ».

Mais entre la vocation refoulée et le prurit estudiantin qu'il soignait en déparant les rues, Léotard avait pris le temps d'un détour par le Liban au titre de la coopération. Ayant gardé du monastère un vieux fond prosélyte, il en profita pour fonder un syndicat de coopérants et nouer de solides amitiés propalestiniennes. Ce qui ne l'empêchera pas des années plus tard, la girouette ayant tourné, de troquer le keffieh contre la kippa. D'où l'on en déduira aisément que monsieur Léotard n'est pas un homme figé dans ses convictions, à moins qu'il n'ait un certain sens de l'opportunité.

Quand il n'est pas à la manif, Léo est à la fac de Droit, puis à Sciences Po. C'est l'époque où il rencontre **Gérard Longuet**. Premier contact musclé dans une petite sauterie qui oppose militants d'extrême gauche et d'extrême droite :

Léotard cogne pour le PSU, Longuet pour Occident. Mais comme on ne peut rien contre les gènes et que celui de l'Administration est un des plus puissants, le jeune François, en digne fils de son père, commence à rêver à la fonction publique. Il intègre donc l'ENA en 1971, où il retrouve d'ailleurs Longuet et le jeune **Fabius** (alors giscardien), lequel



Mon petit frère,
dit Philippe
Léotard,
"Il est né fugueur.
A 10 ans, il a pris
dix balles dans le
porte-monnaie de
ma mère (déjà)
et il est parti
de Paris pour
l'Afrique.
On l'a retrouvé
sur le Cours
de Vincennes
au pied d'un
platane."

lui porte sérieusement sur les nerfs en raison de son « arrogance bourgeoise ».

Il n'a pas intégré la grande maison sur concours mais par la voie interne, moyennant même quelques arrangements puisqu'il n'a passé que quatre années dans l'administration au lieu des cinq requises en pareil cas; exactement en qualité de secrétaire de chancellerie au ministère des Affaires étrangères. On comprendra ainsi que si Léotard se fait remarquer à l'ENA, ce n'est pas tant par ses qualités intellectuelles que parce qu'il y crée la première section CFDT. Comme le souligne **Thierry Pfister** dans *La république des fonctionnaires*, « Les promotions (de l'ENA) se grisent de contestation en prenant soin, à un ou deux dérapages près, de ne pas aller trop loin [...] Les futurs hauts fonctionnaires, en se tournant ainsi, tels des tour- nesols, vers la lumière, révèlent une grande sensibilité aux modes intellectuelles et aux conformismes sociaux ». C'est, en six lignes, le portrait craché de Léotard !

Y'en a qu'un, c'est Giscard !

Frais émoulu du paradis énarque, Léotard se retrouve administrateur de 2e classe à la Direction générale de l'aménagement urbain, puis il atterrit comme sous-préfet à Périgueux au début de l'année 1974. Si Léo a encore le cœur à gauche, on sent néanmoins poindre en lui un petit bout d'hypertrophie du ventricule droit. Les prémices, en quelque sorte, d'un passage de relais entre Fabius et lui. Oh, pas tant par conviction que par opportunisme. Il tient avant tout à ménager la chèvre et le chou, on ne sait jamais... En l'occurrence, la chèvre c'est Giscard et le chou, **Mitterrand**. Ou inversement. Quoiqu'il en soit, ayant assisté au débat qui oppose les deux hommes avant la présidentielle, Léotard en tire cette conclusion prophétique : « Mitterrand est un perdant, l'avenir est à Giscard ».

Dans l'ouvrage qu'il publiera en 1987 (*A mots découverts*), il avoue pourtant : « J'ai voté pour Mitterrand en 74, pas pour Giscard ». L'année suivante, Giscard l'ayant emporté, il entre au cabinet de Poniatowski, et trois ans plus tard est élu maire de Fréjus sous l'étiquette... giscardienne bien sûr !

C'est **Yves Guéna** — l'ancien ministre des PTT, puis de l'Information, du gouvernement Pompidou — qui propulse



Un petit détour par le cabinet de Poniatowski, le temps de s'y faire la mâchoire giscardienne.

Léotard dans la sphère politique. Il est maire de Périgueux, conseiller général, et à l'époque où Léotard arrive dans sa ville, il est secrétaire général adjoint de l'UDR.

Le sacerdoce giscardien date de 1975. Léotard est toujours un mystique : quand il aime (surtout si ça peut rapporter), il ne compte pas. Il donne tout, non pas à Jésus cette fois, mais au club « Agir », qu'il anime de sa petite âme et de son grand corps. On y forme les futurs candidats giscardiens à la députation. Léo est jeune, jeune giscardien, et candidat en puissance. Il y prend l'allure Bc-Bg qui sied à sa nouvelle peau et les méthodes des jeunes loups bien bronzés de la politique. Il n'est manifestement plus gêné par l'arrogance bourgeoise puisqu'il se rend même quelquefois à Authon, dans le Loir-et-Cher, dans la résidence privée du Président. En 1990, après qu'il aura, une fois de plus, changé de mysticisme, il confiera au *Nouvel Observateur* qu'il en a gardé « le souvenir surréaliste de journées studieuses et de soirées passées à regarder, en

Quelques trahisons plus tard, les mêmes : "C'est de ta faute, Valéry, fallait pas me montrer Dallas à la télévision."



famille, Dallas à la télévision ». Oh, le vilain rapporteur ! Et dire qu'on croyait que Giscard travaillait son accordéon...

Mais la carrière vaut bien quelques sacrifices, et Dallas, quand on veut réussir en politique, c'est l'école de la vie, pas vrai ? Ainsi, poulain du Président, il remporte haut la main la mairie de Fréjus en mars 1977.

Les sentiers de la vengeance

Fréjus, c'est l'étape importante de sa vie car Fréjus, c'est l'honneur d'un père. Lorsque **André Léotard** décède, en 1975, François dit à sa mère « Je crois qu'il est de mon devoir de reprendre le flambeau », et d'ajouter « Je voudrais écrire un traité de la vengeance. Il y a des vengeances très nobles ». André Léotard, en charge de la répartition des fonds de secours après les ravages causés par la rupture du barrage de Malpasset, avait fait l'objet d'une campagne calomnieuse mettant en doute son honnêteté. Il y perdit et la mairie et sa santé.

Cette fois, François Léotard est allé au bout, chassant de la mairie de Fréjus celui qui avait mené la cabale contre son père. Sur sa lancée, il devient député PR de la 2e circonscription du Var en mars 1978. A l'Assemblée, il fraye avec ses ennemis d'hier, Madelin et Longuet. C'est le début de la « bande à Léo » qui fera ses choux gras de la chute de Giscard, le 10 mai 1981. Refrain connu des psychanalystes, pour avancer dans la vie, il faut tuer le père. Léo n'y va pas d'une lame molle, dénonçant « les perversions de la pratique giscardienne » et le « colbertisme » de l'Elysée qui ont précipité la chute de la Maison Giscard.

Les manœuvres habiles de sa bande feront élire Léo à la tête du PR. Rêvant cette fois aux plus hautes destinées, il entonne la nouvelle trompette à la mode, celle de l'ultra-libéralisme. Devenu l'enfant chéri des médias, il s'essaye ouvertement à la trahison, monte des coups qui avortent : c'est d'abord sa propre liste aux européennes, contre celle de Chirac et **Simone Veil**, puis la création d'un « Front de la démocratie libérale » ; plus fort, dès 1985 il fait acte de candidature au poste de Premier ministre de la future cohabitation. Mitterrand se tord de rire, Chirac tape du pied : Léo rentre dans le rang.



Ils se connurent à la manif : Léotard cognait pour le PSU et Longuet pour Occident.

A défaut, il voulait bien du portefeuille de la Défense. Il devra se contenter du ministère de la Culture et de la Communication. Ce n'est pas, compte-tenu du caractère de François Léotard, ce qui pouvait lui arriver de mieux. C'est que Léo est un homme sans colonne vertébrale, sans réelles convictions. D'ailleurs à qui veut l'entendre, il répète « Je suis un angoissé. Un homme qui doute plutôt qu'un homme qui prêche pour convaincre. Que suis-je capable de faire ? Quel est le sens de l'action que je mène ? » Bien malin qui saurait lui répondre ! Léo a toujours besoin d'un moule, d'une échine de secours, et si sa carrière va zigzagant, c'est qu'il trouve toujours quelqu'un de mieux placé à qui il voudrait bien ressembler. Il phagocyte, c'est dans sa nature : François Léotard est le bernard-l'ermite de la politique.

Bernard-l'ermite cherche coquille

Alors c'est vrai, ce ministère, c'est le pire cadeau qu'on pouvait lui faire. Promu à la Culture, Léo n'a qu'une idée : être Jack Lang. L'autre est un pitre, un esbrouffeur, un faiseur de vent qui distribue de la culture comme on vend de l'épice-

rie ? Tant pis. La seule chose qui compte, c'est qu'on l'aime. Lang a la super-cote dans les sondages, auprès des jeunes, des branchés, des potes... Et lui, Léo, il voudrait tellement qu'on l'aime.

Il a tellement peur d'être à la traîne qu'il en rajoute, prend les devants. A peine est-il arrivé rue de Valois qu'il récupère à son compte le projet le plus contesté : il fait hérissier la cour du Palais Royal des « horreurs de Buren ». C'est lui qui fait sortir de terre les fameuses colonnes quand tout le monde aurait souhaité qu'il les y enfonce. Il se ridiculise, cherche à séduire le Tout-Paris socialo-culturel; courtise **Marguerite Duras**, prend pour maître à penser **Bernard-Henri Lévy** et même **Elie Wiesel**. Difficile de « racoler » plus large dans le gotha tiers-mondiste, et pourtant c'est un « bide » car **Lang** est toujours là, plus présent, plus vedette que jamais. Léotard ne tarde d'ailleurs pas à se brouiller avec ses proches, notamment **Philippe de Villiers**, son secrétaire d'Etat, qui raconte dans les salons : « Voilà quinze jours que j'ai donné un livre à lire à Léotard. Il n'a pas encore fini de le colorier »; ou **Devaquet**, encore plus cynique, qui l'accuse en des termes que la décence interdit de reproduire ici, de consacrer plus de temps aux « mignardises » qu'à l'étude de ses dossiers.



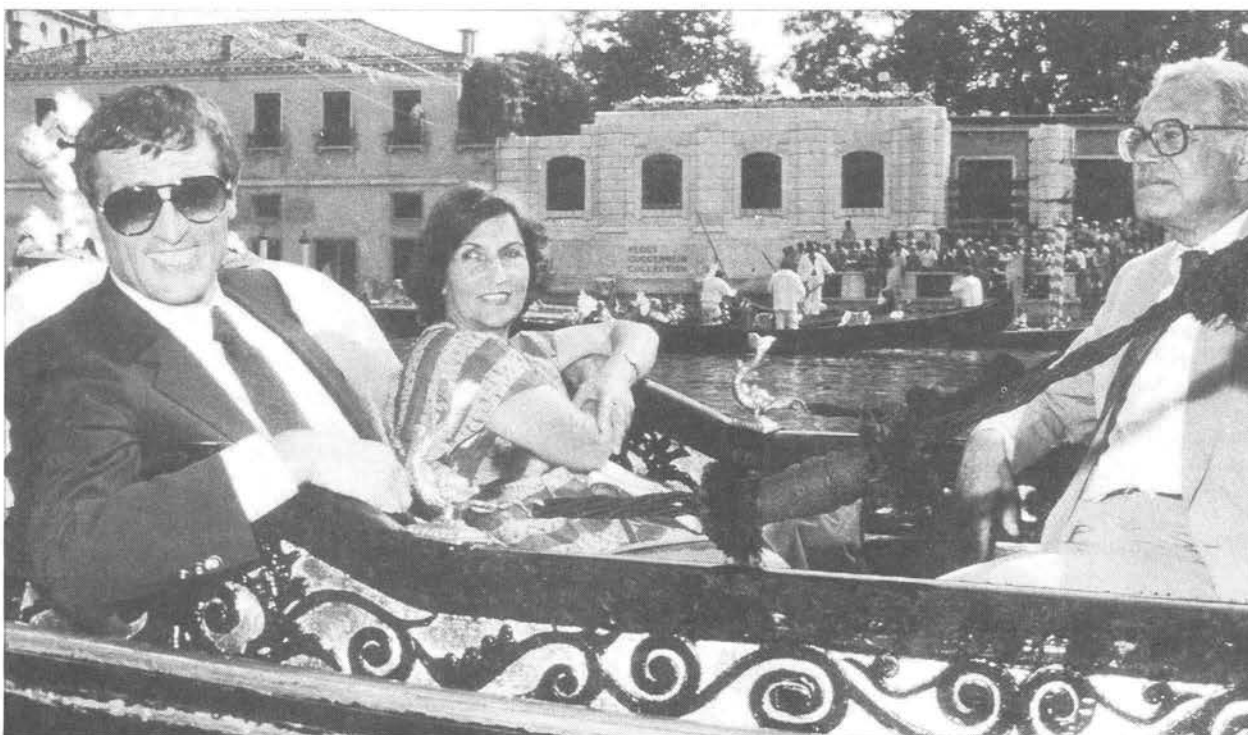
Drôle de zèbre... on lui doit les "horreurs" de Buren.

La marionnette s'agite et comme toujours, prend des coups sur les doigts. Ses déclarations au Point, en juin 1987, sur les « moines-soldats du RPR » lui valent un sévère rappel à l'ordre de Jacques Chirac qui le somme de « choisir entre l'exercice de ses fonctions ministérielles et un rôle militant dans le mouvement auquel il appartient ». François Léotard prendra cinq jours de réflexion, rien de moins, avant d'annoncer qu'il ne démissionnera pas.

Se profile alors à l'horizon l'échéance présidentielle de 1988. Léo est repris par ses dérangeaisons. Déjà, il a fait les indispensables sacrifices rituels aux nouvelles idoles que sont les Droits-de-l'homme et l'Antiracisme. Il a pris la sage précaution, en sa qualité de secrétaire général, d'envoyer une lettre à tous les maires du Parti Républicain, pour leur demander de ne pas accorder leur signature à Jean-Marie Le Pen afin de l'empêcher d'être candidat. Il s'est surtout fait des amitiés de l'autre côté du Jourdain, lâchant la Palestine pour Israël. Ses nouveaux amis lui en sauront d'ailleurs gré puisqu'on apprenait, dans le numéro d'Actualité Juive du 25 juin 1992, qu'il venait d'être fait docteur honoris causa du prestigieux Technion de Haïfa, en remerciement de son indéfectible « sympathie pour l'Etat hébreu », et de son « inlassable combat contre le fascisme et l'antisémitisme ». Ses parrains en la circonstance étaient Elie Wiesel et **Jean-Pierre Pierre-Bloch**.

La présidentielle de mai 88, c'est surtout l'occasion pour Léotard de tenter un nouveau coup de billard, mais n'est pas champion du rétro qui veut. Le plan de Léo, c'est d'avancer caché derrière Raymond Barre, et puis exit Giscard, exit Chirac, et coucou voilà Léo. Ainsi le PR apporte son soutien officiel au gros Raymond et travaille en sous-main pour que Chirac le devance au premier tour. Devenu candidat unique, le PR peut alors lui apporter son soutien. En fait, si Léotard ne tient pas réellement au succès de Barre, c'est qu'il est par trop évident que celui qui va hériter de la charge suprême court au fiasco. Dans le premier cas, cela ternirait l'image du PR; en revanche, si c'est Chirac qui plonge, c'est tout bénéfice pour Léotard.

Naïf Léo. C'était un revirement trop loin. Chirac, qui n'a pas aimé ses contorsions, vient de prendre « un contrat » sur la tête de l'histrion. Celui qui croyait tout connaître de la vengeance, au point de vouloir lui consacrer un ouvrage, avait simplement oublié que c'est un plat qui se mange froid.



" Z'avez vu mes Ray-ban et mon sourire ? c'est moi le Bébel de la politique ! "

C'est **Alain Juppé** qui a été chargé de l'exécution des basses œuvres. Avant de quitter son poste de ministre délégué à l'Economie et aux Finances, il a discrètement déclenché une enquête fiscale sur les conditions dans lesquelles François Léotard a acquis sa gentilhommière de Fréjus. La bombe éclate finalement en juin dernier : Léo est inculqué d'« ingérence, trafic d'influence et corruption » dans l'affaire de Port-Fréjus.

Le 14 mars 1986, le sémillant patron du PR achète pour 1,2 millions de francs la gentilhommière qu'il louait depuis 1979 pour la modique somme de 1 000 francs par mois. Cadeau, puisque la mesure (600 mètres carrés habitables sur un hectare de parc) est estimée à 2,32 millions de francs. La Chambre régionale de la Cour des comptes, qui fourre son nez partout — c'est son rôle — révèle que deux entrepreneurs, **Henri Meyer** et **Gérard Dellizotti**, ont créé en 1980 une société, la FEDIMOS, qui a acheté pour 7 millions les 13 hectares sur lesquels se trouve le petit deux pièces de Léo. Objectif : y construire un lotissement. En juin 1985, Meyer rachète les parts de son associé et revend 6 parcelles à une société immobilière, la SILU, créée semble-t-il tout exprès pour cette unique opération, qui vaut à Léotard la queue du Mickey, soit la gentilhommière et son parc pour le prix d'un tour de manège.

Meyer est promoteur et participe — mais c'est un hasard — à l'opération de Port-Fréjus. Celle-ci a démarré en 1976, lorsqu'un certain **Espanol**, promoteur lui aussi, crée la SCI Azul Résidence, dans le but d'acquérir un terrain constructible de 18 000 mètres carrés pour y construire un ensemble d'environ 400 logements autour d'un bassin portuaire. Son but : « Remettre Fréjus en bord de mer », sur le site de l'ancien port romain. La société de construction Baticos, dirigée par le fils Espanol, installe donc son matériel sur le terrain, attendant de pouvoir commencer les travaux. Léotard, ami du promoteur, n'est pas franchement enthousiaste. Il faudra que son premier adjoint, **Gilles Lecat**, participe à un voyage d'études en Espagne organisé par la famille Espanol, pour qu'il flaire quels bénéfices il pourrait tirer du projet.

Il décide alors de le reprendre à son compte, et Espanol devient gênant. La ZAC publique de Port-Fréjus, projet d'intérêt-public (et très privé : 4 % d'aménagements publics pour 96 % de réalisations privées) remplace celle d'Espanol. 18 000 m² vendus de 15 000 à 18 000 francs le m², 750 anneaux de plaisance et des aménagements

grandioses. Reste à exproprier les occupants, personnes âgées pour la plupart, et Espanol malgré la promesse contraire qui lui a été faite. Léo leur offre royalement 190 francs du m² pour des terrains qu'il renégocie aux promoteurs entre 4 000 et 6 000 francs. Pour gérer l'affaire, une société d'économie mixte, la SEMAF, domiciliée à l'Hôtel de Ville. Elle encaisse 5 % sur les ventes. Président Léotard, vice-Président Gilbert Lecat. Premier commissaire aux comptes Bernard Lecat, fils du premier. Administrateurs : **Marc Mascherpa** et **Henri Meyer** (Coucou, le voilà !).

Mais René Espanol ne l'entend pas de cette oreille. Il se bat, porte plainte; obtient une première fois l'annulation des procédures d'expropriation et des permis de construire. Mais suivant la tactique des grands chantiers du Président, Léo bétonne à tout va pour placer les juges devant le fait accompli. Il se joue à plaisir des décisions du Tribunal administratif. Car beaucoup bénéficient de l'opération « juteuse » de Port-Fréjus, (les plus connus sont la Sormae et la SAE, au centre des affaires de fausses factures qui ont défrayé la chronique depuis des mois), à commencer par Léotard, estimeront les juges qui demandent son inculpation en juin dernier.

Léotard entame alors son grand numéro de vertu offensée, et démissionne de tous ses mandats. Qu'il dit. Il conserve malgré tout celui de conseiller municipal, qui lui permet d'avoir un œil sur les activités de son successeur à la mairie de Fréjus : **Gilbert Lecat**. Il crie partout que son non-lieu est acquis et qu'il se vengera.

Le non-lieu paraît en effet plus que probable puisque le Procureur général de Lyon le demande dans la conclusion de son très long réquisitoire. Un réquisitoire bien étrange cependant, puisque le magistrat, loin d'innocenter Léotard, révèle qu'il existe bien un délit d'ingérence, mais que celui-ci s'est trouvé prescrit en 1989. Que d'autre part les délits de corruption et de trafic d'influence pourraient bien exister, puisque Léo a « indiscutablement » bénéficié d'avantages, de remises, voire de gratuité totale pour certains travaux effectués dans sa gentilhommière. Il note enfin qu'en retour, ceux qui ont fait des petits cadeaux au maire étaient en bonnes relations d'affaires avec la municipalité. Mais le procureur, brave homme, n'est pas sûr que ceci explique cela.

Comme dirait Léo, « j'ai ma conscience pour moi ». Elle est peut-être un peu chargée...

Marie-Claire ROY



Et au passage, un coup de pub pour Raymond Barre.



"C'est gentil, chez vous", dit Chirac.
— "Et en plus on a fait une affaire", répond madame Léotard.

GRANDEUR ET SERVITUDE D'UN GENTILHOMME VAROIS, ou comment le non-lieu vint à Léotard

Il demeure que l'expertise, corroborant les conclusions de l'administration fiscale, établissait que la villa du Domaine de SAINTE-CROIX, ses dépendances et son terrain, avaient été acquis à un prix très inférieur à leur valeur réelle.

Il paraît significatif que ces travaux aient été prévus et commencés alors même que les époux LEOTARD n'étaient encore que locataires, et avaient déjà fait effectuer pour 476.592 Francs de travaux, après s'être endettés à hauteur de 750.000 Francs pour payer la maison : bien que titulaires d'un bail, les époux LEOTARD se comportaient en propriétaires.

Autrement dit l'acquisition de la maison était prévue dès l'entrée des locataires dans les lieux, en dépit des mentions qui semblaient donner au bail un caractère précaire.

Roger GHIS, ex-gérant, expliquait que ces travaux, qu'il estimait en réalité à 150.000 Francs n'avaient donné lieu à aucune facturation, ni à aucun paiement (D/306) : François LEOTARD l'avait prié de différer la demande de règlement. Il n'avait ensuite pas osé lui présenter une facture, alors qu'il était Ministre de la Culture.

Il ajoutait "Je ne pouvais tout de même pas trop insister vis à vis de M. LEOTARD car par ailleurs la ville de FREJUS était un bon client pour mon entreprise" (D/322).

Le réquisitoire de non-lieu du procureur général de Lyon ne compte pas moins de cinquante pages. D'une plume alerte, l'homme de loi y narre par le menu toutes les raisons qu'il avait d'inculper Léotard. De quoi rendre le non-lieu le plus déshonorant de l'histoire judiciaire !

En voici quelques bonnes pages, publiées par le *Canard enchaîné* le 6 janvier 1993 :

- Il demeure que l'expertise, corroborant les conclusions de l'administration fiscale, établissait que la villa du Domaine de Sainte-Croix, ses dépendances et son terrain, avaient été acquis à un prix très inférieur à leur valeur réelle.

- La rénovation de la villa n'avait pas pu coûter moins de 1 600 000 francs, somme dont le paiement n'était justifié par des factures qu'à hauteur d'un peu plus de la moitié.

- L'acquisition de la maison était prévue dès l'entrée des locataires dans les lieux, en dépit des mentions qui semblaient donner au bail un caractère précaire.

- S'expliquant devant le magistrat instructeur, François Léotard déclarait « qu'il n'est pas interdit à un maire de faire une bonne affaire en respectant la loi ». Ce point de vue est discutable, si la « bonne affaire » est réalisée par le maire en usant de sa qualité, s'exposant de la sorte à des soupçons de trafic d'influence, de corruption ou d'ingérence.

- Autrement dit, comme pour la maison et son terrain, les travaux n'ont pas été payés à leur valeur réelle, mais très en dessous du « tarif normal ».

- Roger Ghis, ex-gérant, expliquait que ces travaux, qu'il estimait en réalité à 150 000 francs n'avaient donné lieu à aucune facturation, ni à aucun paiement : François Léotard l'avait d'abord prié de différer la demande de règlement. Il n'avait ensuite pas osé lui présenter une facture, alors qu'il était ministre de la Culture. Il ajoutait : « Je ne pouvais tout de même pas trop insister vis à vis de M. Léotard car, par ailleurs, la ville de Fréjus était un bon client pour mon entreprise. »

- Il ressortait ainsi de ces vérifications et auditions que François Léotard avait effectivement bénéficié d'une sous-facturation, voire d'une omission de facturation, ou encore d'une totale et surprenante passivité d'entreprises qui s'étaient abstenues de réclamer le paiement de sommes effectivement facturées. Il n'était pas pour autant établi que ces entreprises, alors même qu'elles traitaient des marchés avec la commune de Fréjus, étaient impliquées dans un processus de corruption : en dehors de l'idée qu'en donnaient ces pratiques, aucun élément objectif n'était recueilli sur ce point, tandis que les entrepreneurs en cause contestaient

CHAPITRE VI

Portrait d'un vrai/faux dur du RPR

CHARLES PASQUA
OU LE DON PATILLO
DES HAUTS-DE-SEINE

Avril 1986, fraîchement nommé ministre de l'Intérieur, **Charles Pasqua** accorde une interview à *Paris-Match*. Mieux, Charly va jusqu'à mâcher le travail des confrères en choisissant de se présenter lui-même : « *Mon parcours est d'une simplicité biblique* », explique Pasqua. « *J'ai rejoint le général à seize ans dans le maquis. A dix-huit ans, j'étais déjà un ancien combattant. C'est vrai* (là, Pasqua prend le ton de l'auto-critique) *que j'ai été un inconditionnel du Général. Mais c'est un état qu'on ne connaît qu'une fois dans sa vie, car ce n'est ni une habitude ni une religion* ».

D'aucuns verront dans ce morceau de bravoure une illustration de l'adage « parler pour ne rien dire » et passeront, hélas, à côté d'une des recettes essentielles de l'ancien bonimenteur de chez Ricard, qui consiste précisément, après avoir, bien sûr, endossé pour la 875 millième fois son uniforme de vieux grognard du général (qu'on imagine volontiers troué d'autant de balles), à sortir de son chapeau une solution « bête comme chou » aux problèmes jusqu'alors insolubles.

C'est souvent tellement bête qu'on s'en veut du succès qu'il en tire : l'idée nous avait également traversé en effet l'esprit, mais même à l'apéritif, par peur du ridicule, on n'avait pas osé.



Sympa et bon enfant ? Ne pas trop s'y fier...

La technique consiste d'abord à mettre les rieurs de son côté. Toujours « avé l'accent », Charly commence par rappeler invariablement : « *Moi, je ne suis pas diplômé de l'ENA* (un temps) *et je m'en félicite chaque jour davantage* ».

Puis surgit la solution. Attentats ? *On va terroriser les terroristes...* Drogue ? *Le problème sera réglé le jour où elle nourrira moins de monde qu'elle n'en tue.* Déontologie de la Police ? *Les policiers ont des droits et des devoirs et sont au service des citoyens.* Choix de société ? *Le libéralisme n'est pas le laxisme,* martèle Pasqua.

Qui s'y frotte s'y pique ! Et n'espérez pas faire sécher Pasqua sur les dernières statistiques de la CEE, le différentiel des taux d'intérêt de la Bundesbank et de la Banque de France, en passe de ruiner telle ou telle de ses promesses électorales. Plus matamore que jamais, cultivant son vrai/faux bon sens, Tartarin rétorquera que « *quand on va à la pêche, il*

faut bien lancer sa ligne, sans cela, on n'attrape pas le poisson ».

Evidemment, « Pas-de-quoi », sa marionnette, fait un tabac à chacune de ses apparitions au « Bébête show ».

Bien sûr, on aurait tort de prendre ses "fernanderies" à la

galéjade. A 65 ans, ce fils d'un modeste fonctionnaire de police affiche une réussite éclatante et figure parmi les personnages les plus puissants du pays. Pasqua, s'il reconnaît avoir connu des « débuts difficiles » après la guerre (il fut commerçant quelques années), entre en 1952 comme simple représentant chez Ricard, dont il devient le directeur général des ventes, vingt ans plus tard.

Répondant en août dernier à l'enquête de *L'Express* sur le patrimoine des élus, l'ancien « administrateur de société » évaluait son patrimoine à quatre millions de francs. « *Rien en immobilier* », précise à *L'Express* Charly qui préside pourtant aux destinées du département le plus riche de France — les Hauts-de-Seine — véritable eldorado, et terre de prédilection de tout ce qui compte un tant soit peu dans le monde de la promotion immobilière. On pense bien sûr aux chantiers extraordinaires de la Défense, à ces millions de mètres carrés de bureaux construits depuis 30 ans et, par voie de conséquence, à la manne financière que tout ceci est susceptible de représenter. Un passé récent nous a montré qu'au Parti socialiste, on savait parfois prélever sa dîme sur certains chantiers par un système juteux de fausses factures.

Rien de tel dans les Hauts-de-Seine, où règne Charles Pasqua sans partage depuis 1973 et c'est un bon point pour lui.

Certes, de ci de là, il y a eu quelques petits scandales laissant soupçonner que certaines commissions occultes pouvaient améliorer l'ordinaire des partis bourgeois, mais sans jamais que soient identifiés les destinataires de cet argent sale. Souvenons-nous notamment de l'affaire de la COGEDIM, où seuls des promoteurs furent condamnés ; ces derniers se refusèrent toutefois à citer un seul nom à la Justice.

On se souvient également du scandale de la Tour BP, sise à Courbevoie, une « affaire » où les principaux intermédiaires,

dont un étonnant brigadier de la Préfecture de Police de Paris, ne furent guère plus bavards, puisque près d'une demi-douzaine d'entre eux préférèrent se suicider plutôt que de s'en remettre à cette vieille formule française « faute avouée, faute à moitié pardonnée ».

Quant au juge d'instruction, il fut, lui, rapidement dessaisi et il est raisonnable de pronostiquer que ce douloureux dossier n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Démêlés avec Chirac

Quoi qu'il en soit de sa position d'interlocuteur incontournable des puissants de ce monde, Charles Pasqua gère les Hauts-de-Seine comme un porte-avions, au service de ses ambitions. De là sa situation exceptionnelle au sein du RPR où, financement des campagnes électorales — dont il est invariablement l'organisateur — oblige, il fait la pluie et le beau temps, fait et défait les barons du parti gaulliste. Il demande un jour l'exclusion de **Séguin**, avant de s'allier avec le même quelque temps plus tard et de mener la fronde contre **Chirac** lui-même, comme en janvier 1990 lorsque Pasqua se met à tirer à boulets rouges sur le président du RPR et multiplie ses déclarations, dans lesquelles il affirme que Chirac est nul et que son indécision précipite la débâcle du mouvement gaulliste : « *Il faut que Chirac remonte sur son cheval, nous avons d'autres ambitions que de le voir président du RPR, ça c'est relativement facile* », explique-t-il en rappelant que c'est lui qui a fait Chirac contre Chaban en 1974.

Pasqua/Séguin — la carpe et le lapin, dit-on alors — exigent la tête d'**Alain Juppé**, le secrétaire général du RPR. Si l'alerte est chaude pour Chirac, ce dernier fait de la résistance et les



Quel métier quand même !



Cigare au bec et l'œil en embuscade...

conjurés réintègrent finalement les rangs sans avoir obtenu autre chose que quelques paroles verbales.

Les deux compères remettent ça en appelant à voter « Non » au référendum sur Maastricht, tandis que Chirac transpire sang et eau pour le « Oui ». Lors du fameux débat avec **Mitterrand**, Séguin se déballonne et déclare satisfait : « *Je ne monterai jamais plus haut.* » Le « Oui » l'emporte d'un cheveu, Chirac sauve sa tête, Pasqua reste dans l'ombre, il n'a pour ainsi dire pas pris de coups.

Le verbe toujours haut, bras croisés, solidement campé sur son siège, jambes largement écartées, le Don Patillo des Hauts-de-Seine passe pour un homme résolu, de surcroît fermement ancré à droite. Ajoutez-y un brin de résistance à l'envahisseur nazi, des histoires multiples de barbouzerie liées à son passage à la tête du SAC, un zeste de corsitude, une pincée de casinos et nous croyons tenir notre homme.

Force est de constater toutefois que lorsque qu'il s'agit de passer du verbe aux actes, Charly met énormément d'eau dans son pastis, sans parler de philosophie ni de politique, le fait est qu'on a bien du mal à mettre le doigt sur l'une de ses convictions. Si **Michel Noir** s'affirme prêt à perdre une élection pour sauver son âme, Pasqua, lui, a montré qu'il était doué pour perdre les deux ; sans états d'âme...

Homme fort du gouvernement Chirac sous la cohabitation, de 1986 à 1988, et se présentant comme l'adversaire irréductible des socialistes, c'est pourtant bien Pasqua qui sonne le signal de la retraite et enterre, les unes après les autres, toutes

les promesses du RPR : immigration, Code de la nationalité, terrorisme (voir encadré). Sitôt passé l'effet d'annonce, on s'empresse de faire marche arrière.

L'affaire Oussékine

La déroute du gouvernement Chirac viendra avec le projet de réforme de l'enseignement supérieur d'**Alain Devaquet** ; une réforme pourtant jugée indispensable tant l'université française est en piteux état. **Jack Lang** en tête, les socialistes saisissent ce prétexte et hurlent à « l'impitoyable sélection », tandis qu'**Harlem Désir** et SOS-Racisme excitent les lycéens. Si Alain Devaquet présente un profil de centre-gauche ou de centre-droit, le ministre de l'Intérieur passe, à l'époque, pour partager des « valeurs communes avec le Front National ». C'est pourtant le second qui torpillera le premier, imposant à Chirac une capitulation en rase campagne.

Décembre 86, la veille d'une manifestation, pourtant Pasqua fanfaronne encore. Ils seront 3 000, pronostique-t-il. Sur ce, 15 gardes mobiles sont effectivement affectés à la protection de l'Assemblée nationale.

Le jour dit, 200 000 lycéens déferlent sur le Palais-Bourbon. Aussi surpris que Pasqua, quelques révolutionnaires professionnels s'arrachent les cheveux devant la perspective d'envahir l'Assemblée. Lorsqu'ils reviendront tard dans la soirée munis de cocktails Molotov, c'est trop tard et, sagement, les lycéens sont rentrés chez eux.

Quelques jours plus tard, cette erreur est vite récupérée et une seconde manifestation tourne à l'affrontement très violent avec les forces de l'ordre. Tard dans la nuit, un étudiant à la santé fragile, **Malik Oussékine**, est frappé par des policiers et décède. Panique chez Pasqua qui exige de Chirac le retrait du projet Devaquet, lequel s'y refuse puis, finalement, démissionne. Jack Lang sabre le champagne et c'en est désormais fini du programme du RPR.

« *Plus jamais ça* », scandent les manifestants qui protestent contre la mort de « Malik ». Pasqua entend la leçon et, dès lors, on le verra plus souvent aux côtés d'**Areski Dahmani**, version Weston d'Harlem Désir, ou sur les antennes de Radio Shalom que sur celles de Radio Tour Eiffel. Si son staff compte de



Non ! Ce n'est pas le salut fasciste !

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

De la

Le 30/9/1992

Monsieur le Président

J'ai eu deux fois Charles PASQUA au téléphone au sujet de la situation de B.TAPIE.

PASQUA m'a d'abord annoncé qu'à la suite de ses nombreuses et pressantes démarches personnelles, TAPIE et TRANCHANT devaient se voir hier pour conclure un accord à l'amiable permettant le retrait de la plainte de TRANCHANT.

Hier soir, PASQUA m'a dit que la rencontre avait bien eu lieu, que les deux protagonistes s'étaient mis d'accord sur le principe d'une transaction et qu'ils discutaient maintenant des sommes en jeu.

Par ailleurs, PASQUA a convaincu Mme BOIZETTE de classer l'affaire si TRANCHANT retire sa plainte. Mme BOIZETTE a encore confirmé hier qu'elle attendait les résultats de la rencontre TAPIE-TRANCHANT pour prendre ses propres décisions.

Conclusion, si j'en crois PASQUA

1) les choses vont s'arranger et TAPIE ne passera pas en justice

2) PASQUA -dit-il lui-même avec insistance - a donc tenu les engagements qu'il avait pris vis-à-vis du Président

3) il n'a pas encore décidé d'être candidat à la présidence du Sénat. Il prendra sa décision jeudi donc demain soir. Mais il est évident que s'il est candidat, il souhaite que le groupe PS reste neutre (c'est à dire présente un candidat à tous les tours de scrutin ou s'abstienne à partir du second tour) pour ne pas favoriser l'élection d'un candidat de droite contre un autre candidat de droite.

Je lui ai promis de passer son message ce matin.

Fidèlement

[Signature]
Michel CHARASSE

nombreux apparatchiks issus de l'extrême droite, le nouveau Pasqua est bel et bien arrivé et multiplie les déclarations tonitruantes contre « la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, et patiti et patata, suivez mon regard, j'ai bien sûr nommé le Front National... ».

Les socialistes ne se contentent pas de belles paroles. Pasqua devra dès lors payer comptant. C'est à l'architecte d'extrême gauche Roland Castro que le Conseil général des Hauts-de-Seine confie une mission en or sur la rénovation des banlieues.

Retenant la leçon Devaquet, Charles Pasqua innove en matière d'université. Alain Devaquet s'était battu pour introduire une dose de sélection par les résultats scolaires. Charly, lui,

lance la première université privée. Business is business, si le projet est financé par le patronat, la sélection des étudiants, elle, se fera par l'argent. Un Pasqua averti en vaut deux et notre homme prend quand même quelques précautions. C'est évidemment sur un ancien leader du mouvement étudiant de décembre 86, opposant farouche à la loi Devaquet, que va porter son choix pour occuper le poste de « directeur des études » de la première fac privée officielle du pays.

Notre homme n'est pas sectaire et il ne faut pas confondre Pasqua avec le président du Conseil général des Hauts-de-Seine. Le premier est un adversaire déterminé des socialo-communistes, le second attribue régulièrement une subvention conséquente, chaque année, à la Fête de l'Huma. Fidélité au « Général » sans doute...

Le document de National Hebdo

Doué pour l'œcuménisme, Charly entretient bien sûr des relations privilégiées avec François Mitterrand, auquel il ne passe pourtant rien chaque fois qu'on lui tend un micro. Encore tout récemment, à l'approche d'une nouvelle cohabitation, Pasqua a assuré que « s'il n'était pas content [Mitterrand] n'avait qu'à s'en aller ».

Voilà qui est parler, et du grain à moudre pour l'aile « dure » du RPR dont il est le champion. Hélas pour lui, le 29 octobre 1992, l'hebdomadaire National Hebdo publiait une note portant l'en-tête de la présidence de la République et signée de Michel Charasse tout à fait passionnante. On y apprenait notamment que Pasqua ne ménageait pas sa

peine, au travers de « nombreuses et pressantes démarches personnelles », afin que les choses s'arrangent pour Bernard Tapie, objet d'une plainte du député RPR des Hauts-de-Seine, Georges Tranchant, un obligé de Pasqua.

Conclusion, explique Charasse à François Mitterrand : « Si j'en crois Pasqua 1) les choses vont s'arranger et Tapie ne passera pas en justice ; 2) Pasqua, dit-il lui-même avec insistance, a donc tenu les engagements qu'il avait pris vis-à-vis du président. » Cette note passionnante, même si elle fut soigneusement étouffée par les médias, provoque tout de même un certain émoi dans le Landerneau politique. Une chose est

certaine, et c'est la seule qui importe, elle ne fit l'objet d'aucun démenti.

Egal à lui-même, Charly, d'ordinaire intarissable, s'en sortit à son habitude par une pirouette, en qualifiant le document publié par *National Hebdo* de « *couillonnade* ».

Tranchant et Charasse, à leur corps défendant, authentifièrent le document. Tranchant en confirmant les informations dont ce texte faisait état, et Michel Charasse en niant, lui, tout en bloc, et jusqu'au simple fait de connaître Bernard Tapie.

Last but not least, selon la même note, on découvrait que Charles Pasqua avait, en échange, négocié la neutralité du

groupe socialiste du Sénat dans sa tentative d'OPA sur la place tant convoitée d'**Alain Poher**, et dont on sait qu'elle peut fournir un tremplin idéal pour les plus hautes ambitions.

Ce fut sans lendemain et Charly prit une véritable déculottée contre **René Monory**. Ironie de l'histoire, Monory occupait le fauteuil de l'Education nationale, sous la cohabitation, et était donc le ministre de tutelle de Devaquet. C'est bien là le drame du personnage : si Charles Pasqua est assurément l'un des plus brillants seconds couteaux de sa génération, c'est un rôle dont il n'arrive pas à se défaire.

Eric LAFFITTE

COMMENT CHARLES PASQUA « N'A JAMAIS NEGOCIÉ » AVEC LES TERRORISTES

1987 : les yeux de la France sont tournés vers le Liban où plusieurs diplomates et journalistes français sont retenus en otages. Le gouvernement de **Jacques Chirac** est décidé à mettre tout en œuvre pour obtenir leur libération et **Charles Pasqua**, le ministre de l'Intérieur, commence à nouer des relations étroites avec les services algériens.

Il faut savoir que l'Algérie a une grande influence sur les dirigeants du monde arabe et que le Président **Chadli**, pour peu qu'il le veuille bien, pourrait intercéder efficacement en faveur de la libération de nos otages auprès des dirigeants iraniens. Ces derniers ont la mainmise totale sur les groupes qui détiennent nos ressortissants au Liban.

De son côté, le Président Chadli a bien des soucis avec une opposition de plus en plus virulente, matérialisée par le Mouvement Démocratique Algérien (MDA) dirigé par **Ahmed Ben Bella**. Or le MDA bénéficie de multiples ramifications en Europe, et plus particulièrement en France. Autrement dit, si la France faisait un geste en fournissant des renseignements sur l'implantation du MDA à Paris, l'Algérie saurait se montrer reconnaissante...

Aussitôt dit, aussitôt fait ! Le ministre de l'Intérieur demande au Directeur Central des Renseignements Généraux d'infiltrer ce mouvement dont le siège est basé passage Ramey dans le 18^e arrondissement. La section Traitement du Renseignement, spécialisée dans le recrutement d'informateurs, est mise à contribution.

Moyennant finances, un ancien militant du groupe **Abou Nidal** accepte d'infiltrer le MDA et réussit à se faire embaucher comme veilleur de nuit dans un hôtel faisant face au siège des opposants algériens. Quelques semaines plus tard, grâce à la complicité d'un ancien compagnon de lutte, il est introduit au sein du MDA et réussit l'affaire du siècle : il apprend que le fichier du mouvement se trouve au sous-sol de l'hôtel où il passe toutes ses nuits à veiller ! Un des dirigeants du groupe, logeant dans cet établissement, a aménagé un coffre scellé dans le local affecté à la chaufferie.

Le reste n'est que pure routine. Les policiers ouvrent discrètement le coffre aux trésors, photocopient le fichier et remettent tout en place pour ne pas donner l'éveil à ces braves militants.



Une affaire qui mérite réflexion

Le ministre de l'Intérieur n'a plus qu'à remettre la photocopie du fichier européen du MDA au Président Chadli en personne.

Quelque temps plus tard, l'avocat du Mouvement Démocratique Algérien est abattu à Paris et son assassin présumé est expulsé vers... l'Algérie. L'avocat s'appelait **Ali Mecili**.

Comme on peut le constater, Charles Pasqua était un ministre de l'Intérieur qui savait ménager les relations... extérieures. Ce sera peut-être une idée à creuser pour un futur Premier ministre de cohabitation !

Lionel Fournier

GAUBERT-GOLDENBERG OU LE CURIEUX « MISSIONNAIRE » DE « CHARLIE »

■ **Patrick Gaubert** est un cas tout à fait exceptionnel : il s'agit en effet d'un militant juif, pro-sioniste, acharné à traquer les antisémites. Il est né **Goldenberg**, le 6 juillet 1948 à Paris. Il est le fils d'un juif askhenaze, **Ancial Goldenberg**, né le 1er août 1911 à Craïova (Roumanie). Et, avec cette ascendance et ces convictions, ce dentiste n'a pas craint de demander à s'appeler Gaubert, comme le premier franchouillard venu. Ce qui lui a été accordé par décret du 16 novembre 1951.

Bizarre ! Bizarre !

D'autant plus étrange en effet que cette substitution de patronyme n'est pas du tout une fuite, ou une abdication de la judaïté.

Bien au contraire, Gaubert mène pour défendre celle-ci, une lutte incessante. Il appartient au comité central de la LICRA. A présidé le centre d'information et de documentation pour le Proche-Orient (octobre 1989-janvier 1990). Préside, depuis avril 1989, le groupe ultra sioniste « Décider, agir avec vigilance pour Israël et la Diaspora » (David). A fondé, en janvier 1991, le « Secours français aux sinistrés d'Israël », afin d'aider les familles juives dont les maisons avaient été atteintes par des missiles irakiens.

Enfin, Gaubert n'a pas oublié de célébrer la bar-mitzvah de son fils Sébastien, le 27 janvier 1990, et, ce jour-là, étaient présents les grands rabbins **Joseph Sitruk** et **Alain Goldmann**, l'ambassadeur d'Israël, **Ovadia Saffer**, le président du Consistoire Central, **Jean-Paul Elkann** et..... **Charles Pasqua**.

Les relations de Gaubert-Goldenberg avec « Charlie » méritent de retenir l'attention.

En effet, ce militant sioniste, qui est président du groupe RPR du Conseil municipal de Courbevoie depuis 1983, connaissait de longue date Charles Pasqua. Et lorsque celui-ci devint ministre de l'Intérieur, il le nomma « chargé de mission pour s'occuper des relations avec la communauté juive ». (*Actualité juive*, 18 décembre 1987).

Selon **Emmanuel Ratier**, dans son *Encyclopédie Politique* (page 292) : « Ce poste n'a jamais existé dans toute l'histoire de la République. »

A partir de là, Gaubert-Goldenberg va s'épanouir et se manifester tous azimuts. Il travaille en liaison avec le commissaire **Sarah Ouaknine**, spécialement chargée à la

direction centrale des Renseignements généraux de la surveillance des menées antisémites et révisionnistes « dont le suivi judiciaire (fut) dorénavant assorti de la plus extrême vigilance » (1). Sur son initiative, une ligne directe est créée au ministère de l'Intérieur. Elle relie les présidents des divers groupements juifs de France à ce ministère. Gaubert tiendra aussi dans les régions des réunions discrètes auxquelles participent les représentants des asso-

ciations antiracistes ou antisémites, des représentants des Renseignements généraux, du ministère de la Justice, de l'Education nationale, le préfet ou son représentant. On y examine, entre autres, les moyens de boycotter le Front National, et il faut reconnaître que cette action discrète, qui semble avoir échappé aux mouvements nationaux et à leur presse, n'a pas été sans effet pour les Régionales.

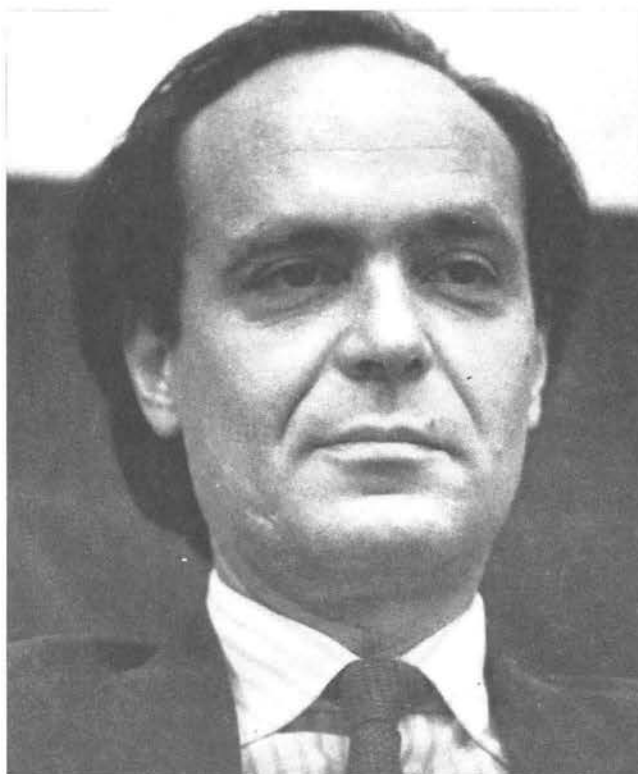
De même, se tiendront avec Pasqua des réunions avec les plus importants responsables de la communauté juive de France et des organisations pro-immigrées. La plus importante a eu lieu le 7 juillet 1987, avec des personnalités comme **Henri Bulawko** (Union des déportés juifs de France) ; **Bernard Jouanneau** (la LICRA) ; **Jean Kahn** (Congrès juif européen) ; **Serge Klarsfeld** (Association des filles et des fils de déportés juifs) ; **Sam**

Offenberg (le B'nai B'rith) ; **Roland Rappaport** (le MRAP) etc... etc...

« Avec Charles Pasqua, explique Gaubert, nous avons essayé d'appliquer en France la législation allemande qui assimile le révisionnisme à l'antisémitisme et le punit comme tel. »

S'il n'est plus au ministère de l'Intérieur Gaubert-Goldenberg persévère dans son entreprise comme chargé de mission auprès de Pasqua au Sénat. Une récente lettre de lui témoignait de sa volonté (et de celle de « Charlie ») de voir renforcer l'application des lois antisémites et antiracistes. A ses heures de loisirs, en compagnie d'un huissier, il visite certaines librairies pour y traquer les écrits, gadgets et autres « pin's » antisémites, néo-nazis ou racistes.

(1) o.c.



Délégué de Pasqua ou délégué auprès de lui ?

CHAPITRE VII

Alain I (MADELIN)



20 mai 1966. Violente manifestation d'Occident et de la F.E.N. (Fédérations des étudiants nationalistes) contre le Viet-Cong. A l'extrême droite, Alain Madelin.

Au début de l'année 1968, l'agitation commençait à se développer dans les milieux étudiants, principalement à Paris et à Caen, aussi bien du côté de l'extrême droite que de l'extrême gauche. Ce phénomène n'affectait toutefois que des groupuscules (**Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière, Comités Vietnam**, et, à l'extrême droite, **Occident**), c'est-à-dire quelques centaines d'individus.

A cette époque je suivais, d'assez loin je dois le dire, les opérations, en ma qualité de grand reporter à *Minute*, et j'avais comme informateur principal **François Duprat**, plus tard membre du Front National, et qui devait succomber tragiquement lors d'un attentat dont les auteurs n'ont jamais été découverts.

Duprat était un remarquable connaisseur de ces milieux. Doté d'une mémoire peu commune, il était en quelque sorte un fichier vivant. J'ai connu, à *Est et Ouest*, un homme qui avait les mêmes qualités : **Branko Lazitch**.

Mais Duprat, à la différence de Lazitch, était aussi un remarquable analyste, doublé d'un homme de terrain. Un beau jour, en février, ou en mars (?), il me dit que les affrontements entre l'extrême gauche et l'extrême droite, en général dans les

enceintes des facultés, pouvaient très bien déboucher sur un vaste mouvement révolutionnaire.

Je ne le crus pas. C'était lui qui avait raison.

A quelque temps de là, la direction de *Minute* me chargea de prendre contact avec Occident, dont les raids, extrêmement violents et rapides, semaient la panique dans les rangs de l'extrême gauche. J'appris sans peine qu'un des bars d'Occident était sur la place de l'Odéon, le café « Le Relais ».

Occident n'avait pas de siège, pas d'adresse. Il devait rassembler quelque deux cents jeunes qui se regroupaient sur coups de téléphone, lançaient une opération, pour se disperser rapidement et se retrouver un peu plus tard. Bref, Occident était un commando ou, si l'on préfère, une bande.

Rendez-vous avec Madelin

Deux Alain étaient à la tête de la bande : **Alain Robert** et **Alain Madelin**. Je finis par obtenir un rendez-vous, un matin, avec le second, place de l'Odéon au premier étage du « Relais ».

Madelin devait avoir quelque 25 ans. C'était un garçon de taille moyenne, très vigoureux, l'œil vif, avec une mèche brune à

la « tonton Adolf » qui lui barrait le front. Cet œil me dévisageait de façon peu amène. Je lui avais à peine offert un demi et posé une question qu'il jaillit, avec un flot de paroles, comme un sprinter hors de son *starting-blok* :

— Minute ! Ah, Minute voudrait en savoir plus sur Occident ? Ah ! Vous êtes gonflés ! Vous feriez mieux d'écrire sur ci ou ça (j'ai oublié les sujets qu'il évoquait). Mais pas de danger ! Vous êtes bien trop enjuivés pour vous compromettre...

Je le laissai d'autant plus dégoiser que, dès le début, j'avais eu l'impression qu'il débitait un numéro, une leçon apprise par cœur, pour des raisons que je discernais mal.

Quand il eut fini, je lui dis très froidement que son petit discours était plein d'intérêt.

— Néanmoins, voyez-vous, cher monsieur Madelin, je vais revenir à mon journal. Si je rapporte ce que vous venez de me dire à **Jean-François Devay**, qui n'est pas d'un naturel patient, il va vous expédier aux oubliettes. Le problème, le seul, c'est de savoir si vous tenez à ce que l'on parle de vous d'une façon un peu différente de l'image qu'en donnent *Rouge* ou *Le Monde*, ou si cela ne vous intéresse pas.

Il se calma aussitôt. De ses propos, je tirai un papier pour *Minute* dont, je dois le dire, j'ai totalement oublié le contenu.

Je ne tardai guère à revoir Madelin. L'agitation qui s'était manifestée à Nanterre, notamment avec **Cohn-Bendit**, avait gagné la Sorbonne, où, ce jour-là, 600 à 700 gauchistes armés de barres de fer étaient concentrés.

J'appris par **Nicolas** qu'Occident allait contre-attaquer et que le point de son rassemblement était fixé au bas de la rue Soufflot, en début d'après-midi.

Je m'y rendis. Il y avait là environ 200 jeunes d'Occident, casqués, armés de massues et de barres de fer. A leur tête, les deux Alain : Madelin et Robert.

Raid contre la Sorbonne

Sur un mot d'ordre — il devait être 13 heure 30 —, ils s'ébranlèrent aux cris de « communistes assassins ». Ils descendirent le boulevard Saint-Michel, jusqu'à la hauteur du café Dupont.

Là, ils pivotèrent brusquement et, poussant de grands cris, chargèrent, comme s'ils allaient faire irruption dans la Sorbonne et y attaquer les gauchistes qui s'y trouvaient rassemblés.

Mais ce ne fut là que l'esquisse d'une offensive.

De la rue Racine, précédée par un commissaire de police en manteau de cuir, je vis surgir une colonne de gardiens de la paix qui se mit à donner la chasse aux nationalistes d'Occident.

Ceux-ci n'insistèrent pas. Ils renoncèrent avec promptitude, et à attaquer la Sorbonne, et à affronter la police. Ils se dispersèrent aussitôt.

Les policiers se gardèrent de les poursuivre.

En revanche, prenant sans doute comme prétexte de s'interposer entre deux groupes hostiles, ils pénétrèrent, avec l'accord du doyen de la faculté, dans la cour de la Sorbonne, interpellèrent et désarmèrent les camarades de Cohn-Bendit. Une heure ou deux heures plus tard, on les vit ressortir et embarquer dans les cars de police rassemblés au Quartier Latin.

Dans le milieu de l'après-midi, tandis que cette opération s'effectuait, deux jeunes surgirent. Ils expédièrent deux pavés, dont l'un brisa la vitre avant d'un des cars. Un policier en descendit, le visage en sang. Les deux jeunes s'éclipsèrent.

A mon avis, les grands affrontements de Mai-68 commencent là, place de la Sorbonne.

Si l'on m'avait demandé à l'époque : « Comment interprétez-vous cette succession d'événements ? » J'aurais répondu :

— Aucune hésitation. Il y a eu là une connivence évidente entre le groupe Occident et le ministère de l'Intérieur. Le premier a fourni le prétexte au second (dont le patron était alors **Fouchet**) pour intervenir — soi-disant pour empêcher les affrontements — à l'intérieur de la Sorbonne, afin de désarmer les groupes gauchistes.

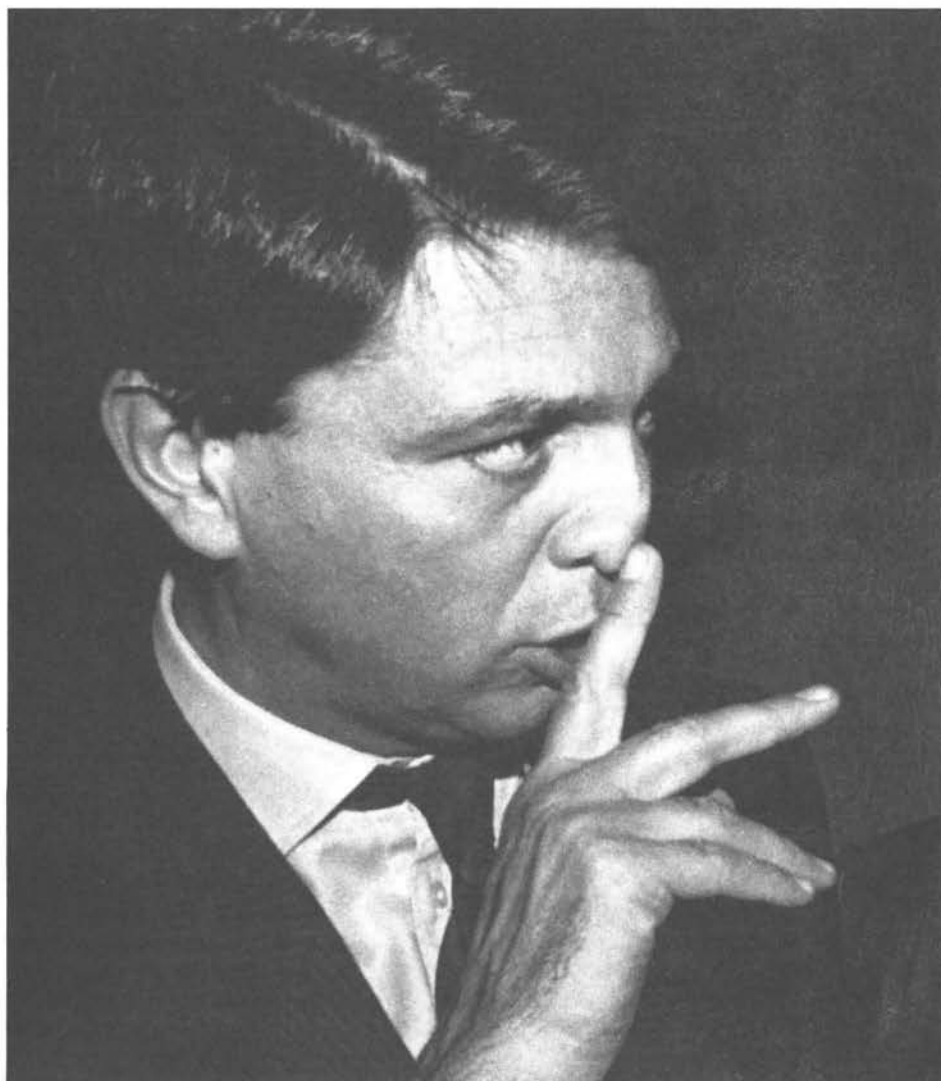
Et si l'on me posait la question aujourd'hui, soit vingt-quatre ans après, je dirais exactement la même chose.

Cette péripétie montre à quel point le contrôle des événements peut échapper aux hommes. Le plan du ministère de l'Intérieur était évidemment de briser les forces gauchistes. Echec flagrant.

Le point de départ de leur essor, c'est-à-dire d'un mouvement d'ampleur nationale, qui devait contraindre à la fin du mois le

Bagarre
à la Sorbonne
entre militants
d'extrême droite
et d'extrême
gauche.





Motus et bouche cousue !

président de la République, **Charles de Gaulle**, à prendre la fuite et à passer à l'étranger, date de cette journée.

Je suivis pour *Minute* ces soirées de Mai-68, parfois en compagnie de mon confrère et ami **Jean-Pierre Cohen**, plus souvent avec un ami correcteur, ancien des Jeunesses Nationales Populaires qui avait viré à l'extrême gauche, et avec quelques anars qu'il fréquentait.

Durant cette période, je ne rencontrai jamais Madelin (je ne connaissais pas encore Alain Robert).

Retrouvailles

Je ne revis Madelin qu'au début des années 70. Je travaillais alors, épisodiquement (tout en étant à *Minute*), au siège de l'Institut supérieur du Travail, installé boulevard Saint-Germain et que dirigeait **Boris Souvarine**. J'y menais des recherches pour mon livre *L'Histoire secrète du Parti communiste* (1).

— Bonjour, monsieur **Gaucher** !

Je levai la tête. Madelin était devant moi.

Il me dit qu'il avait renoncé à l'activisme ; qu'il était las de manier la matraque ou la barre de fer. Il voulait s'instruire ;

mieux connaître les forces qu'il avait affrontées.

C'est pourquoi il avait pris contact avec l'Institut ; avec *Est et Ouest* et avec son patron, **Georges Albertini**, ancien secrétaire général du Rassemblement National Populaire de **Marcel Déat**, sous l'Occupation.

Madelin était un garçon intelligent et, de fait, il publia dans *Est et Ouest* plusieurs articles fort bien documentés sur l'extrême gauche.

Et ce fut Albertini qui lui mit le pied à l'étrier politique.

J'ignore absolument comment les contacts furent établis entre les deux hommes. J'incline à croire que ce fut par quelque biais policier. Albertini, dès les années 50, avait noué d'excellents contacts avec **Martinaud-Deplat**, ministre de l'Intérieur. Il entretenait les meilleures relations avec **Baylot**, préfet de police, anti-communiste farouche, franc-maçon, et avec son gendre, **Charbonniaud**. Il entra aussi, je ne sais comment, en relation avec **Wybot**, patron de la DST et, au moment de la guerre d'Algérie, j'eus entre les mains plusieurs dossiers qui provenaient de ses services.

Ce fut encore Albertini qui plaça à l'Elysée, comme chef de la sécurité, un commissaire de police franc-maçon qu'il connaissait.

C'était l'époque où la « troïka » Albertini, **Marie-France Garaud**, **Juillet** fonctionnait comme une équipe de conseillers auprès de **Pompidou**. Quand

Juillet partait en province faire paître ses moutons, Albertini rappliquait dans son bureau, donnait ses coups de téléphone, recevait (discrètement) ceux qu'il souhaitait interpeller.

Le soutien d'Albertini

Albertini s'intéressa aussitôt à Madelin. Il devait tout savoir de lui par les rapports de police, ce qui ne pouvait le gêner. Il détecta certainement très vite, chez ce jeune homme, un garçon intelligent, extrêmement travailleur (ce qui était loin d'être le cas chez les jeunes dirigeants d'extrême droite). Et, surtout, je crois qu'il comprit qu'il avait affaire à une ambition sans rivage.

C'était loin de lui déplaire. Ça lui ressemblait. Pour prolonger son action, il ne pouvait guère compter sur les hommes du RNP, compromis comme lui. Le seul jeune qui échappait à ce handicap, il l'avait placé auprès d'**Emile Roche**, où il faisait carrière.

Madelin était un battant, servi par une énergie farouche. Il est vrai qu'il traînait derrière lui une casserole fâcheuse. Au cours d'une bagarre, près de Rouen, il avait expédié à l'hôpital, d'un coup de barre de fer, un manifestant.

L'ennui, c'est que le coup porté allait — sans que Madelin l'eût voulu, bien sûr — très au-delà de l'hôpital : jusqu'à un fauteuil roulant, où le malheureux resterait cloué à vie.

Albertini fit étouffer l'affaire.

Je suis convaincu, étant donné ses relations à l'Intérieur, qu'il avait eu aussi connaissance d'un autre épisode, plus lointain. Beaucoup moins dramatique, mais qui pouvait marquer un destin.

Mais au fond, si on y réfléchissait, ce qui, pour un esprit superficiel, pouvait passer pour des « casseroles », était aussi l'occasion de tenir ce jeune ambitieux.

Voilà qui n'était certainement pas pour déplaire à Georges Albertini.

Madelin fut mis une première fois en piste, grâce à Albertini, comme candidat Indépendant dans la 11e circonscription des Hauts-de-Seine (Bagneux-Montrouge) contre Guy Ducoloné (celle où se présente aujourd'hui Alain... Robert). Il ne fut pas élu. Mais il fit sur place une campagne anticommuniste énergique qui fut son banc d'essai.

Quelque temps plus tard, je le retrouvai à l'Institut supérieur du Travail en compagnie d'un de ses camarades, qui avait appartenu comme lui à Occident : **Woliner**. C'était un jeune étudiant juif — mais que diable, que diable, allait-il faire dans cette galère ?

Service militaire ? Vous rigolez !

Tous deux me dirent, avec satisfaction, qu'ils venaient d'achever avec succès leurs études d'avocat. L'année suivante, ils entraient au Barreau.

— Pas si vite, dis-je. D'abord, il vous faudra faire votre service militaire !

Ils éclatèrent de rire. Etais-je assez naïf ! Bien sûr, pas question de faire leur service. Et de perdre ainsi un an par rapport aux copains reçus, comme eux, au Barreau et qui, comme eux, allaient se faire réformer.

Je découvris ainsi qu'il y avait des combines, largement répandues pour des jeunes gens qui étaient soit d'un certain niveau social, soit qui avaient poursuivi des études supérieures. Cela ne pouvait pas se faire, bien sûr, pour les petits paysans ou les fils de « prolos ». Cette attitude, inconcevable de la part de jeunes gens se disant patriotes, vingt ans ou quarante ans plus tôt, n'était évidemment pas un monopole de la droite. **Serge July** et **Genestar**, pour ne prendre que ces deux exemples, furent réformés pour troubles psychiques.

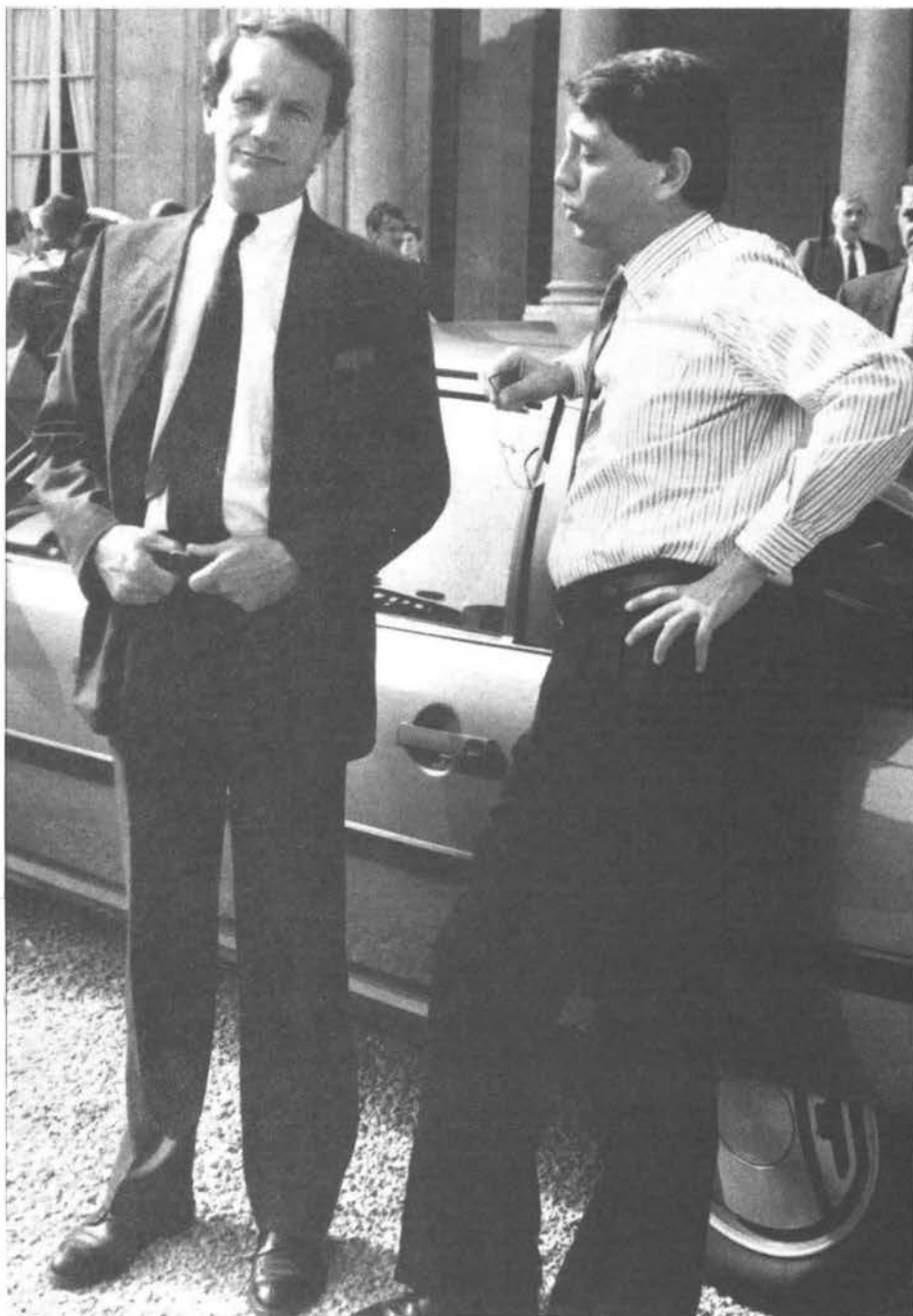
J'ignore si ce fut le motif invoqué pour Madelin et Woliner, deux gaillards plutôt costauds. J'ignore aussi si Albertini intervint en la circonstance. Je sais seulement — selon ce que me dit Alain — qu'il avait un colonel dans la poche.

Et tout se passa très bien.

Pour eux.

Cet épisode me conforta dans ma préférence pour l'Armée de métier.

Quelque temps plus tard, il fut élu en Ille-et-Vilaine, fief agricole où il est pratiquement indéracinable. A cette occasion, il avait fait faire pour sa campagne un grand document publicitaire. On l'y voyait avec sa jeune femme et cette légende : « Mariés devant Dieu pour l'éternité ».



Madelin et Longuet (qui contribua à la rédaction du programme du Front National) : toujours copains...

Une autre image le montrait en robe d'avocat. Et la légende rappelait qu'il était voué à défendre la veuve et l'orphelin. Au reste, il écartait les bras, comme pour accueillir fraternellement les personnes éprouvées. Mais il ouvrait aussi les yeux : très saillants, luisants, convoiteurs.

Si bien que la conjonction de son geste et de son regard pouvait donner à entendre à un observateur un peu malveillant qu'il était prêt à recevoir ses clients, pour les étrangler.

En tout cas — et pour cause —, il n'y avait aucune photo de Madelin en uniforme.

Et il n'aura certainement jamais eu l'occasion d'entendre ses camarades de régiment chanter : « Le Madelin vient nous servir à boire... »

Alain II (Le Petit Robert)

Le destin du chef de bande s'affirme très jeune. Il peut commencer au lycée, voire dans une classe primaire — Est-ce qu'on va voir le match de foot entre Paris-Saint Germain et Marseille ? — Qu'est-ce qu'en pense Dédé ? — Comme Dédé opte pour la négative, la bande (de copains) n'ira pas.

Dédé, en la circonstance, est rarement le premier de la classe. Le premier de la classe est souvent un élève sage. Il a (il avait, car l'usage a peut-être disparu) **la croix**. C'est souvent un solitaire. Réfléchi. Renfermé. Voire introverti.

Le chef de bande (scolaire) est plutôt un élève moyen. Ou carrément un cancre. Devenu adulte, souvent, son pouvoir s'effacera. Ou alors il deviendra chef de gang.

Ou chef politique. Pourquoi pas ?

J'ai connu et fréquenté assidument, pendant quelques années, un remarquable chef de bande politique. Ce n'était pas une grande bande. C'était un groupuscule nationaliste, le PFN (Parti des Forces Nouvelles). Le RPR, l'UDF, le PS, le PC, le Front National sont tout autre chose que de simples bandes. Ce sont des **structures**. Souvent complexes. Diversifiées. Hiérarchisées.

Le PFN, c'était bien une bande, composée de jeunes, essentiellement, deux cents à tour casser dans la région parisienne. La plupart venaient d'Occident, puis d'Ordre Nouveau. Et Occident, comme je l'ai dit plus haut, n'avait pas de base, pas de local.

Le chef de bande que j'ai connu s'appelait donc **Alain Robert**. Du temps d'Occident, de Mai-68, je ne l'ai pas rencontré, contrairement à **Madelin** et à **Duprat**. Le simple hasard.

Je le vois, seulement, au moment de la création du **Front National**, en 1972, par l'intermédiaire de **François Brigneau**. Et puis, il y a la rupture à l'intérieur du Front, et la création du Parti des Forces Nouvelles : Alain Robert, Brigneau, **Galvaire** (qui démissionnera), **Penciolelli**, le sergent **Joël Dupuy**, **Gérard Ecorcheville** (le « beauf » d'Alain) etc. et puis un garçon très effacé, très silencieux, dont je me suis demandé, à un moment, s'il n'était pas un agent d'infiltration de la Ligue Communiste Révolutionnaire, et moi.

Dans *RLP Hebdo*, feuille très modeste qui préfigure *National Hebdo*, j'ai brossé d'Alain le portrait suivant : « figure fiévreuse, l'œil aux aguets, inquiet, inquiétant, l'air d'un jeune loup efflanqué, engoncé, à l'époque du PFN, dans une capote militaire un peu trop voyante. Alain, avec qui j'ai travaillé pendant quatre ans à la tête de ce parti, est un homme dont les qualités, très réelles, sont en définitive souillées par ses calculs tortueux, par un goût pervers (à moins qu'il ne s'agisse d'une contrainte) pour des menées ténébreuses. J'ai mis du temps à le comprendre, mais j'ai acquis la conviction que ses interventions au Comité Central du PFN n'étaient que le reflet de **choix secrets** élaborés ailleurs ».

Intellectuellement, contrairement à Longuet, à Madelin, à



— Salut Jean-Marie ! — Salut Alain !

Pascal Gauchon, à **Alain de Benoist**, Alain Robert se rangeait plutôt dans la catégorie des *cancre*s. Il a dû avoir sa première partie du bac. Et encore, est-ce sûr ? Mais si, pour ces raisons, on le jugeait médiocre, on commettrait une erreur colossale. J'ai fréquenté, au cours de ma carrière journalistique, un certain nombre de « battants » politiques. Aucun ne m'a paru aussi doué, aussi performant, aussi imaginatif, que celui qu'on appelait « le Petit Robert ».

LA BANDE DU PFN

Dans la bande du PFN, il y avait de tout. Et même un bon, un très bon élève, BCBG. Superdoué. Pensez, il sortait de Normale Sup et de l'ENA ! Quel cumul !

Pascal Gauchon était un grand garçon blond à lunettes, très propre sur lui, qui avait tout lu, et qui était capable d'avoir réponse à tout. Un peu raide, un peu gourmé, un peu docte, mais très présentable. Capable de fournir à l'extrême droite, toujours décrite par les médias comme une bande de voyous (oh ! pas plus voyous que l'extrême gauche, mais qui ne comptait pas beaucoup de juifs dans ses rangs, ce qui suffisait à faire la différence), un leader présentable.

L'histoire du PFN, somme toute, ce fut celle d'un « cancre » (Alain) manipulant un Grand Dadaïs, muni d'un Q.I. à 130, à 140. Ce qui donne à réfléchir sur le fonctionnement des forces politiques qui ne sont pas du tout le privilège des « intellos ».

La meilleure démonstration de ces rapports, que je connais dans le cadre du PFN, ce fut la candidature de Pascal Gauchon aux présidentielles de 1981. A cette époque, j'avais quitté le PFN et rejoint le Front National. **Le Pen** était candidat. Et la difficulté, pour lui, était de réunir un nombre suffisant de signatures.

S'il ne put le faire, ce fut essentiellement suite aux intrigues du « Petit Robert ». J'ignore si celui-ci agit de sa propre initiative, ou s'il fut incité par quelqu'un ou quelques-uns (ce que j'inclinerais à croire). Mais, en tout cas, il eut assez d'influen-

ce, de force de conviction — et c'est vrai qu'il était redoutablement convaincant quand il le voulait — pour pousser Pascal Gauchon à présenter sa candidature.

En le persuadant que celle-ci avait des chances d'aboutir.

Elles étaient nulles pour tout observateur sérieux. Mais les hommes, particulièrement les hommes politiques, se laissent facilement abuser sur leurs chances. Et, ici, on ne saurait trop faire grief au pauvre Pascal de s'être laissé mener par le bout du nez.

Je ne sais combien Pascal, au cours de sa campagne, récolta de signatures : 30 ? 40 ? 50 ? C'était loin de lui permettre d'être présent à l'élection présidentielle. Mais cela suffit pour faire capoter la candidature de **Le Pen**.

C'était tout ce qu'ambitionnait le Petit Robert, et, au-delà de lui, ses inspireurs (RPR et, encore plus précisément, pasqualiens).

A partir de là, les choses se précipitent. Pascal Gauchon a fait son temps, a joué son rôle. Il va être « jeté » sans ménagement. Le PFN, qui subsistait encore vaguement comme groupuscule, va survivre, mais réduit à l'état de moignon. Alain le quitte. Il avait déjà noué des contacts avec **Philippe Malaud** et le CNI. Il va les rallier, s'installer avec une petite bande au siège de la rue de l'Université.

Pascal Gauchon se retrouve tout seul. Il comprend, enfin, l'aventure qui s'est déroulée à ses dépens. Il va se replier, dans ce qui fut sa matrice : l'enseignement. Il y poursuit (dans le secteur privé juif) une remarquable carrière.

MYSTERE

Revenons à Alain. Comment, très jeune — 16, 17 ans ? — a-t-il été branché sur le secteur de l'action politique. Plus exactement de l'activisme politique. Comme Madelin.

Il y a là un côté très mystérieux. Ce qui émerge dans les conversations ne dépasse pas le seuil de la rumeur ou est avéré, mais ne peut être exploité. Ainsi, la clé de l'énigme pour deux

Trop tard
pourquoi ?
Pour
décrocher
un
portefeuille ?
A l'arrière-
plan,
l'ancien
milicien
Henry
Charbonneau





" Tout à fait
entre
nous..."
De gauche à
droite,
Alice Saunier
- Seïté)
Alain Robert
(tristounet)
et Charles
Pasqua.

hommes politiques importants aujourd'hui, venus de ces milieux (mais il ne s'agit pas d'Alain Robert), se situe dans un épisode provincial intervenu en 1964. Quand on a eu accès au dossier — mais le dossier est inexploitable — tout s'éclaire. Et l'on débouche, brutalement, dans le « souterrain », dans l'**underground** d'une certaine extrême droite, dont les maîtres d'œuvre sont les RG.

Dans les opérations montées entre les groupuscules « d'extrême droite », Ordre Nouveau et l'Intérieur, l'Intérieur gaulliste, puis giscardien, il y a, à mon sens, collusion entre l'extrême droite et les forces de police. Mais à quel niveau ? Je suis incapable de le préciser.

Que les choses se soient poursuivies ensuite, sous **Marcellin**, cela me paraît très probable, mais les mécanismes de ces contacts demanderaient à être démontrés, pièces à l'appui.

Ce que je puis dire simplement, c'est que la campagne électorale de **Giscard**, quand, après la mort de **Pompidou**, il devient candidat à la présidence de la République, fut montée en connivence étroite entre **Hubert Bassot** et les dirigeants d'Ordre Nouveau. Nombre des membres du SO, recrutés par Bassot pour assurer la protection des réunions de Giscard, étaient des amis d'Ordre Nouveau.

A cette époque, la rumeur (vraie ou fausse ?) circulait selon laquelle Hubert avait des paquets de billets de 500 francs dans les poches de son imperméable.

Jusque-là, les contacts de l'extrême droite s'établissent plutôt avec Giscard. Au reste, **Anne Méaux**, qui va devenir une secrétaire de Giscard, vient d'Ordre Nouveau puis du PFN.

DE DEBIZET A PASQUA

Puis les choses, du moins en ce qui concerne Alain Robert, vont bifurquer.

Il y a dû y avoir, à un certain moment, un branchement sur le SAC de **Debizet**. Quand les gauchistes mènent une campagne acharnée contre l'Armée française (entre 1975 et 1977), la riposte organisée par le PFN est celle des comités de soutien à l'Armée, dont le « héros » est le sergent **Joël Dupuy**, passé depuis à la mairie de Paris. Joël avait même eu droit à un reportage dans *Paris-Match*.

Allez donc en faire autant, aujourd'hui, avec un jeune du Front National !

A partir de quel moment Alain Robert va-t-il rouler pour **Pasqua** ? (et l'on doit ici rappeler que Pasqua et Debizet se détestent). Je ne suis pas en mesure de répondre à cette question. Tout ce que je sais, c'est que les liens se nouent, semble-t-il, peu avant les élections municipales (de 1977).

C'est dans cette période qu'Alain Robert va virer sa cuti et émigrer de Debizet en Pasqua. Il faut préciser que le premier a été éliminé du SAC au bénéfice de « Charlie ». Comment les contacts vont-ils s'établir ? Je l'ignore.

Une phrase concernant Pasqua et prononcée par Alain demeure fixée dans ma mémoire : « On voit tout de suite que c'est un patron ! »

Alain Robert est toujours au service de ce même patron.

Gauchon espérait être placé en bon rang sur une liste aux municipales de 1977. Il n'en fut rien. Seul **Gérard Gachet**, aujourd'hui journaliste au *Figaro* et conseiller d'arrondissement du 19^e, et une jeune fille, **Ghyslaine Lauret**, y figurèrent. Tous deux parfaitement inconnus à l'époque, et qui n'avaient pas la moindre chance d'être élus.

Beaucoup d'années ont passé depuis. Après le CNIP, Alain Robert est entré au RPR où il opère toujours. Le CNIP n'était qu'une étape. Brève mais indispensable. C'était, pour les médias, la salle de désinfection qui permettait d'évacuer les poux de l'extrême droite, la machine à laver un « affreux ». Le Petit Robert en sortit vacciné, récuré. Tout à fait apte pour devenir, dans le sillage de « Charlie », le patron des élus locaux. Fonctions qu'il accomplit fort bien.

Et, il faut le dire, les médias ne vont pas lui chercher noise.

Il y a, comme ça, des grâces d'Etat.

Il doit y avoir en lui, quand même, quelques nostalgies. Au fond, dans les années soixante, il était sur la même ligne de départ que Madelin, Longuet et **Patrick Devedjian**.

Le premier a été ministre. Le second préside le PR et est aussi président d'un Conseil régional. Le troisième est député.

Alain Robert reste cantonné à la tête d'un « appareil ». Non négligeable certes. Mais, le connaissant, je crois que la réussite de ses petits copains doit, de temps en temps, lui donner un peu de vague à l'âme.

Bah ! Il peut toujours se consoler en jouant aux cartes. Jusqu'à quatre heures du matin.

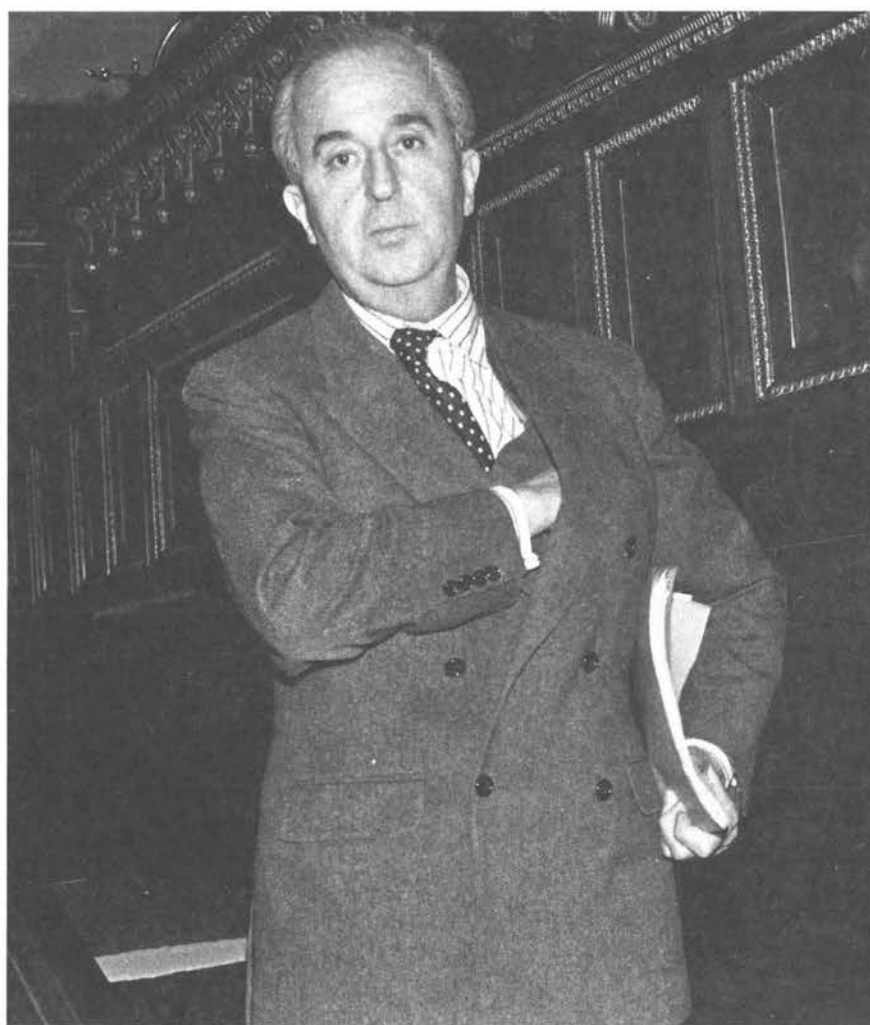
Roland GAUCHER

CHAPITRE VIII

BALLADUR

Un homme cousu main
pour la bourgeoisie française

" La main
à la poche
pour chercher
le flingue ?
Pas mon
style."



Edouard Balladur est visiblement quelqu'un de très bien. Depuis qu'il est entré en fanfare dans les dossiers de presse, en 1986, les plumes les plus diverses, obscures ou célèbres, ne cessent de dessiner de lui le portrait presque sans ombre d'un homme de bien, *honnête homme, modéré, courtois*, mais *ferme*. Il est *persévérant* et *calmement, posément déterminé*. Même dans quelques rares réserves, on sent l'admiration qu'inspire le pouvoir : ainsi le « très puissant et très secret ministre des Finances » de la première cohabitation serait *suavement dominateur*. N'en jetez

plus. La cour est pleine. A tel point qu'Alain Duhamel, lui-même, qui ne passe pas pour un contempteur systématique des grands, sourit de le voir ainsi « précédé d'un cortège mirobolant d'articles flatteurs, de portraits élogieux, de couvertures aimables ».

Pour la vraisemblance, des journalistes lui ont tout de même trouvé un défaut : ils l'habillent à la française, le coiffent d'une perruque, et le jettent dans une chaise à porteur. Infatué de son importance, imbu des préjugés d'Ancien Régime, marquis égaré dans les couloirs du Louvre moderne — il a, en effet,

refusé de laisser la place au grand musée pour déménager avec le ministère des Finances à Bercy, et fait reconstruire, à grands frais, son bureau condamné par son prédécesseur socialiste.

Or, il n'est même pas sûr que cette image soit bien juste. Écoutons-le : « *Je ne me sens pas chez moi dans les vieux ors de la rue de Rivoli.* »

En outre, ses interviews, ses articles, ses livres, n'ont rien de maniéré ni de suranné.

Contrairement à ses copains énarques, il s'exprime dans une langue claire, assez dépouillée. C'est le fond qui ennue souvent, du genre grand papier dans *Le Monde* dont on ne lit que les intertitres : « Clarifier pour construire », « Il est temps de choisir ». Tout est dit.

Une carrière toute lisse

Un homme capable de propos aussi osés devait avoir une carrière à son image. Toute lisse. Il est né à Smyrne, en Asie Mineure, en 1929. Certains lui prêtent une origine arménienne. Rien n'autorise cette conjecture. Lui-même assure : « *Ma famille maternelle et une grande partie de ma famille paternelle étaient originaires du midi de la France.* » Lorsque son père, qui travaillait à la Banque Ottomane, rentre en France, trois ans après sa naissance, il s'installe à Marseille. Suit une jeunesse sans histoire, dans une famille assez aisée, semble-t-il. Le jeune Edouard passe son bac latin-grec et rêve d'être médecin. Hélas, sa santé laisse à désirer. La tuberculose interrompra ses études. Il prépare son Droit et Sciences Po. Il s'installe chez les Maristes, au 104 de la rue de Vaugirard, foyer que fréquenta, avant lui, François Mitterrand.

Il musarde un peu, se plonge dans la littérature : **Claudel, Montherlant, Anouilh, Tennessee Williams.**

« *Je lisais beaucoup et ne travaillais pas énormément.* » Il s'abonne à la revue *Esprit*, s'intéresse un peu à **Camus** et **Aron**. « *Je n'ai pas la tête philosophique* », minaude-t-il. Il prend un genre. Dilettante. Une certaine nonchalance affectée. Vise l'élégance négligée, comme un trop bon élève. Choisit les spahis, pendant la guerre d'Algérie. Sur la photo, n'omet pas de porter son képi de travers. Un peu, pas trop. Il faut rester convenable.

Il songe à entrer dans un cabinet d'avocats, puis se laisse pousser (?) vers l'ENA. Il est de la même promotion que **Jacques Calvet**, le patron national libéral de Peugeot, et **Jérôme Monod**, le technocrate, ancien patron de la DATAR et ancien secrétaire général du RPR. Malgré la tuberculose, qui l'oblige encore à s'arrêter, il sort dans la botte. Mail il refuse l'Inspection des finances. Manque d'ambition ? Il répondra, après coup : « Je voulais vivre libre. » Au Conseil d'Etat, on travaille à sa main, comme un indépendant. Pendant un an, il s'occupera de l'ORTF, de cinéma et télévision. Il fait grand cas de ce souvenir. En 1957, il épouse **Marie-Josèphe Delacour**, Josée dans l'intimité. Il la vousoie, bien entendu. Le premier de leurs quatre enfants naîtra dès 1958.

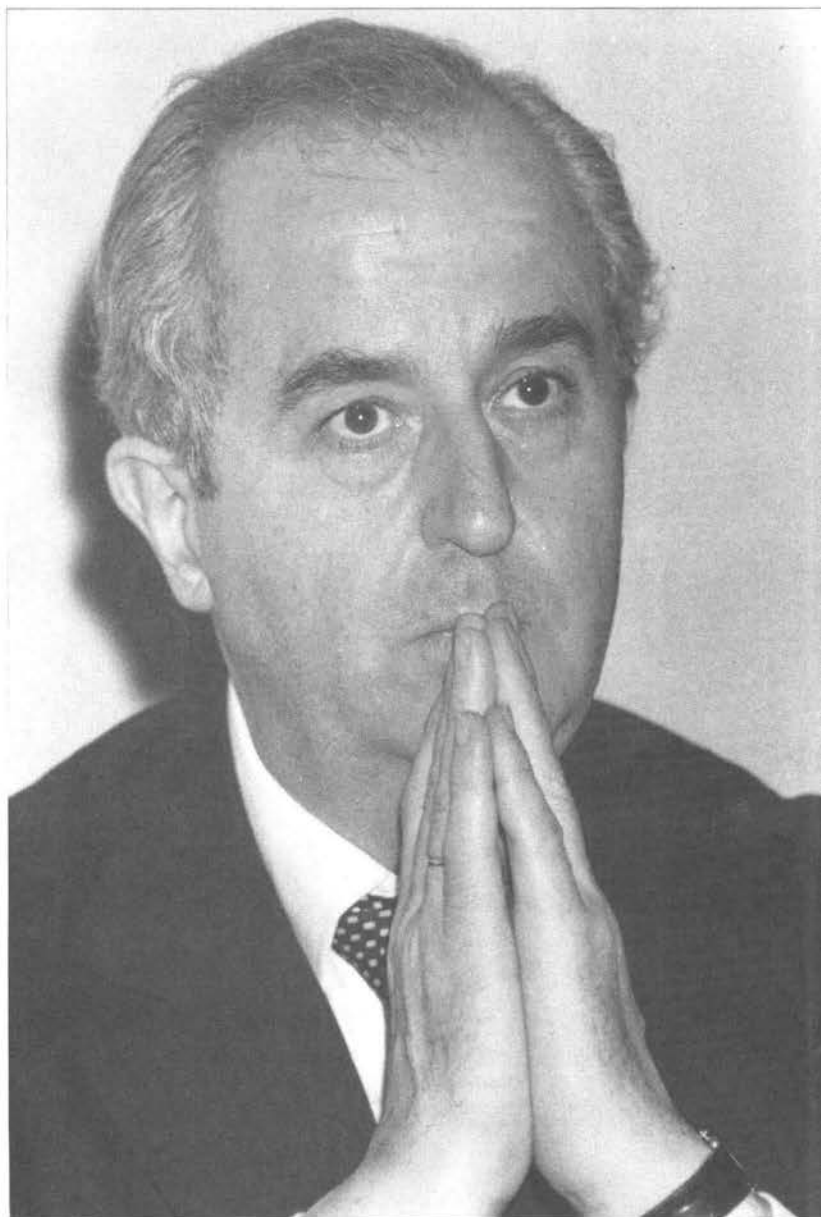
La politique ne semble pas l'intéresser. Il trouve son chemin de Damas en 1963.

Par l'intermédiaire de **François-Xavier Ortoli** et par hasard, semble-t-il, il entre au cabinet de **Georges Pompidou**, juste après la grève des mineurs. C'est le début d'un long attachement qui le mènera jusqu'au poste de secrétaire général de l'Elysée, lorsque son patron sera président. On le surnommait alors « le vice-roi de France », ou, quelquefois, avec un filet de citron, « le vice-roi du Pérou ».

Mais **Giscard** ne se soucie pas de le garder. Quand le mari d'**Anne-Aymone** succède au président défunt en mai 1974,

avisant l'onction ecclésiastique de ce grand commis un peu déboussolé, il lui offre avec quelque malignité le poste d'ambassadeur au Vatican. La mine ne fait pas le prélat, et **Balladur** refuse. Il s'enfonce, « sans état d'âme », dans le maquis de l'entreprise. Depuis 1968, il présidait déjà la société Tunnel du Mont Blanc, dont l'Etat français est le principal actionnaire. Ses relations avec **Giscard** deviennent si froides que celui-ci, juste avant d'être remercié par ses électeurs, le débarque, en 1981, de sa présidence. Heureusement, son grand ami **Ambroise Roux** l'avait casé, dès 1977, à la tête d'une filiale de la Compagnie générale d'électricité, la CSI. Le président **Balladur** s'y trouve comme un coq en pâte : « *C'est une bonne entreprise*, dit-il. *Pour les détails, voyez le directeur général.* »

Il survole les moquettes, toujours comme il faut, affichant un demi-sourire à la Garcimore. Il entretient ses souvenirs et son image d'homme fidèle. En 1979, il fonde l'Association des Amis du Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou à Beaubourg.



" La mine ne fait pas le prélat. "

C'est au cabinet de Pompidou qu'il a connu un jeune conseiller un peu tout-fou, **Jacques Chirac**. En 1968, ils ont négocié ensemble les Accords de Grenelle, même si Balladur, lui, ne portait pas de revolver. Les deux hommes ont continué à se voir, de plus en plus régulièrement, au point de devenir intimes, sinon amis. En 1981, Balladur est le véritable chef d'état-major de la campagne de Chirac. C'est lui qui, dans un article du *Monde* daté de 1985, lancera l'idée de la cohabitation. C'est lui qui convaincra Chirac de s'installer à Matignon.

A partir de là, sa carrière s'accélère : il prend le ministère des Finances en mars 1986, pour le lâcher après la réélection de Mitterrand en 1988. Après quoi, il obtient un siège de député dans une circonscription en or, le XVe arrondissement de Paris. Il fait les bals de pompiers et les ventes de charité. Toujours coquet, il prend soin de montrer quelque plaisir à serrer des mains sur les marchés. Il dira : « *Avant d'aller sur le terrain, on se demande pourquoi; quand on y est, on se rend compte que c'était nécessaire.* » Une manière comme une autre de toucher du doigt les difficultés de la France réelle. La suite de sa carrière est dans tous les esprits. Depuis 1988, le député Balladur milite pour une candidature unique de l'opposition à la prochaine présidentielle et pour une nouvelle cohabitation. Il ne fait pas mystère, cette fois, de viser Matignon.

De grandes (?) idées et...

Les deux grandes (?) idées de Balladur ont été, en dix ans : **les privatisations** et **la cohabitation**. Les privatisations d'abord. Il les a en partie réalisées lorsqu'il occupait la rue de Rivoli, entre 1986 et 1988. On doit reconnaître qu'elles ont

réussi, partiellement allégé la dette publique (que les socialistes ont rechargée depuis), permis de relancer les investissements et la croissance. Dont acte. Mais ses hymnes au libéralisme inspirèrent une certaine circonspection. Balladur a écrit plusieurs livres dont *Je crois en l'homme plus qu'en l'Etat* (1987), *Passion et longueur de temps* (1989), et surtout *L'arbre de mai* (1979). Il reconnaît qu'il fut étatiste, comme la plupart des jeunes fonctionnaires et jeunes intellectuels de sa génération. Mais Mai-1968 le décilla. Il était alors conseiller technique de Pompidou à Matignon. « *La fin du dirigisme, à mes yeux, c'est 1968. Ce fut une révolution libérale.* »

...deux affaires

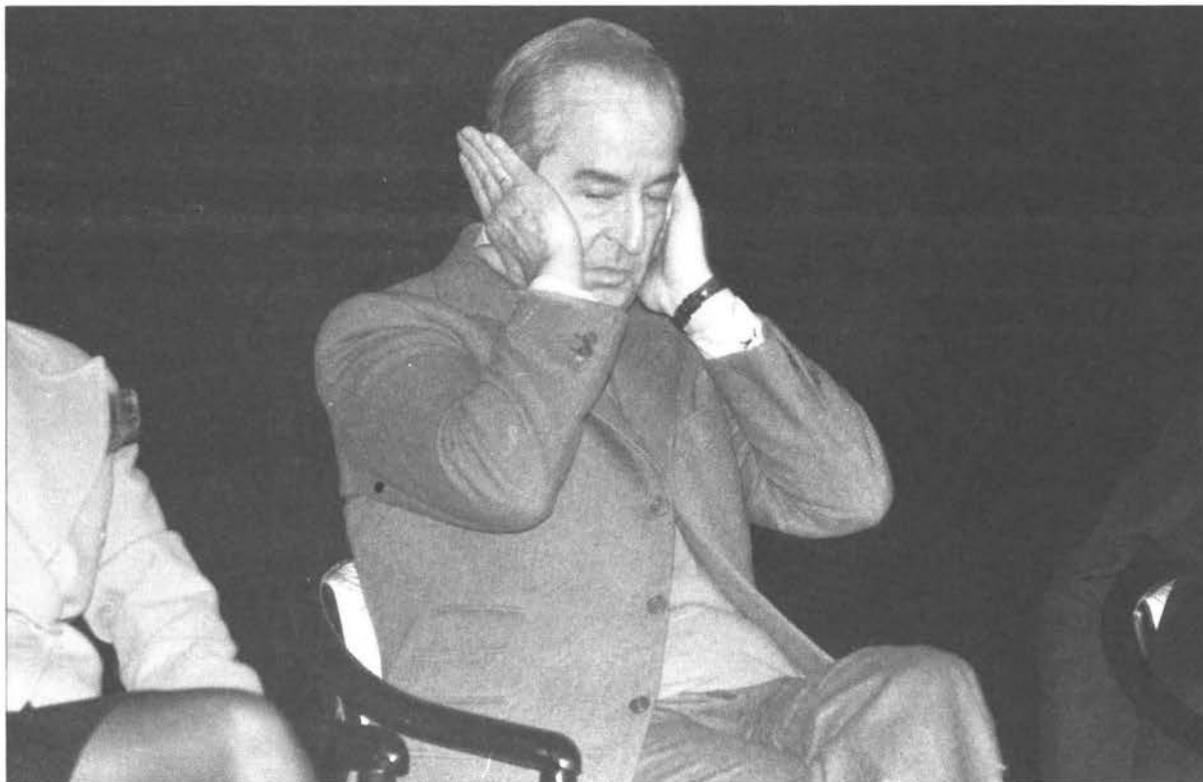
Belle déclaration. Mais deux affaires, dont seuls les fouille-poubelles du *Canard* et de *Minute* ont parlé, jettent sur elle une curieuse lumière.

D'abord le projet de rachat des *Echos* par le *Financial Times*, que le ministre des Finances aurait bloqué en février 1988, pour permettre à un groupe, où figurait Ambroise Roux, de racheter le grand quotidien économique. Une manière de renvoyer l'ascenseur au bienfaiteur des années de vaches maigres. La patronne des *Echos*, **Jacqueline Beytout**, poussa, semble-t-il, un coup de gueule, et l'affaire fut étouffée. Sans démenti ni condamnation pour les journalistes mal intentionnés des hebdomadaires non conformistes.

Même silence sur une autre affaire, révélée quelques semaines plus tard : après avoir quitté, en 81, la présidence du Tunnel du Mont Blanc, Balladur aurait continué à profiter, sept ans après, d'un appartement de 200 m² et de deux studios, mis



Confidences avec André Bergeron (de F.O.).



De grâce,
qu'on
cesse
de lui
parler
de
Matignon !

à sa disposition à Chamonix, tous frais d'électricité, de téléphone, d'aménagement (114 000 F), et même d'assurance-vie (!) payés.

Des gros mots furent prononcés, comme « abus de biens sociaux », et même « délit fiscal », puisque ces « avantages en nature » n'auraient pas figuré sur les déclarations d'impôt du grand argentier. Lequel, ministre des Finances, se trouvait, pour comble de disgrâce, responsable de la vérification des comptes de la Société du Tunnel du Mont Blanc, puisque c'est une société d'économie mixte où l'Etat est majoritaire ! Pour un libéral, un tel mélange entre le public et le privé la fichait mal. Heureusement, l'affaire n'eut pas de suite.

Voyons maintenant la cohabitation. Celle de 1986/1988 fournit la preuve que Balladur a plus de jugement sur les choses économiques, que de flair politique. Ses doctes considérations sur la continuité de l'Etat et le rôle du Président aboutirent, en fin de compte, à la victoire de François Mitterrand. Tant de sagesse pour une telle erreur ! Il l'a reconnu lui-même depuis qu'il se méfie des sentiments et perçoit mal ce qui n'est pas rationnel. Il avoue n'avoir pas prévu le raz-de-marée socialiste d'après la présidentielle de 1988. Il ne comprend pas comment Mitterrand a pu retourner l'opinion française. Cette atrophie de l'intuition surprend chez un homme que l'on décrit comme le Père Joseph, l'éminence grise de Chirac.

A moins qu'il n'ait décidé de « planter » son patron. Le prétendu homme de l'ombre semble, en effet, attiré comme un phalène par les lumières du pouvoir. Pour lui, l'union de l'opposition est un combat. Le combat des autres, des vieux chefs qui se chamaillent. Il se tient prêt à ramasser leurs morceaux. Il insiste sur les nécessités de l'union, pour mieux mettre en valeur les querelles qui les discréditent. Malheur aux fauteurs de désunion. Il dénonce « le vide intellectuel du débat politique », pour mieux faire valoir ses envolées conceptuelles. Et il polit inlassablement son image. Il voyage à l'étranger. Il trouve des formules propres à satisfaire tout le monde. Maastricht ? « Je suis pour plus de France dans plus d'Europe. »

Quelle audace ! La crise religieuse ? « Au début des années 60, j'ai trouvé les réactions de l'Eglise bonnes et saines. Et puis, il m'a semblé qu'elle allait trop loin et ne savait plus où elle en était elle-même. » Certains petits garçons savent ainsi où placer exactement la raie de leur coiffure pour faire plaisir à leur grand-mère : Balladur est taillé sur mesure pour faire râler d'aise la bourgeoisie française.

Ballamou ?

Ses amitiés politiques sont révélatrices. Ses ennemis d'abord : **Marie-France Garaud**, **Pierre Juillet**, et, dans une moindre mesure, Giscard. Il a approuvé la politique algérienne du **général de Gaulle**, il est contre le spoil system, il ne veut pas épurer les médias, bref, il n'aime pas la droite. En revanche, il compte parmi ses supporters **Michèle Barzach**, **Méhaignerie**, et **Yves Galland**, le patron des radicaux. Il professe de la « sympathie » pour **Jacques Delors** — un drôle de libéral. Il a travaillé sous les ordres de **Michel Jobert**. Celui-ci « craint qu'il ne soit limité par sa technocratie ». Voilà une opinion qui le crispe, comme on le crispe en le disant « pragmatique » ou « prudent ». Sans doute, se voit-il en garçon fantasque et spontané (« Je ne suis pas quelqu'un qui aime faire les choses très longtemps. ») Ou en fonceur (un délégué de la CGT qui a négocié avec lui dit : « Je ne l'ai jamais vu reculer. »)

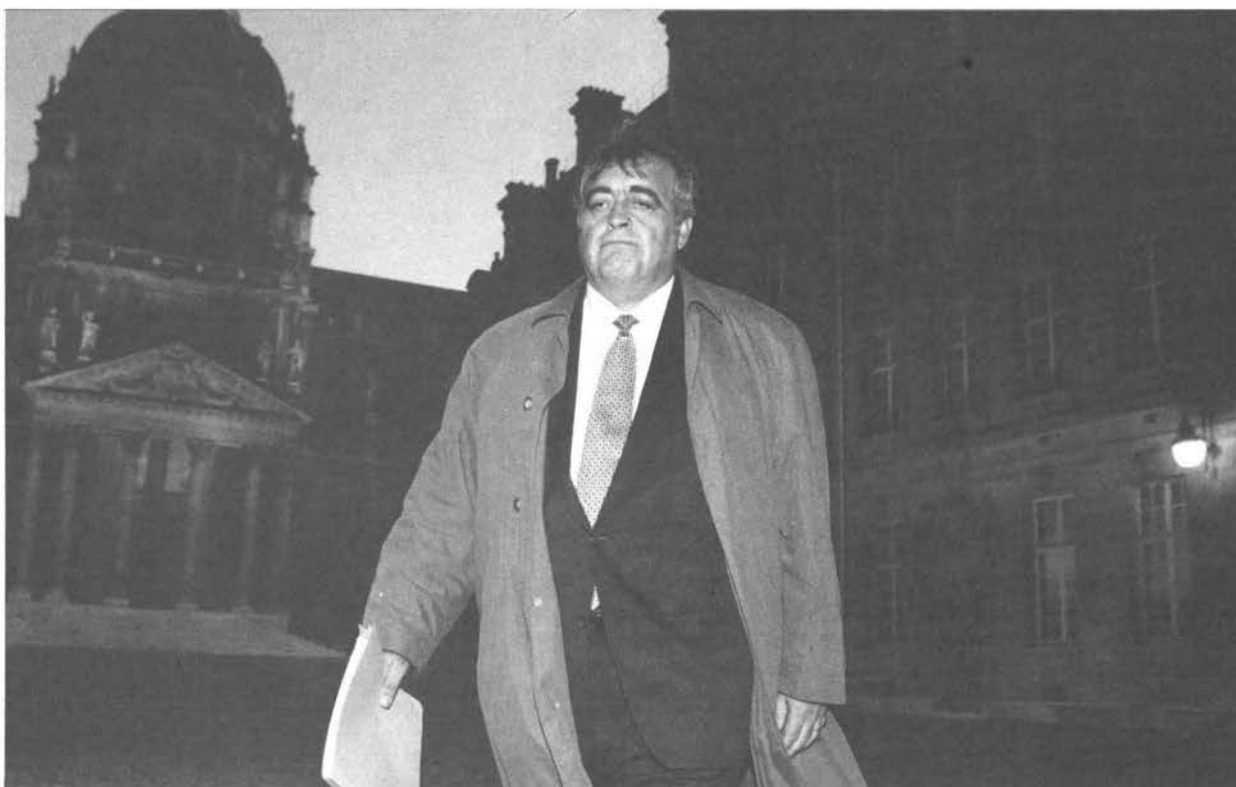
Marie-France Garaud le surnommait « Ballamou ». Quant aux idées, elle a probablement raison. Mais quant à l'ambition ? Un des amis de Balladur dit de son destin politique personnel : « Il n'y pense pas, mais il en rêve. » Il en rêve et serait prêt, sans doute, à bien des choses pour l'assurer. Parfois, ses yeux, où brillent l'ironie fine et la suffisance, deviennent durs comme des billes de jais, et sa bouche n'est plus qu'une ligne. L'honnête homme bien persillé abandonne sa fourberie joviale pour prendre le visage d'un milliardaire chinois, tourné dans un ivoire indéchiffrable.

Martin PELTIER

CHAPITRE IX

PHILIPPE SÉGUIN

Un zozo marginal



Providentiel ?

« Je crois que, de temps en temps, des hommes sont créés, que j'appellerais volontiers providentiels, dans les mains desquels sont remises les destinées de leur pays. Je crois être moi-même un de ces hommes. »

L'ancien ministre de la Cohabitation a écrit ces lignes dans une biographie qu'il vient de consacrer à Napoléon III.

Louis-Napoléon Bonaparte n'était pas un second couteau, brutalement apparu sur l'écran de la politique. Il avait pour lui un nom, un programme et des partisans déjà fidélisés qui font bien défaut à cette girouette qu'est Philippe Séguin. Rien ne permet de rapprocher le destin des deux hommes, sinon une ambition plus justifiée pour le neveu du Grand Empereur que pour ce petit Pied-Noir dont le destin a, par deux fois, brisé les premières années.

Philippe Séguin est né à Tunis, le 21 avril 1943. Ses grands-parents sont des colons aisés. Son père, tout jeune, au son du *Chant des Africains*, comme des milliers de Pieds-Noirs, ira se faire tuer pour la délivrance de la métropole, une « mère-patrie »

qui laissera tomber successivement tous ses fils d'Afrique du Nord. Et ceux de Tunisie d'abord (20 mars 1956). Merci, monsieur Mendès.

Philippe, sa mère, ses grands-parents ont inauguré en 1955 l'exode des rapatriés. C'est d'abord Draguignan et le lycée Général-Ferrier, puis l'Ecole normale d'instituteurs, puis — Philippe travaille bien — Sciences Po à Aix. Catho de gauche au sein de l'UNEF, c'est le temps où, pion, il flirte avec la SFIO et va jusqu'à être pigiste au *Provençal*.

Mais il se fâche avec Gaston Defferre et rencontre, par chance, à la veille des présidentielles de 1965, Joseph Comiti, René Hostache et quelques autres du SAC, qui l'entraînent à l'UNR... Logique, non ?

A sa sortie de l'ENA, où il a côtoyé cette fois Jacques Attali, il entre à la Cour des Comptes. C'est pour Pompidou qu'il fait campagne et se retrouve désigné comme conseiller à l'Elysée pour l'Agriculture, l'Environnement et... les Rapatriés, membre de ce « cabinet noir », instauré sous de Gaulle.

A la mort de **Pompidou**, il fera le mauvais choix : **Chaban**. Et c'est le retour à la Cour des Comptes.

En 1976, Séguin participe à la création du RPR. Du bout des doigts, du bout des lèvres.

Et puis, tout à coup, une opportunité se présente. Un simple secrétaire d'Etat, dont il est devenu le directeur de cabinet, **Christian Poncelet**, le patron gaulliste du département des Vosges économiquement sinistré, l'envoie se faire élire à Epinal aux législatives de 1978. Séguin y retrouvera son siège de député en 1981, avant d'en devenir le maire en 1983.

Entre-temps, un petit passage au cabinet de **Barre**, en qualité de chargé de mission.

Car il faut bien savoir que Philippe Séguin a un cœur innombrable. Aujourd'hui, l'œcuménisme, c'est lui : « Moi j'aime **Chirac**, j'admire **Barre** et je respecte **Giscard** »... Et il doit manquer des noms à cette déclaration, qui ne l'empêche pas d'être en désaccord avec tous ses « amis » de l'opposition. Un seul adversaire déclaré : **Michel Noir**. Pour les autres, tous les autres, il convient d'analyser le comportement du maire d'Epinal où il a créé le festival de la caricature.

L'homme est un bon vivant, jovial. Eclats de rire et coups de gueule. Avant d'être ministre, il s'installait chaque jour pour sa « messe du soir » : « la télé, jusqu'à la dernière image ».

Question famille : quatre enfants dont un de **Béatrice Bernascon**, l'ancienne épouse de **Jacques Toubon**.

A table, un solide coup de fourchette. Mais ailleurs ? Comment se comporte-t-il ? Comment est-il perçu par l'opinion depuis qu'avec **Pasqua** il a créé le courant « Demain la France » qui réclamait le Non à Maastricht ? Pourtant Pasqua ne lui a jamais ménagé les critiques :

« M. Séguin a tenu un langage capitulard et impudent (...) »

Ceux qui ne comprennent pas que l'intérêt général doit primer les ambitions personnelles n'ont rien à faire dans nos rangs. » (Lettre en date du 5 septembre 1984 de Pasqua à Bernard Pons, président du groupe RPR et candidat de Chirac contre lequel Séguin s'était présenté.)

" Collabo " " zozo " ou " marginal " ?

Qu'il ne se plaigne pas de n'avoir pas reçu au temps de la cohabitation, alors qu'il était ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, « le soutien du gouvernement, ni celui de l'opinion », alors qu'en 1984 il avait condamné « la dérive droitiste » du RPR et qu'en 1981 il déclarait — déjà — lors des présidentielles, ne pas croire aux chances de Jacques Chirac.

Pour Bernard Pons, c'est un « collabo », pour Pasqua un « zozo », et pour Chirac un « marginal ».

Quant à l'opinion publique, elle le juge sans aménité. Dans un récent sondage (19 janvier 1993), il a été répondu que Séguin partage deux valeurs sur trois avec la gauche. Il a été (partiellement) contre l'école libre, contre la peine de mort, mais pour l'avortement et, quant à sa position vis-à-vis du Front National, il rejoint le camp des diaboliseurs lorsqu'il déclare (*TF1*, 24 septembre 1987) : « Le Pen : un homme dangereux. » Que dire alors de cet atypique dont le premier geste, dès son arrivée au gouvernement, est de subventionner — à hauteur de 250 000 F — la Fête des potes (14 juin 1986).

Son premier ouvrage (*Réussir l'alternance*, Laffont 1985) aurait dû être suivi par le constat de son échec.

Au lieu de cela : *La force de convaincre*, une série d'entre-

RICHARD René

CAPITAINE PILOTE DE L'ARMÉE DE L'AIR

† 26 mai 1944 — Durham (Angleterre)

SALVIN Alexandre

ASPIRANT D'INFANTERIE

† 16 mars 1945 — Bischwiller (Bas-Rhin)

SCHMIOLIN Georges

SERGEANT D'INFANTERIE

† 21 novembre 1944 — Villersexel (Haute-Saône)

SEGUIN Robert

ASPIRANT D'INFANTERIE

† 7 septembre 1944 — Montbéliard (Doubs)

SESTON François

ASPIRANT DE L'ARME BLINDÉE CAVALERIE

† 5 septembre 1944 — Poncey (Saône-et-Loire)

STETSKEVITCH Georges

ASPIRANT D'INFANTERIE

† 21 août 1944 — Toulon (Var)

TREIZENEM Jean-Claude

ASPIRANT D'INFANTERIE

† 8 avril 1945 — Pforzheim (Allemagne)

Robert Séguin — du 4^e régiment de tirailleurs tunisiens — appartenait à la 3^e promotion (« Libération », oct. 1943-avril 1944) de l'Ecole d'élèves aspirants de Cherchell (Algérie). Sur les 919 Pieds-Noirs de cette seule promotion, 54 tombèrent en Italie, en France ou en Allemagne.

tiens avec le journaliste **Pierre Servent** (*Itinéraires*, Payot 1989), lors desquels il prétend réinventer le débat politique et découvrir la fibre populaire de Pasqua, tout en cherchant des voix « au centre et même au parti socialiste ».

Tout cela montre des ambitions — mais pas de projet — qui l'ont conduit à cet incroyable tandem avec Pasqua, celui des « enfants terribles », des « deux larrons », des compères frondeurs, selon leurs amis d'hier et leurs rivaux de demain.

Car si Séguin n'a pas de projet politique, si ses idées — non formulées — « sont en situation de recours », il a bien déclaré à



Séguin à Epinal : les images d'un passé qu'il ne sait pas assumer.

« 7 sur 7 » qu'il avait l'intention d'être candidat aux présidentielles de 1995 et que son tour de France n'avait pour but que de « réhabiliter la politique ».

Il faudrait déjà qu'après son numéro de lèche-président à la télé — lors du référendum de Maastricht — il se réhabilite lui-même. Il a bien tenté de se justifier sur Minitel (3617 Politiq) : « Notre débat ne mettait pas aux prises deux candidats placés sur un pied d'égalité, mais le Président et un député qui lui devait le respect. Pour autant, les arguments de fond furent sans concessions. »

Molle défense d'un membre de cette opposition molle, mille-feuille, à la crème déjà rancie, dans lequel Séguin ne représente qu'un élément de division parmi d'autres. Il n'a jamais cessé d'être « en délicatesse » avec son mouvement. On se demande bien lequel.

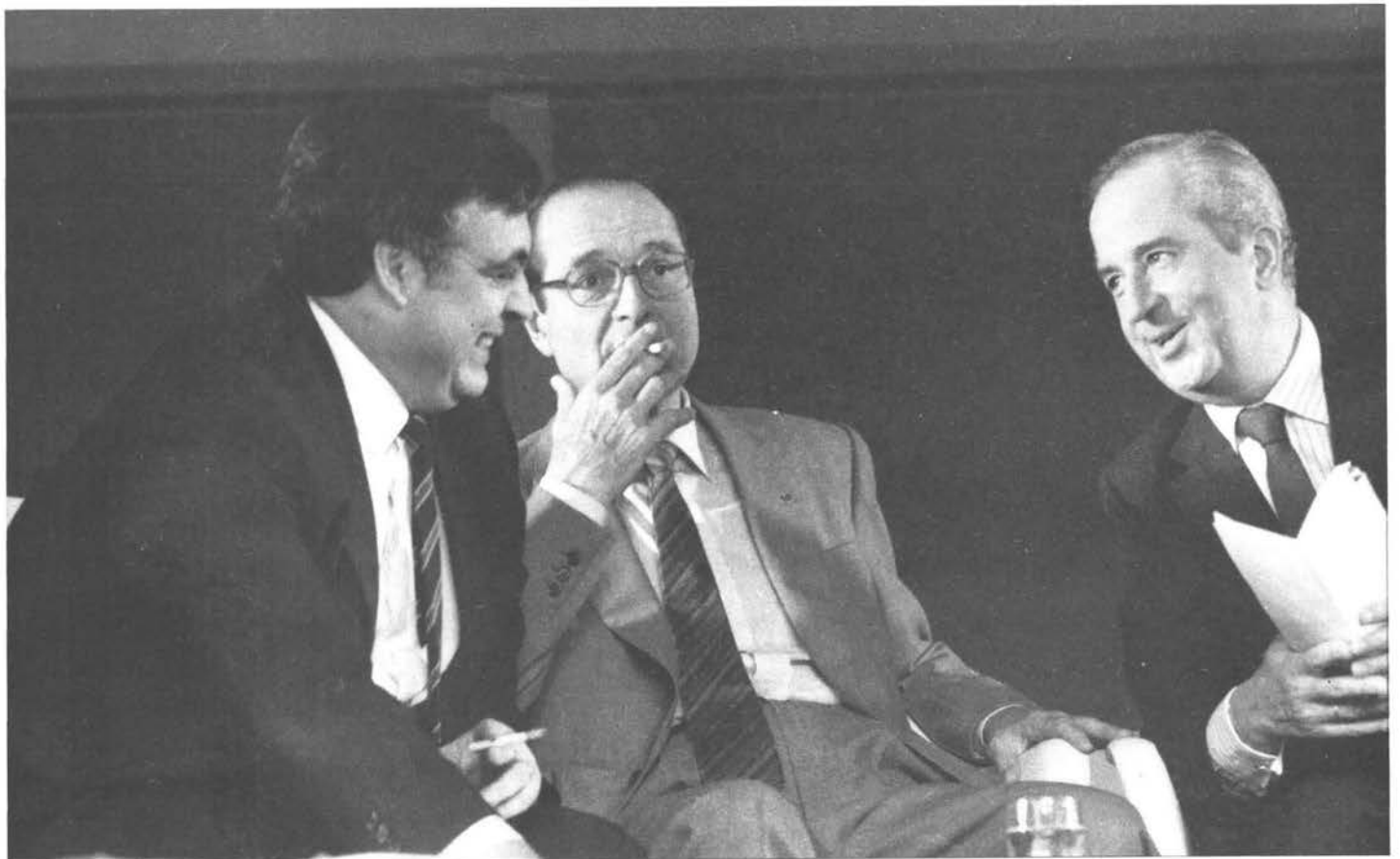
Il a promis, toujours sur Minitel, dans le cas d'une nouvelle cohabitation : « Je ne participerai pas à un gouvernement qui ferait une politique contraire à mes convictions. » On se demande bien lesquelles.

On n'est même pas certain qu'il appartienne au Grand Orient. La rumeur a été lancée par l'entourage de Chirac. En toute amitié, comme toujours.

Une seule certitude, il collectionne les épinglettes. Plus de 6 000, assure-t-il.

Avec le Mérite agricole, accordé par Chirac lorsqu'il était ministre de l'Agriculture, cela ne suffit peut-être pas pour se faire élire à la présidence de la République.

Gérard LE MAREC



Apparemment, c'est la joie !

SECONDS COUTEAUX

Michèle Barzach

■ Née le 11 juillet 1943 à Casablanca (Maroc), est fille d'un juif « askhenaze » qui, fuyant la terreur communiste en Union soviétique, est passé par la Pologne, la France. Elle est favorable à l'indépendance algérienne, montre des sympathies trotskistes en Mai-68.

Devenue gynécologue, elle s'intéresse à la psychanalyse, puis à la thérapie de groupe. Elle fréquente assidûment **Joëlle Kaufmann**, militante d'extrême gauche. Mais aussi le RPR **Jacques Toubon**.

Ce qui montre qu'elle n'est pas sectaire et ouverte à toutes les expériences. La protection de Toubon et celle de **Chirac** lui valent une promotion foudroyante. La voici

ministre de la Santé en 1986. Elle y fulmine contre **Le Pen** et souhaiterait voir dissous le Front National.

Principale performance durant son passage à la Santé : refuse tout dépistage du **Sida**. D'où deux ans de retard dans la détection d'une maladie, dénoncée par « l'alarmiste » **Le Pen**.

On se relève difficilement d'une erreur pareille. D'autant que Michèle Barzach, écartée par Toubon et Chirac, espère se rattraper en faisant alliance avec les rénovateurs, plus particulièrement avec **Michel Noir**, aujourd'hui fort mal en point et éclaboussé par le scandale **Botton**. Deuxième grave erreur de diagnostic.



Michèle Barzach : attendrissante.

Nicolas Sarkozy de Nagy Bocsa

(sic)

Fils d'un riche propriétaire terrien hongrois émigré en France en 1949, et naturalisé en 1966.

Entré au RPR, il y perce vite, devenant un délégué à la Jeunesse en 1978-79. Maire de Neuilly en avril 1983. Député le 5 juin 1988 de la 6e circonscription des Hauts-de-Seine. A réussi une certaine percée, puisqu'il a été la vedette d'un des « 7 sur 7 » d'**Anne Sinclair**. Il est vrai qu'en janvier 1991 il avait pris part à un voyage du CRIF pour témoigner son soutien à Israël pendant la guerre du Golfe. Cela méritait bien un renvoi d'ascenseur.



Alain Juppé : une forte ambition.

Patrick Devedjian

Fils d'un réfugié arménien. Déboule dans la politique, sous le signe de la barre de fer, à Occident avec **Madelin** et **Longuet**. C'est lui en particulier qui loue une camionnette pour un raid à la Faculté de Rouen, le 12 janvier 1967.

Protégé de **Pasqua**, il effectue sa percée en enlevant en 1983 la mairie d'Antony aux communistes. Elu député des Hauts-de-Seine en 1986, puis réélu en 1988.

Les écarts ne manquent pas dans sa carrière. Il va lâcher Pasqua pour Chirac, puis prendre part au mouvement des rénovateurs à la Michel Noir.

Il plaidera aussi pour des terroristes de l'ASALA (Mouvement clandestin arménien). Il apporte son soutien à SOS-Racisme ; est un fervent admirateur de **Badinter** dont il a approuvé à 80 % la politique au ministère de la Justice.

Selon *Minute* (15 avril 1991), il serait un haut dignitaire maçonnique. Il est également membre actif de la LICRA et actionnaire de la revue juive *Passages*.

On ne s'étonnera donc pas qu'il ait jumelé sa commune avec un village situé dans la bande de Gaza.

Enfin, tout récemment, il vient de prendre fermement position contre tout refus de la cohabitation dans... *Le Nouvel Observateur*.

Difficile de faire mieux comme girouette.

Alain Juppé

Alain Juppé. Voilà un gaulliste qui a de quoi tenir : son père, gros agriculteur, a été, en effet, membre de tous les partis gaullistes, avant de devenir secrétaire de circonscription du RPR. Enarque, inspecteur des Finances, après une carrière dans différents ministères, il s'est consacré intégralement au RPR à la demande de **Chirac**. On le retrouve à la mairie de Paris, son étoile monte, après la rupture avec le tandem **Garaud-Juillet**. Il deviendra le numéro 2 du RPR derrière **Jacques Toubon**. Il a été le numéro un de la campagne pour Chirac en 1988, et a remplacé Toubon comme secrétaire général le 23 juin 1988. Il préside, depuis fin 1989, « Solidarité avec les nouvelles démocraties », regroupant des hommes politiques et des hommes d'affaires qui s'intéressent aux pays de l'Est.

Le document que nous publions montre qu'il a refusé, dans le cadre de l'affaire du sang contaminé, d'accorder les deniers de la mairie de Paris à l'Association de défense des polytransfusés.

On voudrait être sûr, dans ce cas, qu'il n'y ait aucun gaspillage dans le maniement des fonds, du côté de la mairie de Paris.

MAIRIE DE PARIS
L'ADJOINT AU MAIRE
CHARGÉ DES FINANCES

Paris, le 26 MAI 1989

AT/GL

Réf. : 6007

Monsieur le Président,

Vous avez demandé à la Municipalité parisienne l'octroi d'une aide financière au profit de l'Association de défense des Polytransfusés sise 8, boulevard Davout à Paris 20ème.

Je mesure tout à fait l'intérêt de cette mission, toutefois son caractère spécifique relève exclusivement de la compétence de l'Etat. En effet, le SIDA est un fléau pris en charge par le ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale et il lui appartient de définir une politique générale au regard des victimes d'une contamination survenue à la suite d'une transfusion sanguine.

En regrettant de ne pouvoir vous donner satisfaction, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

CONFIDENTIEL

Alain Juppé

Alain JUPPÉ

COHABITER ? VOUS AVEZ DIT COHABITER ?

Il n'y a guère de doute : servi par une loi qui élimine au second tour le Front National, l'opposition parlementaire (RPR + UDF + PR) va, à coup sûr, l'emporter.

Forte de cette victoire, elle va se trouver, dès la formation du futur gouvernement, confrontée au président de la République. Lequel, dès le départ, dispose d'un avantage considérable : le futur Premier ministre, c'est lui qui le choisit.

A partir de là, dans les rangs de l'opposition parlementaire, tout un débat s'est instauré. Faut-il cohabiter ou non ? Il en résulte une impression de confusion et de désunion.

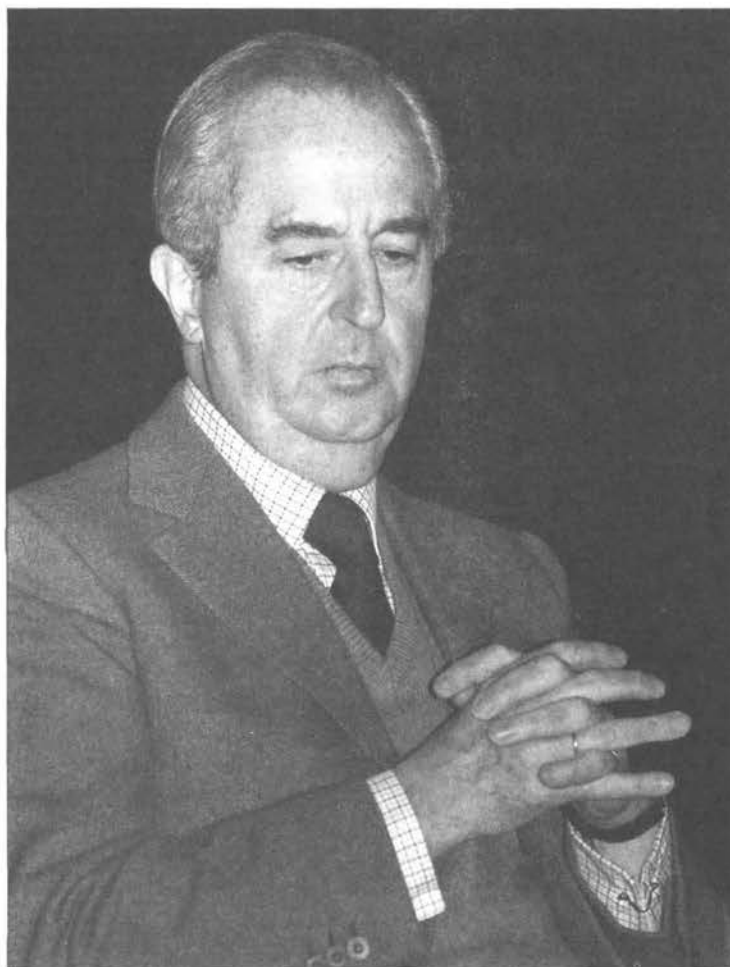
Ce qui est plutôt fâcheux, quand on est (presque) sûr de gagner, et qu'il s'agit de gérer la suite. C'est-à-dire de gérer la victoire assurée par les électeurs.

Et, ici, ce long et confus débat peut se résumer en quelques noms.

— **Philippe de Villiers.** Résolument, il est contre toute cohabitation. Cette prise de position a le mérite de la franchise. Il faut lui en donner acte.

— **Giscard d'Estaing.** C'est moins net, mais il est devenu un adversaire de la cohabitation. Très vraisemblablement, parce qu'il pense n'avoir aucune chance d'être appelé par Tonton pour occuper le poste de Premier ministre.

Si Giscard semble mal placé pour décrocher un maroquin, d'autres ne sont pas dans le même cas. Le premier d'entre eux



" Même les cartomanciennes le voient
Premier ministre en mars ".

se nomme **Chirac.**

Sur les idées qui l'agitent, ou qui agitent son entourage, on trouve dans *Libération* (21 janvier) une bonne analyse. Citons :

« A défaut de pousser le chef de l'Etat vers la sortie, l'idée d'un clash à la première occasion en séduit quelques-uns. Selon ce scénario, le gouvernement claquera la porte dès que François Mitterrand aurait la velléité de bloquer l'un de ses projets... En fait, un certain nombre de leaders de la droite ne croient guère à de telles élucubrations. Les uns font valoir qu'il n'est pas évident qu'un tel clash soit compris de l'opinion publique. Les autres expliquent que le chef de l'Etat ne jouera pas l'affrontement, préférant gérer sa survie et sa sortie de l'Elysée... (et)... Jacques Chirac...

n'aurait pas forcément l'aval des ministres giscardiens au sein du gouvernement, soucieux, de leur côté, de laisser à Giscard le temps de rattraper son retard » (pour les présidentielles).

Bref, vous le voyez, on n'est pas sorti de l'auberge...

— **Et Balladur ?** Toujours selon *Libé*, il n'a pas de souci à se faire. « Même les cartomanciennes le voient Premier ministre en mars. » Il a son équipe (**Nicolas**

Bazire, énarque ; **Georges Tron**, peut-être futur chef de Cabinet ; **Valérie Bernis**, chargée de la Communication ; **Victoire de la Genière**, chargée de la presse) ; et puis des hauts fonctionnaires qui l'alimentent en notes, et puis un tas de contacts : avec **Madelin**, **Nicolas Sarkozy**, **Michèle Alliot-Marie**, **Jean-Louis Debré**, **Bernard Bosson**, etc.

Bref. La cohabitation semble acquise. Et le mieux placé : **Balladur**.

Reste que si l'opposition l'emporte en mars, il y aura davantage de chômeurs qu'en février, davantage de faillites, davantage de licenciements, davantage de crise du bâtiment, davantage

de problèmes pour les retraites. Peut-être un krach financier.

Et une Europe ravagée par les guerres inter-ethniques (Croates, Serbes, Bosniaques, Albanais, Macédoniens) et pourquoi pas demain Flamands et Wallons, population germanique du Haut Adige et Italiens, et néo-nazis en Allemagne, et immigrés partout.

Et, en face du Premier ministre choisi par lui, un Mitterrand, peut-être affaibli par la maladie, mais qui a, sûrement, gardé quelques tours dans son sac. Et qui n'ignore pas que l'opposition, à laquelle il devra faire face, est sérieusement travaillée par ses divisions.

VALTERUS

..... courrier des lecteurs

Lettre de l'Eglise de Scientologie

Monsieur,

Mis en cause dans votre magazine de novembre et décembre 1992, le président de l'Eglise de Scientologie, vous mets en demeure de publier dans votre prochain numéro le droit de réponse suivant, en application de l'article 13 du 29 juillet 1881 sur la presse. Ce droit de réponse concerne la liberté religieuse.

« A la veille du XXI^e siècle, dont Malraux avait dit qu'il serait religieux ou ne serait pas, faut-il s'étonner de traverser une période glauque, faite de discriminations religieuses et d'injustices ? L'ignorance n'est pas seulement la mère de tous les vices : c'est aussi le creuset de l'intolérance.

L'analyse effectuée contre la discrimination peut se résumer ainsi :

1) En période de « crise » ou d'incertitude, les minorités ont, depuis la nuit des temps, été montrées du doigt, et la « vindicte populaire » attisée contre elles. Les professeurs de sociologie religieuse ont souligné le caractère tendancieux du terme « secte », chargé d'importantes connotations émotionnelles, et qui fait des nouvelles religions des cibles toutes désignées pour tenir ce rôle de bouc émissaire.

2) Quelques hommes d'Eglise appartenant à des courants religieux traditionnels rendent les nouvelles églises responsables du déclin du nombre de leurs membres pratiquants en dépit des appels à la tolérance et au respect lancés par les institutions auxquelles ils appartiennent (Concile du Vatican II pour l'Eglise catholique, conférence du Conseil Oeuménique des Eglises sur les nouveaux mouvements religieux pour les protestants, etc...).

C'est ainsi que l'on constate la participation de ces hommes d'Eglise à des entreprises de dénigrement des nouvelles religions, qu'ils accusent d'hérésie.

3) Certains défenseurs d'une conception exclusivement matérialiste de l'homme font preuve d'une intolérance similaire, dont on ne sait si elle résulte d'un fanatisme idéologique ou d'une défense d'intérêts purement financiers.

Les méthodes utilisées vont d'une sorte de messianisme scientifique contre ce qui est spiritualité (on a vu des articles sur l'existence supposée d'un « centre de la croyance » dans le cerveau et des diagnostics psychiatriques de Jésus-Christ) aux attaques judiciaires. Les Scientologues ne sont pas leurs seules cibles ; quelques apocunuteurs dûments formés en Chine, établis en France et poursuivis pour pratique illégale de la médecine, en savent quelque chose. Certains grands hommes de science contemporains apportent néanmoins leur soutien à

l'approche spiritualiste de l'homme.

4) Les institutions responsables d'abus et de violations des droits de l'homme n'hésitent pas à prendre des mesures de rétorsion contre les mouvements humanitaires qui les mettent en cause et œuvrent à leur assainissement. Ils sont en cela grandement aidés par les trois facteurs que nous venons de citer, qu'ils savent à la fois susciter, renforcer et orienter lorsque cela sert leurs intérêts. Les alliances contre nature ainsi engendrées dans les coulisses n'en sont pas moins redoutables.

Les méthodes ne relèvent plus du simple débat d'idées entre les partisans d'une philosophie de l'homme et les partisans d'une autre et menacent les fondements de la démocratie.

Voici une citation du professeur Pierre BARRUCAND, « Haines d'hier et d'aujourd'hui, 1990 ».

« La virulence des attaques contre une minorité paraît toujours abusive et inacceptable..., après coup. Sur le moment, très peu de gens échappent à l'intoxication de la peur engendrée par la propagande de quelques individus habités par une haine quasi-pathologique et qui nourrissent les uns et les autres d'une idéologie de l'exclusion. »

C'est pour toutes ces raisons que les Scientologues ont décidé de mettre en œuvre des actions destinées à la restauration d'un climat de tolérance, de liberté de pensée, de conscience et de religion ».

Vous voudrez bien veiller que ce droit de réponse fasse l'objet d'une publication aux mêmes lieu et place et dans les mêmes caractères que la mise en cause à laquelle il répond.

Veuillez agréer Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Loïc Plantade

Président.

Nous n'avons rien à reprendre à notre article. Nous n'avons fait qu'utiliser les textes du fondateur de cette étrange « Eglise », monsieur Hubbard.

De toutes façons, les condamnations et les multiples poursuites contre elle ne laissent aucun doute sur le caractère de son activité. Nous nous sommes même montrés infiniment plus indulgents que le dossier ne nous y autorisait.

Dans ces conditions, nous tenons simplement à rappeler à l'Eglise de scientologie que nous sommes des journalistes indépendants et que nous ne craignons pas la « propagande noire » dont elle menace ceux qui se permettent de dénoncer ses activités, qui ne relèvent pas de la religion mais d'un charlatanisme à base de science-fiction.

Pierre DEBRAY

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

NOUVELLE SERIE N° 111

NOVEMBRE - DECEMBRE 1992 - 36 F

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

LA CONSPIRATION DES SECTES

- New Age
- Synarchie
- Rose-Croix
- Guyana
- Patrick Sabatier
- Beatles et rockers
- Soka Gakkai
- Decourtray
- Polanski
- Trilatérale



**UN NUMÉRO PLEIN
DE RÉVÉLATIONS
SUR LES ACTIVITÉS
OCCULTES DES SECTES,
EN PARTICULIER LE
NEW AGE, DONT LE
RAYONNEMENT EST
INTERNATIONAL.
ON Y RETROUVE LES
INFLUENCES SECRETES
DU MONDIALISME,
DE LA TRILATÉRALE
ET DE LA SYNARCHIE.**

**A
COMMANDER
AU
CRAPOUILLOT**



36 Francs plus 15 Francs de frais de port

Bon de commande à découper
ou à recopier

Commande exemplaire (s) de

Nom

Prénom

Adresse

ci-joint un chèque de F

7 TER COUR DES PETITES-ECURIES
75010 PARIS

LE CRAPOUILLOT
Magazine non conformiste

**LA
CONSPIRATION
DES
SECTES**

ENCORE DISPONIBLES

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

COCHEZ LES NUMÉROS DEMANDÉS

- ☐ N° 52 : Folies 39
- ☐ N° 53 : Dictionnaire des Contemporains (1)
- ☐ N° 54 : Secrets de la Graphologie
- ☐ N° 55 : Les Affaires scandaleuses
- ☐ N° 56 : La Grande Bouffe
- ☐ N° 57 : Dictionnaire des Contemporains (2)
- ☐ N° 58 : Les Homos
- ☐ N° 60 : Les Toubibs sur le grill
- ☐ N° 61 : Dictionnaire des Contemporains (3)
- ☐ N° 62 : Mitterrand : l'état de disgrâce
- ☐ N° 63 : Les Femmes fatales
- ☐ N° 65 : Esprit es-tu là ?
- ☐ N° 67 : Les meilleurs dessins de presse
- ☐ N° 68 : La bataille de Paris
- ☐ N° 69 : L'Ecole en guerre
- ☐ N° 70 : Le Pamphlet
- ☐ N° 72 : Les Supers Femmes
- ☐ N° 74 : Le choc Montand
- ☐ N° 77 : Les Fascistes
- ☐ N° 78 : Sexe et Magie
- ☐ N° 80 : Les Juifs
- ☐ N° 82 : Les Travestis
- ☐ N° 83 : La torture
- ☐ N° 84 : Les photos insolites
- ☐ N° 85 : Vrais miracles et faux prodiges
- ☐ N° 86 : Les morts mystérieuses
- ☐ N° 87 : Le petit Barre illustré
- ☐ N° 88 : Les Auvergnats
- ☐ N° 89 : L'or
- ☐ N° 90 : Ah ! les beaux héritages
- ☐ N° 91 : Les coups d'Etat
- ☐ N° 92 : Les musulmans et nous
- ☐ N° 93 : Les bobards de la guerre d'Algérie
- ☐ N° 94 : Les Bretons
- ☐ N° 95 : La vie amoureuse des rois de France
- ☐ N° 96 : Les anti
- ☐ N° 97 : Les mystère de Marseille
- ☐ N° 99 : Héros
- ☐ N° 100 : Les corrompus de la Ve
- ☐ N° 101 : Il était une fois la révolution
- ☐ N° 102 : Les collabos
- ☐ N° 103 : Les nouveaux monstres
- ☐ N° 104 : Qui est franc-maçon ?
- ☐ N° 105 : Les Fétichistes
- ☐ N° 106 : Les secrets des sectes
- ☐ HS3 : Le sexe
- ☐ HS4 : Les grandes gueules cassées
- ☐ HS6 : La petite histoire des maisons closes
- ☐ HS8 : Les francs-maçons

NOUVELLE SERIE : (36 F + port)

- ☐ N° 107 : Le diable est de retour
- ☐ N° 108 : Les secrets des R.G.
- ☐ N° 109 : La Guerre d'Algérie inconnue
- ☐ N° 110 : La gauche dans la collaboration
- ☐ HS9 : La France insolite (35 F + port)
- ☐ N° 111 : La conspiration des Sectes

soitnuméros



OFFRE PROMOTIONNELLE

- 1 numéro : 50 F
- 4 numéros : 150 F
- 8 numéros : 300 F
- 12 numéros : 400 F
- 20 numéros : 750 F

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :

Ci-joint mon règlement par ☐ chèque bancaire
☐ chèque postal ☐ mandat-lettre à l'ordre du Crapouillot
 + 15 Francs de frais de port, 30 F à partir de 10 numéros
 (nous n'acceptons pas les chèques tirés sur l'étranger)

A retourner à : **Le Crapouillot,**
7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 PARIS

Tél. : 47 70 68 16